

Responsabilités

Démocratie & marché
Nouvel ordre mondial
Droits de l'homme

des intellectuels

NOAM
CHOMSKY

Agone *CONTRE-PEUX*

Noam Chomsky

Responsabilités des intellectuels

Démocratie & marché,
Nouvel ordre mondial,
Droit de l'homme

Édition numérique établie en septembre 2012 à partir du texte disponible en ligne à l'adresse suivante :
<http://agone.revues.org/index236.html>.

Préface

Pour les dictionnaires, l'intellectuel est une personne dont l'activité est essentiellement fondée sur l'exercice de la pensée. Dans nos sociétés modernes, certaines personnes sont des intellectuels professionnels, d'autres non. Le travail que l'intellectuel professionnel effectue en échange d'un salaire somme toute confortable est avant tout un travail de réflexion à partir du matériau primordial qu'est l'information. Ce travail suppose une formation préalable souvent considérable, mais, en retour, il confère à l'intellectuel un contrôle certain sur ses propres conditions de travail et, parfois, sur les conditions de travail des autres. L'intellectuel monnaie donc un savoir ; marchandise vis-à-vis de laquelle il est en position de quasi-monopole, pouvant, à l'envi, la manipuler, la distribuer, l'utiliser, l'accroître ou la garder pour lui. Noam Chomsky, en tant qu'universitaire de renommée mondiale, est sans aucun doute un intellectuel, mais il existe bien sûr des intellectuels de différentes sortes.

Quelle est la responsabilité de l'intellectuel vis-à-vis de la société ?

Les textes extraits de *Powers and Prospects*, qui paraissent ici en français, gravitent dans une large mesure autour de cette question. Souvent invité à y répondre, Chomsky affirme généralement qu'un intellectuel se doit de dire la vérité « du mieux possible », sur des « problèmes qui importent vraiment » et à destination d'« un public soigneusement ciblé, susceptible d'intervenir pour y apporter des solutions ».

La pratique de Chomsky illustre parfaitement ses propos. Il s'est régulièrement interrogé sur des événements politiques, des institutions ou des phénomènes sociaux pour tenter de déterminer à quel point ils affectent l'existence d'un grand nombre d'êtres humains, dans quelle mesure ils sont susceptibles d'être transformés par l'action militante d'une population sensibilisée ; enfin, et surtout, en quoi ils nécessitent que l'on s'oppose à leurs effets. Lorsqu'il juge possible de répondre à ces trois interrogations, Chomsky s'exprime alors sans répit – par écrit ou par le moyen de conférences – jusqu'à ce que les injustices dont il fait état soient clairement révélées, permettant ainsi aux parties concernées, et dès lors parfaitement informées, d'intervenir de manière efficace. Ce livre est un exemple parfait de ce type de démarche.

Deux questions viennent alors aussitôt à l'esprit. D'abord, pourquoi se préoccuper de ce genre de problème ? Autrement dit, qu'est-ce qui pourrait pousser aujourd'hui un intellectuel, ou qui que ce soit d'autre, à intervenir dans les affaires humaines ? Ensuite, à quelles priorités les intellectuels doivent-ils faire face de nos jours ? Je vais m'efforcer d'apporter quelques brèves réponses sur ces deux points, puis je reviendrai sur la question du rôle social de l'intellectuel.

Pourquoi se préoccuper des affaires humaines ?

Supposons qu'un dieu hypothétique, lassé d'observer le traitement que certains humains font subir à d'autres humains, décide qu'à dater du 1^{er} janvier 2000, les corps de toutes les victimes innocentes du « monde libre » cesseront de se décomposer. Quiconque mourra de faim ou par impossibilité d'accéder aux soins médicaux les plus élémentaires ; quiconque sera torturé à mort, assassiné, violé, etc. ; bref, quiconque mourra sous le coup d'une violence ou d'une injustice verra son cadavre résister éternellement à la décomposition naturelle. Imaginons que ces cadavres, rendus imputrescibles, soient alors systématiquement chargés dans des wagons aux parois transparentes, rattachés à une locomotive ; le tout se déplaçant, sans jamais s'arrêter, à travers les États-Unis. Un par un, les cadavres seront jetés les uns sur les autres dans ces wagons vitrés. Mille cadavres par wagon, deux cents par minute, un nouveau wagon toutes les cinq minutes, nuit et jour, sans répit. Tous ces corps exposés aux yeux de tous, tout au long du trajet de ce « train de la mort violente ».

Au 1^{er} janvier 2001, pour le premier anniversaire du convoi, le « train de la mort violente » mesurera environ 3200 km de long et, à la vitesse moyenne de 30 km/h, mettra à peu près cinq jours pour franchir un passage à niveau. En 2010, à supposer qu'aucun bouleversement spectaculaire de nos institutions ou de notre comportement ne soit intervenu pour limiter le processus, le train couvrira sept fois la distance entre New York et San Francisco, et il faudra attendre six semaines entre le moment où la locomotive passera la statue de la Liberté et celui où notre dieu, se demandant encore ce qu'il faudra de temps à l'humanité pour interpréter correctement son message, y verra passer le dernier wagon.

Si les écologistes ont raison de traiter notre planète en super-organisme, ils se trompent lorsqu'ils considèrent le rejet de déchets toxiques comme la plus mortelle des menaces. Le « train de la mort violente » est bien plus dangereux. Pensons seulement à la douleur qu'évoque la simple lecture des 50000 noms inscrits sur le monument aux morts de la guerre du Viêt-nam à Washington – sans parler des victimes indochinoises, infiniment plus nombreuses. Songeons à toutes ces occasions perdues, ces amours détruits ou disparus avant même d'avoir vécu. Maintenant, imaginons ce train de la mort violente serpentant à n'en plus finir d'une côte américaine à l'autre. Imaginons ce que peuvent représenter ces cadavres embarqués pour tous ceux qu'ils ont aimés ou auraient pu aimer, ont nourris ou auraient pu nourrir, ont élevés ou auraient pu élever.

Mais qui monte à bord du train de la mort violente ? Les populations du tiers-monde échangeant leurs organes pour de la nourriture, vendant leurs bébés pour sauver le reste de leur famille, subissant la famine ou attendant le retour d'un « disparu ». Ils ont vécu au Brésil, en Indonésie, au Salvador, à New York ou même à Paris. Chaque jour, par dizaines de milliers, ils s'empilent dans les wagons du train.

C'est exagéré ? Lorsque dix millions d'enfants meurent chaque année pour n'avoir pas reçu une aide médicale élémentaire que les nations industrialisées sont pourtant en mesure de leur fournir, et que cela se passe dans des pays que, par ailleurs, la Bank of America et Exxon pillent sans scrupule, comment peut-on ne pas penser qu'il s'agit là de véritables meurtres de masse ? Les enfants affamés, malades, estropiés sont tout aussi victimes de meurtre que les corps criblés de balles jetés dans les fleuves par les brigades de la mort. Refuser l'aide

médicale aux pays pauvres et piller leurs ressources économiques n'est pas moins criminel que de fournir du matériel aux tortionnaires ou d'appuyer sur une gâchette.

L'évolution de l'espèce a offert aux êtres humains la capacité de percevoir, de ressentir, de penser ou d'imaginer. Si nous nous sentons concernés par cette vérité, nous pouvons alors facilement voir ce train de la mort violente et ce qui l'alimente jour après jour. Lorsque nous en aurons réellement pris conscience, comment réagissons-nous ? Par la dépression, l'angoisse, le cynisme, le fatalisme, l'espérance, l'action ?

Une fois que nous aurons commencé à regarder ce train en face, que ferons-nous ? Quelque chose en moi me dit que ces crimes sont si énormes, si inhumains, que ceux qui les commettent méritent la mort. Un tout petit train pour les assassins et c'en serait fini du « train de la mort violente ». Une mort pour en éviter des millions. Mais bien sûr, ce n'est pas ainsi que le monde va. Des gens donnent des ordres, brandissent des armes, accumulent pour eux-mêmes de la nourriture, paient des salaires misérables, conduisent même ce satané train, mais ce sont les institutions qui créent le moule dans lequel ces personnes ont été fabriquées. Quel chirurgien aurait la force de trancher dans le vif, alors que le cancer institutionnel ronge l'humanité tout entière ?

Prendre conscience de la responsabilité de notre pays envers ces cadavres empilés dans les wagons vitrés fait paraître insignifiantes des réactions telles qu'écrire des articles sur le sujet, distribuer des tracts, enquêter, militer pour la paix, inciter les gens à réfléchir sérieusement avant de payer leurs impôts, manifester, faire de la désobéissance civile, créer une institution dissidente ou même participer à une grève d'envergure nationale. Mais le fait est pourtant que ce sont là des actes que notre dieu hypothétique attendrait de nous s'il (ou si elle) décidait de promener réellement les cadavres du « monde libre » le long de nos rues. Ce sont ces actes qui, s'ajoutant les uns aux autres, peuvent rendre toujours plus coûteux les privilèges du pouvoir et de la domination, jusqu'à les rendre finalement si peu rentables que les institutions qui les accordent et les perpétuent commencent à vaciller.

Comme on dit : « On perd, on perd, on perd et puis, un jour, on finit par gagner. » Tout échec est une étape obligée dans le processus qui conduit à de véritables changements dans les institutions.

Les guerres et les injustices de toutes sortes – raciales, sexuelles, économiques, culturelles, politiques – sont autant de crimes contre l'humanité. Le train de la mort violente, de la pauvreté, de la maladie, de la famine, des escadrons de la mort, de la terreur, etc., est l'émanation directe de nos institutions les plus fondamentales. C'est pourquoi ce sont elles qui doivent devenir nos cibles privilégiées.

S'il faut se préoccuper de révéler « la vérité sur des problèmes qui intéressent l'humanité à un public en mesure d'intervenir pour y apporter des solutions », c'est tout simplement parce que seule une opposition active, sérieusement informée et organisée, peut espérer changer le monde, et aussi parce que ceux-là mêmes qui révèlent « ces vérités sur des problèmes qui intéressent l'humanité » peuvent contribuer modestement à cet effort, s'ils s'y consacrent vraiment.

Quelles sont les priorités aujourd'hui ?

Lorsque Chomsky a commencé à exercer ses responsabilités d'intellectuel, il y a trente ans, le monde était sensiblement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Au milieu des années 1960, la mission prioritaire pour un intellectuel tel que lui était sans aucun doute de révéler les raisons fondamentales et les conséquences du conflit vietnamien. Il y a trente ans, le simple fait de faire le point sur les responsabilités réelles des États-Unis en ce domaine et d'apporter la preuve que les problèmes étaient davantage liés au système du pouvoir qu'au comportement de tel ou tel dirigeant a provoqué un véritable électrochoc. Le public informé s'était alors indigné et était passé à l'action. Aujourd'hui, s'il reste indispensable d'expliquer les causes de l'oppression avant de tenter de s'attaquer à ses effets, cela n'est malheureusement plus aussi efficace qu'alors. Les temps changent. De nos jours, les gens savent assez clairement que la société est terriblement injuste et que la souffrance y est systématique. Désigner la pauvreté comme un problème social ne scandalise plus personne. Montrer du doigt les maladies du système ne suffit plus à éveiller le désir de le changer. Au-delà de la description de ce qui ne marche pas et de l'explication du pourquoi et du comment, les gens ont besoin d'un projet positif ; ils ont besoin de discuter des moyens d'accomplir leurs objectifs. Idéaux et stratégies doivent donc nécessairement faire partie de nos sujets de réflexion.

Aujourd'hui, pour atteindre l'efficacité sociale que Chomsky obtint il y a trente ans, il ne suffit pas seulement d'imiter sa démarche. Les intellectuels qui se préoccupent du social ne peuvent pas se contenter de décrire l'horrible réalité. Cette insistance sur les horreurs du système et les crimes du pouvoir ne peut que nourrir le cynisme ou le fatalisme ambiants. En tant que groupe social, en tant que totalité, les intellectuels doivent à présent passer de la description de ce qui ne marche pas – du pourquoi et du comment cela ne marche pas – à une réflexion sur la « société dans laquelle nous souhaiterions vivre » et sur les moyens de la réaliser. Il ne s'agit de rien d'autre, en fait, que de tirer toutes les conséquences du conseil donné par Chomsky : apporter « la vérité sur des problèmes qui intéressent l'humanité à un public en mesure d'intervenir pour y apporter des solutions » ; ce à quoi il faudrait ajouter : « Ne pas répéter inlassablement des vérités à présent connues de tous, mais plutôt s'interroger sur ce qui fait la différence entre la simple prise de conscience et le militantisme actif, et sur ce qui permet de passer de l'une à l'autre ».

L'alternative devant laquelle nous nous trouvons n'est pas de choisir entre analyser la réalité contemporaine et proposer des projets et des stratégies, mais bien de consacrer collectivement nos efforts à ces deux tâches à la fois. Individuellement, l'intellectuel peut bien choisir de s'adonner à l'une ou l'autre tâche, mais l'ensemble de la communauté intellectuelle se doit de remplir simultanément les deux missions qui lui sont, selon moi, désormais imparties.

Suicide de classe & libération

Pourquoi, au juste, existe-t-il des intellectuels ? Comment se fait-il que, dans nos sociétés, certaines personnes aient pour rôle économique de s'adonner à une activité intellectuelle offrant quelques privilèges, alors que d'autres ont pour destin social de rester confinés dans des activités économiques déconnectées du pouvoir, souvent dangereuses et non qualifiantes ? Ce n'est pas parce que Dieu l'a voulu ainsi, et ce n'est pas non plus parce que c'est la loi ou la nature même des choses. C'est parce que les institutions (que nous pouvons changer) ont réparti ainsi les tâches, accordant à certains, de façon grossièrement injuste, un monopole relatif sur des activités qualifiées appartenant à la sphère du pouvoir.

Dans les économies capitalistes contemporaines, il n'y a pas seulement d'un côté les capitalistes et de l'autre les travailleurs. Les classes ne sont pas seulement une manière de différencier les rapports à la propriété, les unes possédant les capitaux et les autres ne possédant que leur force de travail. En fait, entre le capital et le travail, se trouvent ce que j'appelle les coordinateurs ; des gens à qui leur position dans le système économique confère un relatif monopole sur l'information et un certain contrôle sur leur propre rôle économique ainsi que, bien souvent, sur celui des autres. La classe des coordinateurs est celle dans laquelle se situent les intellectuels, qui y forment un groupe social à part. Ils ne monopolisent pas la réflexion mais détiennent, en revanche, une grande part de l'information nécessaire pour mener une réflexion efficace, ainsi que l'accès aux leviers du pouvoir permettant à ces réflexions de devenir réellement efficaces. Cela ajoute, bien sûr, une dimension supplémentaire à la notion de responsabilité intellectuelle ; une dimension que les intellectuels doivent aujourd'hui pleinement assumer.

Ils ne devraient donc pas, comme ils le font le plus souvent, servir la soupe aux maîtres du monde. Ils ne devraient pas non plus, comme cela arrive chez les plus radicaux, diriger simultanément leurs attaques contre le capital et contre le travail, se positionnant en arbitre (contre le capital mais au-dessus du travail). C'est pourquoi, en plus de cette mission qui consiste à dire « la vérité sur des problèmes qui intéressent l'humanité », en plus d'indiquer le pourquoi et le comment des choses et en plus de nous révéler ce à quoi nous pourrions aspirer ainsi que la voie pour y parvenir, les intellectuels se doivent de trahir leur propre classe en travaillant à faciliter l'accès général à l'information et en œuvrant à redéfinir le partage du travail, de manière que cesse la domination des quelques-uns qui monopolisent le pouvoir décisionnaire sur la masse des autres. Pourquoi ne pas leur demander l'impossible ? Souvenons-nous de Mai 1968.

Responsabilités des intellectuels

Vous m'avez demandé de m'exprimer sur un sujet qui m'embarrasse toutes les fois qu'on en discute, c'est-à-dire assez souvent. Je dois avouer que j'ai peu de chose à en dire, en dehors de quelques affirmations toutes faites que je vous imposerai malgré tout, pour la bonne raison qu'elles sont aussi couramment admises en parole que déniées en pratique.

À un premier niveau, la réponse à la question de savoir où se situe la responsabilité des intellectuels est presque trop évidente : cette responsabilité est celle de n'importe quel « honnête homme » : elle consiste à dire la vérité. Pourtant, bien que, à ce niveau de généralité, la réponse paraisse évidente, certaines de ses implications appellent tout de suite quelques remarques. Par exemple, il semble bien qu'il y ait un impératif moral à rechercher et à dire la vérité *du mieux possible*, à propos de sujets *qui importent* et à ceux *qu'elle intéresse* au premier chef. Les problèmes deviennent plus complexes, parfois à la limite de l'insoluble, lorsqu'il s'agit d'explicitier de tels « attendus ».

En ce qui concerne le devoir de découvrir la vérité et de la dire, il n'est pas nécessaire d'insister. Rappelons seulement que c'est une mission souvent compliquée et qui peut s'avérer périlleuse. C'est vrai dans les sociétés dites « libres », mais les risques sont évidemment plus importants dans les autres. Venons-en, à présent, aux vérités qu'il importe de dire. De quelles vérités s'agit-il ? Ici, plusieurs critères peuvent valoir. Certains problèmes sont d'une importance tout intellectuelle. Par exemple, le problème des rapports entre le fonctionnement du cerveau et les activités de l'esprit. Que sait-on à ce sujet ? Que sommes-nous en mesure d'affirmer ? Etc. Ces questions nous intéressent moins ici que celles qui possèdent une dimension éthique évidente, du fait de leur impact direct sur des vies humaines. Dans ce cas, la responsabilité de l'intellectuel en tant qu'*agent moral* – et c'est à peu près tout ce qui le distingue du monstre – est de tenter de révéler la vérité à *des interlocuteurs à même d'intervenir*. Il est difficile d'imaginer une proposition éthique moins sujette à controverse que celle-ci. Du moins, c'est ce que l'on pourrait penser, mais il n'en est malheureusement rien. Dans la pratique quotidienne des communautés intellectuelles, c'est plutôt l'ignorance totale de ce principe qui domine. Il est même probable que nous ayons sombré, en ce domaine, dans des profondeurs abyssales – je reviendrai sur cette désagréable impression.

Pour illustrer mon propos, je prendrai pour exemple l'objet principal de ma visite en Australie : la question du Timor-Oriental. En 1978, j'ai été amené à témoigner sur ce sujet aux Nations unies et ma déposition fut publiée dans un journal de la droite libertaire : *Inquiry*. En conclusion de mon exposé, je faisais alors une comparaison qu'il me semblait difficile d'éviter – mais que tout le monde évitait alors scrupuleusement. Il y avait à l'époque, dans le Sud-Est asiatique, deux grands foyers d'atrocités, de caractère et d'échelle semblables : le Cambodge et le Timor-Oriental. Ces deux drames différaient pourtant par certains aspects, qui éclaireront assez bien le sujet qui nous occupe.

Commençons par les atrocités commises par les Khmers rouges :

1. Il s'agissait de crimes contre l'humanité – si l'on admet que ce concept ait un sens.
2. On pouvait les attribuer à un ennemi officiel des États-Unis.

3. Ils étaient idéologiquement utilisables, puisqu'ils permettaient de justifier les crimes commis par les États-Unis en Indochine durant vingt-cinq ans – les crimes commis alors et les crimes à venir. Aussi étaient-ils exploités délibérément en ce sens : « Nous avons dû torturer et tuer pour défendre nos idéaux et nous devons encore le faire si nous voulons éviter un autre Pol Pot », comme la propagande le soutenait à l'époque.

4. Personne ne suggérait la moindre solution pour limiter les crimes des Khmers rouges, sans même parler d'y mettre fin.

5. La connaissance de ces crimes déclencha un vaste mouvement de protestation et des réactions d'indignation, auxquelles sont venues se mêler toute une série d'affabulations mensongères, à faire pâlir Staline lui-même (et je n'exagère pas). Ces mensonges, si infantiles et absurdes fussent-ils, ne pouvaient être dénoncés sans passer automatiquement pour vrais, tant le climat leur était favorable. Suggérer seulement qu'il suffisait de s'en tenir à la simple vérité – déjà abominable en elle-même – ne manquait pas de déclencher une véritable hystérie, qui renforçait en retour l'impact des contrevérités.

6. Ces crimes devinrent le symbole même du mal, aux côtés de ceux d'Hitler et de Staline, et figurent aujourd'hui encore en bonne place au palmarès des horreurs du XX^e siècle.

Tournons-nous à présent vers les crimes commis au Timor-Oriental par l'armée indonésienne et comparons-les, point par point, à ceux des Khmers rouges.

1. Il s'agissait, là aussi, de crimes contre l'humanité, perpétrés, en outre, dans un contexte d'agression étrangère et doublés, par conséquent, de crimes de guerre (en violation plus évidente des lois internationales).

2. La recherche des responsabilités menait directement aux États-Unis et à leurs alliés.

3. Ces crimes étaient idéologiquement inutilisables étant donné l'identité des vrais responsables.

4. Pour la même raison, y mettre un terme était particulièrement facile. Il ne s'agissait ni de la Bosnie, ni du Rwanda, ni même de la Tchétchénie. Nul besoin d'envoyer la troupe, de bombarder Djakarta, d'imposer des sanctions économiques ou d'adresser des avertissements au gouvernement indonésien. Fermer le robinet aurait suffi.

5. Ces crimes se déroulèrent dans le silence médiatique le plus complet, si l'on excepte l'avalanche de mensonges – concoctés par le département d'État et les généraux indonésiens – dignes, ici aussi, du Petit Père des peuples.

6. Les crimes couverts par les puissances occidentales n'ont pas vocation à devenir des symboles du mal et n'entachent pas leurs réputations.

La démarche comparative est évidente et il faut un talent considérable pour ne pas en tirer les conclusions qui s'imposent. Mon article fut pourtant le premier, aux États-Unis, consacré spécifiquement au Timor-Oriental, après trois années d'exactions subventionnées par les contribuables américains. Pourtant, la communauté intellectuelle américaine continuait de se satisfaire des propos du président Carter, selon lequel les droits de l'homme seraient « au cœur même de [notre] politique internationale », et ce au plus fort de l'intensification des livraisons d'armes à l'Indonésie, dont les responsables commençaient singulièrement à manquer de munitions en raison même de la violence de leur agression. En cette année 1978, aux États-Unis et au Canada, la couverture journalistique de la région, relativement

importante avant l'invasion indonésienne, fut quasiment nulle.

Plus tard, on concéda que ce qui s'était déroulé au Timor-Oriental était pour le moins problématique. Peut-être même une « honte pour l'Indonésie » (selon le *New York Times*), mais non une honte pour les États-Unis (ou pour le *New York Times*). Au pire, nous n'avions pas été assez attentifs aux agissements peu délicats d'un peuple parfaitement étranger à nos habitudes civilisées. Peut-être même n'avions-nous pas assez fait pour mettre fin à des comportements auxquels, par ailleurs, nous apportions avec empressement un soutien à la fois militaire et diplomatique. Mais cela pouvait aisément se comprendre puisque, au même moment, notre attention se portait autre part en Asie. À défaut de dénoncer les atrocités que, malheureusement, nous ignorions, on aurait pu s'émouvoir des « malencontreux errements d'un dirigeant [Suharto] dont le palmarès en matière de droits de l'homme est contrasté » (*New York Times*). Mais, là aussi, silence radio. Pire, cet homme passait pour « modéré » (*Christian Science Monitor*), « profondément bienveillant » et injustement critiqué par « les propagandistes à la solde de la guérilla timoraise » qui osent condamner « la cruauté de l'armée indonésienne et la torture qu'elle pratiquerait » (*The Economist*).

Lorsqu'une timide prise en compte des crimes sans nombre commis au Timor-Oriental fut enfin à l'ordre du jour, personne ne fut assez vulgaire pour revenir sur les pages antérieures de cette histoire, qui commence avec la prise de pouvoir par Suharto en Indonésie. Cette page-là apparaît rétrospectivement édifiante si l'on se souvient de l'euphorie que déclencha, en 1965, l'annonce de l'« effroyable massacre perpétré par des indonésiens modérés », selon les propres termes du *Newspaper of Record*. Les journaux furent alors unanimes à exprimer leur joie sans limites devant l'excellente nouvelle du « bain de sang écumant », véritable « coulée de lumière en Asie », comme le qualifia avec bonheur un très libéral éditorialiste du *New York Times*. Les commentateurs félicitèrent Washington pour avoir su conserver une attitude publique modeste face à l'événement, au lieu de s'en réjouir et de s'enorgueillir (à bon droit pourtant) d'y avoir contribué. « Attitude avisée », toujours selon le *New York Times*, puisqu'« un soutien public trop ouvertement chaleureux aux nouveaux dirigeants aurait pu les mettre dans l'embarras ». Il était néanmoins parfaitement normal de leur offrir une « aide généreuse en riz, coton et équipements », et de reprendre la politique d'assistance interrompue avant que l'« effroyable massacre » ne vînt « assainir » la situation.

Cet épisode, pourtant riche d'enseignements sur notre comportement habituel, reste profondément enfoui dans nos mémoires. C'est pourquoi j'en discute longuement dans un livre récent (*L'An 501*). Mais bien d'autres exemples pourraient illustrer la leçon donnée par le parallèle entre Cambodge et Timor-Oriental. En fait, de telles situations dessinent le double visage de la « décennie du génocide », ainsi que l'unique enquête gouvernementale indépendante menée sur les crimes de masse qualifia la période 1969-1979. Ces exemples d'amnésie et de double pensée ne sont ni uniques ni même inhabituels. L'histoire de nos infamies se poursuit en ce moment même. Prenez une région du monde au hasard et il est probable que vous en trouverez bien d'autres exemples.

Prenons le cas de l'Amérique latine, traditionnelle aire d'influence des États-Unis et, de ce fait, observatoire privilégié pour quiconque cherche à mieux comprendre les valeurs dominantes du monde occidental contemporain. Depuis l'accession de Clinton à la présidence des États-Unis, plus de la moitié de l'aide militaire américaine est destinée à la Colombie, pays de l'hémisphère occidental où les droits de l'homme sont le plus odieusement bafoués.

Les crimes abominables perpétrés en Colombie sont régulièrement inventoriés par les organisations humanitaires, l'Église et bien d'autres, jusque dans leurs plus sordides détails. Pourtant, ces faits sont rarement relayés par la presse et, si l'on excepte les comités de soutien et certaines publications marginales, ils restent hors de portée du grand public. Les seules informations qui passent à travers les mailles du filet sont les contes de fées officiels sur la guerre menée contre la drogue ; contes de fées religieusement présentés par la « presse libre » mais vigoureusement réfutés par les organisations humanitaires et tous les observateurs dignes de confiance. Qu'il s'agisse là d'un comportement volontaire et ordinaire de la presse ne fait aucun doute, si l'on en juge par les milliers de pages minutieusement documentées et pourtant consciencieusement ignorées d'elle. Si, par hasard, des journalistes s'y réfèrent, c'est pour les réfuter avec mépris et les qualifier de litanies, de rengaines, de « théories de la conspiration », d'« antiaméricanisme » – autant de termes prêts à l'emploi que le milieu procure à ceux qui veulent échapper au danger de penser par eux-mêmes, quitte à prêter foi à des récits imaginaires et discordants.

Au regard des exemples que nous venons de commenter, l'axiome proposé au tout début de cette conférence peut se décliner ainsi : la responsabilité des intellectuels occidentaux est de dire la vérité sur les « exactions du monde occidental » à un public occidental susceptible d'y réagir et d'y mettre fin effectivement et rapidement. C'est simple, sans ambiguïté et éthiquement juste. Que les intellectuels occidentaux aient décidé de condamner les crimes khmers rouges, tant mieux (pour autant qu'ils se soient tenus à la stricte vérité). Mais, en fin de compte, cela importait peu, à moins qu'ils n'aient eu quelques propositions valables à faire sur les moyens d'y mettre fin. Or, personne n'en fit. En fait, le comportement de la plupart de ceux qui se sont émus des crimes de Pol Pot s'est constamment situé à l'opposé de cette attitude et y demeure.

Qu'en est-il maintenant du troisième volet de notre impératif moral, celui qui concerne le public ? Le « bon » public est celui qu'une meilleure compréhension des situations doit pousser à agir efficacement, afin de soulager la souffrance et le désespoir. Nous voilà revenus à nos évidences du départ, bien qu'il subsiste en ce domaine quelques désaccords, y compris entre des personnes qui, d'ordinaire, se retrouvent sur les problèmes fondamentaux. En voici un exemple personnel. De longues années durant, j'ai participé activement, au sein d'un groupe de pacifistes, à des interventions directes, des actions de résistance, ainsi qu'à des projets éducatifs et « communautaires ». Mes camarades et moi avons passé ensemble quelques jours en prison, et il est surprenant que ces jours ne se soient pas transformés en années, comme cela aurait pu arriver à l'époque. Cela crée naturellement des liens d'amitié et de loyauté, mais n'empêche pas certains désaccords de naître. C'est ainsi que mes collègues pacifistes, dans un moment d'autorité à la fois illégitime et incongru, ont décidé d'adopter le slogan suivant : « Dire la vérité au pouvoir. » Je suis en violent désaccord avec eux car la cible est parfaitement inadéquate et le projet rien d'autre qu'un acte d'autosatisfaction. C'est en effet une perte de temps et un vain projet que de dire la vérité à Henry Kissinger ou au directoire de la General Motors, et à qui que ce soit d'autre qui exerce le pouvoir dans une institution coercitive. Cette vérité, ils sont bien placés pour la connaître. En fait, ils méritent à peine que l'on s'adresse à eux. Dire la vérité au pouvoir n'est pas une mission particulièrement digne d'honneurs. Il faut chercher un public plus adéquat. Plus qu'un public, il doit s'agir d'une assemblée, unie par des intérêts communs et à laquelle on se doit

de participer activement. Par ailleurs, il ne s'agit pas de « s'adresser à » mais de « discuter avec ». C'est une seconde nature pour n'importe quel bon enseignant et ce devrait l'être aussi pour tout écrivain ou intellectuel. Cela suffit, je pense, à prouver combien la question du choix de l'audience est bien plus complexe qu'elle n'en a l'air.

Mais revenons-en à l'aspect le plus important de notre proposition : « Rechercher et dévoiler la vérité au sujet de problèmes qui importent vraiment. » Cet impératif peut paraître évident au premier abord. Il ne l'est pourtant pas si l'on en juge par les exemples cités plus haut. On peut objecter cependant qu'il est un cas au moins où les intellectuels occidentaux se sont assez bien acquittés de leur devoir moral : lorsqu'il s'agissait de dénoncer les horreurs commises par notre ancien ennemi officiel, la Russie soviétique. À l'époque stalinienne, en particulier, le système de valeurs imposé par le régime soviétique exigeait de l'intellectuel qu'il seconde le pouvoir dans ses intérêts, et notamment qu'il dénonce avec violence les exactions (réelles ou supposées) de l'ennemi désigné et qu'il dissimule ou justifie les crimes de l'État et de ses agents. Les intellectuels qui remplissaient scrupuleusement cette mission étaient admirés et honorés, ceux qui ne le faisaient pas subissaient, comme nous le savons, un traitement bien différent. Notre jugement à l'égard de ces deux catégories d'intellectuels soviétiques était exactement inverse. Ceux qui faisaient ce que le pouvoir attendait d'eux étaient méprisés et qualifiés de laquais ou de propagandistes. En revanche, ceux qui refusaient de servir la soupe furent gratifiés chez nous du nom de dissidents : des gens qui tentaient de dire la vérité sur des sujets d'importance et qui encouraient pour cela les châtiments réservés à ceux qui commettent les péchés d'honnêteté et de probité intellectuelle. Ces châtiments varient bien sûr au gré des sociétés qui les imposent. Dans la Russie brejnevienne, il pouvait s'agir d'exil ou d'expulsion. Pour un satellite ordinaire des États-Unis, tel que le Salvador, le mécréant risque de se retrouver au fond d'une poubelle après d'abominables tortures, ou bien encore le crâne fracassé par des miliciens d'élite entraînés par l'armée américaine. Aux États-Unis mêmes, dans un ghetto noir, le châtiment peut être redoutable. Récemment, deux militants ont été victimes d'un assassinat digne de la Gestapo, perpétré avec la complicité de la police. Les faits sont connus, reconnus même, mais tenus pour anodins étant donné l'identité et la couleur des victimes. Ces crimes se rangent dans la même catégorie que les atrocités incessantes que nous tolérons, subventionnons, supervisons ou organisons directement partout dans le monde.

Mais prenons un peu de recul. S'il est aisé de distinguer les dissidents des propagandistes chez nos ennemis, il n'en est plus de même lorsque nous nous interrogeons sur les vérités bonnes à dire chez nous et sur notre propre comportement. Dans ce cas, les jugements de valeur s'inversent à nouveau et nous retombons dans le modèle quasi universel qui voit les propagandistes célébrés et les dissidents accusés de partialité. Les principes que nous appliquons avec d'autant plus d'aisance que nous ne sommes pas, ou peu, impliqués sont si communément et si violemment bafoués lorsqu'ils nous concernent qu'il n'est peut-être pas inutile de les rappeler.

Commençons par les moins controversés :

1. Si certains intellectuels soviétiques dénonçaient les crimes réels commis par les États-Unis, tant mieux, mais ils ne gagnaient pas pour autant notre estime. C'était le pain quotidien des propagandistes et les citoyens soviétiques avaient bien d'autres soucis que de dénoncer

nos forfaits. Même si les crimes commis par les Soviétiques en Pologne et en Tchécoslovaquie n'ont jamais atteint le degré de violence de ceux dont les États-Unis se sont rendus coupables en Amérique centrale, c'était pourtant un devoir moral pour les intellectuels russes de focaliser leur attention sur les premiers, avant de s'intéresser aux seconds.

2. Si un intellectuel soviétique exagérait ou inventait de toutes pièces des crimes américains, il devenait immédiatement l'objet du mépris général.

3. Si un intellectuel soviétique gardait le silence sur les crimes américains, cela importait peu. Notre admiration pour les dissidents résiste aisément à leur manque d'intérêt pour nos propres fautes.

4. Si un intellectuel soviétique niait ou minimisait – comme ils furent nombreux à le faire – les crimes américains, cela, à nouveau, importait peu. Après tout, il prenait ses responsabilités.

5. Si un intellectuel soviétique taisait ou justifiait les crimes soviétiques, il était alors, pour de bon, méprisable.

Ces principes, valables pour l'Union soviétique, devraient pouvoir s'appliquer sans grands changements à l'égard de notre société. Dressons-en la liste :

1. Si des intellectuels occidentaux dénoncent les crimes commis par les Soviétiques, par Pol Pot ou, aujourd'hui, par Saddam Hussein (puisque'il est finalement considéré comme un ennemi depuis 1990), c'est tant mieux, mais moralement sans conséquences.

2. S'ils exagèrent ou inventent de tels crimes, ils doivent devenir objets de mépris.

3. S'ils gardent le silence sur ces crimes, cela importe peu.

4. S'ils nient ou minimisent ces crimes, cela importe peu également.

5. Enfin, s'ils taisent ou justifient les crimes dans lesquels leur propre pays est impliqué, ils sont, pour de bon, méprisables.

Tout cela paraît logique. Pourtant je n'y adhère pas complètement. En particulier, les propositions 3 et 4, appliquées aux intellectuels occidentaux, ne me satisfont pas. Je les trouve même intenable. Quant aux autres propositions, il ne devrait pas y avoir la moindre objection, la dernière d'entre elles étant, de loin, la plus importante.

Cette logique s'applique à un large éventail d'événements : ceux dont nous parlions précédemment et d'autres qui présentent un intérêt considérable pour la compréhension de notre actualité. Laissons parler notre imagination et supposons que l'URSS soit restée inchangée après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Imaginons qu'un intellectuel soviétique s'élève avec véhémence contre les atrocités commises par la résistance afghane victorieuse, en particulier par cette fraction de la résistance menée par les fondamentalistes musulmans de Gulbuddin Hekmatyar et soutenue par Washington. Peu nombreux, chez nous, seraient ceux qui l'en féliciteraient, même si cet intellectuel avait, par ailleurs, critiqué en son temps l'invasion soviétique (s'il ne l'avait pas fait, son attitude serait tout bonnement méprisable). Imaginons à présent qu'un journal ayant apporté un soutien nuancé à l'invasion soviétique, tout en préconisant des négociations avec les États-Unis et en exprimant son inquiétude au sujet du « coût » de cette invasion, pose la question de savoir si les atrocités commises par Hekmatyar « ne justifient pas que l'on reconsidère notre position

sur la guerre en Afghanistan ». Il se trouve que je cite ici, en remplaçant « Viêt-nam » par « Afghanistan », l'intitulé d'un dossier paru en 1978 dans le journal américain *Dissent*. Supposons, pour finir, un intellectuel soviétique qui, après avoir totalement ignoré le destin des réfugiés afghans fuyant la terreur soviétique, se trouve ensuite submergé de compassion devant le malheur de ceux qui fuient devant Hekmatyar et décide conséquemment de créer des comités de soutien à ces réfugiés, pour leur venir en aide et faciliter leur installation en Union soviétique. Vous comprenez sans doute où je veux en venir.

Nous savons quelle conclusion tirer de ces exemples imaginaires, et toute personne honnête n'aura aucune difficulté à leur appliquer les principes exposés plus haut. Si cela est vrai, rien ne nous empêche de les appliquer aux situations, elles bien réelles, dans lesquelles est impliqué notre propre pays. Ainsi, rien ne nous empêche d'appliquer ces principes aux correspondants à Phnom Penh, ou antérieurement à Vientiane, qui n'eurent pas un regard pour l'immense flot de victimes occasionné par les effroyables bombardements américains (ne prenant pas la peine de traverser la rue pour interroger ces victimes), mais qui crapahutèrent plus tard à travers la jungle à la recherche de réfugiés fuyant devant les troupes de Pol Pot. Tout « honnête homme » saura aussi ce qu'il faut penser de l'« explication sérieusement fondée », proposée par William Shawcross, correspondant britannique dans le Sud-Est asiatique, à propos de la différence de traitement médiatique qui sépare les victimes timoraises de l'agression indonésienne des victimes des Khmers rouges. Shawcross invoque le « manque relatif d'informations » dans le cas timorais, et les difficultés d'accès aux réfugiés (pas le moindre réfugié en vue ; ils semblaient invisibles, même lorsque, en désespoir de cause, ils firent le siège des journaux à New York et à Washington). Darwin serait-elle plus difficile à joindre, à partir de Londres, que la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge ? Par charité, nous ne nous arrêterons pas plus longtemps sur les arguments invoqués. Il est presque trop aisé d'allonger cette liste et de voir ce qu'elle révèle de l'attitude des journalistes.

On pourrait prétendre qu'il est par trop injuste de comparer les intellectuels occidentaux avec les intellectuels soviétiques. C'est vrai, il est tout à fait injuste de comparer les intellectuels soviétiques, qui déclaraient que l'invasion de l'Afghanistan visait à « défendre » ce pays contre les terroristes soutenus par la CIA, et les intellectuels occidentaux qui prétendaient (et continuent de prétendre) que l'invasion américaine du Viêt-nam du Sud avait pour objectif de défendre cette région contre les terroristes appuyés par Hanoi (ou Moscou, voire Pékin). En effet, la comparaison est injuste envers les « propagandistes » soviétiques qui peuvent plaider la peur des sanctions, alors que les nôtres n'ont que leur servilité à faire valoir.

Ces remarques s'appliquent à d'autres domaines. La culpabilité morale de ceux qui taisent des crimes est d'autant plus grande que les sociétés dans lesquelles ils opèrent sont à la fois libres et ouvertes, garantissant par là leur liberté d'expression. Cette culpabilité est plus grande encore chez ceux qui, dans ces sociétés, jouissent de certains privilèges qui leur fournissent les moyens, l'occasion et les capacités d'exprimer leur opinion et d'agir concrètement ; en bref, chez les intellectuels. Mais cela n'est que pure spéculation. On constate facilement, en effet, que ces impératifs moraux évidents sont constamment bafoués en pratique.

Les propagandistes soviétiques, si corrompus fussent-ils, étaient pourtant parfaitement

capables d'admettre que l'intervention militaire en Afghanistan n'était après tout rien d'autre qu'une invasion pure et simple de l'Afghanistan. S'ils l'ont justifiée (certains par peur), peu d'entre eux ont été assez immoraux pour nier les faits. L'attitude intellectuelle occidentale est bien différente. Je ne sais pas ce qu'il en est ici, en Australie, mais aux États-Unis, cela fait maintenant plus de trente ans que je recherche dans la presse ne serait-ce qu'une référence exacte à la responsabilité de Kennedy dans le processus qui fit passer l'intervention américaine en Indochine du simple soutien d'un État terroriste (du type de ceux de l'Amérique latine) à une agression ouverte contre le Viêt-nam du Sud, qui finalement subit le plus lourd de l'aventure américaine en Indochine. Je n'ai bien sûr pas tout lu, mais j'en ai tout de même fait plus que ma part, et je n'ai toujours pas trouvé la moindre évocation de ce fait, excepté dans la presse marginale. Cela a bien eu lieu mais reste inexprimable, voire impensable pour notre intelligentsia – qui ne peut pourtant pas prétexter la peur. La réalité est malheureusement pire encore. En effet, ceux que les faits avérés n'émeuvent pas en étaient non seulement parfaitement instruits, mais ils sont parvenus, en outre, à en rejeter toute la responsabilité sur leurs victimes. Ainsi, selon l'opinion communément admise, le véritable responsable de cette aventure malheureuse est le Viêt-nam lui-même. Cette opinion est partout exprimée, mais avec certaines nuances. Ainsi, du côté des « colombes », Jimmy Carter expliquait au cours d'un de ses sermons sur les droits de l'homme que nous n'avions aucune dette envers le Viêt-nam, puisque la « destruction fut mutuelle » (comme on peut le constater en se promenant respectivement à travers Quang Ngai et San Francisco). Personne n'a réagi à cette affirmation, sinon aux marges de la marge habituelle. À l'opposé, nous trouvons Ronald Reagan – ou plus exactement ceux qui lui tendaient ses notes – et les sénateurs qui exigent que nous continuions à châtier le Viêt-nam pour les crimes qu'il a commis envers nous. Au centre, les modérés comme George Bush, affirment que « Hanoi sait aujourd'hui que nous n'attendons que des réponses à nos questions, sans plus songer à tirer vengeance des actes commis par le passé ». Bien sûr, nous ne pourrions jamais pardonner aux Vietnamiens ce qu'ils nous ont fait subir, mais nous sommes à présent désireux de « commencer à écrire le dernier chapitre de la guerre du Viêt-nam » s'ils acceptent, pour leur part, de se dévouer corps et âme à la recherche des dépouilles des pilotes américains si sournoisement abattus en plein vol. Il semble bien que cette volonté de rétablir le dialogue soit dictée par les exigences des milieux d'affaires qui, tout en comprenant les avantages de la torture, leur préfèrent tout de même les profits économiques. Les « sages » propos du président Bush – qui n'éveillèrent aucun commentaire particulier – firent la une du *New York Times*. L'article suivant soulignait – heureux hasard ! – l'incapacité des Japonais à accepter « sans ambiguïté » leur entière responsabilité dans les « drames de la Seconde Guerre mondiale », faisant montre, une fois de plus, de ce « vice » si ancré dans le caractère japonais et qui continue de stupéfier les commentateurs américains. Enfin, Robert McNamara, le principal architecte de la guerre du Viêt-nam (qui fit quelque quatre millions de morts indochinois), fit lui aussi son autocritique – quoi qu'en y mêlant une certaine fierté – et présenta ses excuses à ce sujet. Des excuses *aux Américains*, pour les souffrances et les blessures dont toute notre société a souffert, à cause d'erreurs commises par ceux qui, voulant faire le bien, échouèrent pourtant.

Il n'est jamais inutile d'observer l'effet des privilèges et de l'éducation sur le comportement de certains intellectuels. Au plus fort des mouvements de protestation contre la guerre du Viêt-nam, la critique la plus sévère dont ils furent capables – si l'on veut bien

excepter à nouveau les marges habituelles – fut de considérer la guerre comme une « erreur ». Nos bonnes intentions avaient été dévoyées par ignorance, par naïveté et par une incapacité à prendre en compte l'histoire et la culture vietnamiennes. Ce qui me choque dans tout cela est de constater que, depuis le milieu des années 1970, chaque fois que la question est posée dans les sondages, près de 70 % de la population interrogée estime cette guerre « profondément injustifiée et immorale ». Pour le grand public, cela n'a donc rien à voir avec une simple « erreur ». Ce résultat est particulièrement remarquable, non seulement parce que le pourcentage évoqué est inhabituellement élevé pour ce genre de sondage, mais surtout parce que ceux qui expriment cette opinion le font librement (il est peu probable, en effet, que les médias leur aient soufflé cette réponse).

Nos rares examens de conscience sont parfois franchement insupportables à certains. Ainsi, la rédaction du *Wall Street Journal* (15 septembre 1994) s'est vue dans l'obligation de sermonner le département d'État pour avoir succombé au démon du « politiquement correct », ce « fléau de la vie universitaire », en adoptant le « point de vue de Brejnev » dans un « document technique répondant à une décision des Nations unies » qui imposait à chacun de ses signataires de rédiger un rapport sur son propre comportement en matière de droits de l'homme. « Les entorses aux droits de l'homme *sur le territoire* des États-Unis ! » s'exclame le journaliste, stupéfait par une si colossale absurdité, avant de citer l'extrait du document qui l'a tant scandalisé et dans lequel on peut lire : « Le combat pour la justice mené par les Américains est entaché par des injustices telles que l'esclavage et l'exploitation des Afro-Américains, ainsi que la quasi-destruction des civilisations indiennes autochtones. » Comment peut-on aussi scandaleusement singer les « mensonges de la propagande soviétique » ? Les réactions des journalistes devant un tel outrage nous en disent long sur leur usage de l'expression « politiquement correct » – expression employée comme arme idéologique dans l'assaut mené par la droite réactionnaire contre ce qui reste encore d'indépendance dans les universités et quelques autres institutions.

Mais voyons un peu où se situe réellement le « politiquement correct ». Témoignant de « la marche triomphale de la civilisation à travers le désert », Tocqueville s'émerveillait déjà de la formidable aptitude des colons américains à détruire les populations indigènes « en respectant les lois de l'humanité, avec une merveilleuse facilité, tranquillement, légalement, philanthropiquement, sans répandre de sang, sans violer un seul des grands principes de la morale universelle ». Un peu plus tard, en 1880, Helen Jackson rédigeait l'admirable récit *Un siècle de déshonneur*, qui reste à bien des égards insurpassé. Elle y expose les traitements infligés à cette « infortunée race d'Indiens indigènes, que nous exterminons avec tant de violence et de cruauté sournoise », ainsi que l'admettait, dans un de ses rares moments de lucidité, John Quincy Adams, bien des années après avoir apporté une brillante contribution personnelle à cette affaire. Le merveilleux livre de Jackson passa parfaitement inaperçu, même lorsqu'il fut réimprimé à quelque 2 000 exemplaires en 1964. Il est encore à peine connu de nos jours et n'a pas été réimprimé depuis. Jackson était pourtant célèbre, puisqu'elle fit l'objet de sévères accusations de trahison ; accusations exprimées dans la célébration – elle, largement diffusée – de la « conquête de l'Ouest » ; célébration conçue et réalisée par l'éminent historien raciste, plus tard président des États-Unis, Theodore Roosevelt. Ce dernier affirmait que, « du point de vue des intérêts de la nation, notre politique indienne doit être critiquée pour sa faiblesse, pour ses visions à courts termes et les

penchants sentimental-humanistes occasionnels de certains de nos dirigeants ». Ainsi, selon lui, « bien que sans volonté réelle de nuire, nous avons souvent promis ce qu'il nous était impossible de tenir ». C'est ainsi que la marche triomphale de la civilisation se poursuit jusqu'à nos jours.

En présentant ses *Principes fondamentaux de gouvernement*, David Hume remarquait que les puissants doivent, en dernier ressort, s'appuyer sur le contrôle des esprits : « C'est donc sur l'opinion et sur elle seule que se fondent les gouvernements. Et ce principe s'applique aussi bien aux plus despotiques qu'aux plus démocratiques d'entre eux ». Il y a un demi-siècle, George Orwell, prenait l'Angleterre libre et démocratique pour sujet de sa préface à *La Ferme des animaux*. Il notait que certains comportements que l'on pouvait observer chez les intellectuels britanniques n'étaient pas si étrangers à l'organisation totalitaire dont son récit faisait la satire, bien que les méthodes en soient quelque peu différentes. « La particularité la plus inquiétante de la censure littéraire en Angleterre, écrivait-il, c'est qu'elle est, la plupart du temps, le fait des écrivains eux-mêmes. On y fait taire les pensées dérangeantes au même titre qu'on y laisse dans l'ombre les faits embarrassants, sans qu'il soit nullement besoin d'une censure officielle. Sans violence, poursuit-il, quiconque s'élève contre l'orthodoxie se trouve réduit au silence avec une efficacité des plus troublantes, grâce à la parfaite intériorisation des principes de soumission et de conformité, ainsi qu'au contrôle exercé sur la presse par de riches individus qui ont d'excellentes raisons de dissimuler la vérité sur certains sujets essentiels. » L'analyse d'Orwell était un peu faible et les exemples donnés dérisoires. Pourtant, de l'eau a depuis passé sous les ponts et bien d'autres exemples sont venus confirmer cette analyse et révéler l'impressionnante acuité des intuitions d'Orwell (intuitions qui sommeillèrent plus de trente ans dans ses archives et qu'il ne publia pas de son vivant, illustrant ainsi parfaitement ses propos).

Les problèmes posés par la préface inédite d'Orwell sont d'une importance bien plus grande pour les Occidentaux que la dénonciation des régimes totalitaires qui fait l'objet de son ouvrage le plus célèbre : 1984. Cette préface est également d'un plus grand intérêt intellectuel. Les modes de contrôle usités dans les régimes totalitaires sont transparents ; ceux utilisés dans les sociétés « libres et démocratiques » sont, de loin, plus difficiles à percevoir. Si Orwell s'était focalisé sur ce problème, idéologiquement plus important et intellectuellement plus intéressant, il ne serait pas devenu l'un des héros de l'Occident. Sans doute aurait-il connu le destin d'Helen Jackson, ou subi les scandaleux outrages qui furent le prix de l'honnêteté et de l'intégrité de Bertrand Russell. C'est en effet fort probable, si l'on considère le cas de celui qui a initié les recherches sur la propagande industrielle. Cet homme, c'est Alex Carey, chercheur australien en sciences sociales, dont les travaux pertinents et révélateurs ont circulé en privé pendant de longues années et commencent à peine à être disponibles^[1]. Lui aussi, pour sa plus grande gloire, fut la cible du dénigrement et des avanies des « propagandistes volontaires et libres » qui œuvrent dans la presse australienne.

Nous commençons à peine à soulever les véritables problèmes que pose la responsabilité des intellectuels. Nous avons découvert que, après tout, il y avait beaucoup à en dire, et de nombreux exemples à méditer. Ces exemples ne sont pas flatteurs pour nous, eu égard au milieu dans lequel nous vivons et travaillons. Ils doivent cependant être au cœur de nos réflexions et de nos activités. Débattus dans nos écoles, nos journaux et nos différents

milieux de vie. S'il en était ainsi, nous pourrions, sans mentir, affirmer que nous entrons enfin dans une époque civilisée.

Grandes puissances & droits de l'homme en Indonésie & au Timor-Oriental

Vous m'avez invité à discuter des rapports qu'entretiennent les grandes puissances avec les droits de l'homme. Je commencerai simplement en remarquant qu'on peut considérer ces rapports selon deux points de vue totalement différents. Le point de vue officiel est bien connu de tous : la défense des droits de l'homme serait notre principal objectif et se situerait même, aux dires de l'ex-président Carter, « au cœur de la politique internationale » des États-Unis. S'il nous arrive de commettre une erreur, c'est bien souvent en poursuivant ce but avec trop de rigueur au détriment du fameux « intérêt national ». Le second point de vue nous est livré avec une extrême franchise dans un document de 1948 (PPS 23), émanant de l'un des architectes principaux du nouvel ordre mondial, l'éminent universitaire et politicien George Kennan (directeur du State Department Planning Staff). Chargé d'assigner à chacune des régions du globe un rôle spécifique dans le cadre d'une organisation planétaire dominée par la puissance américaine, il affirmait dans ce document que le but politique essentiel des États-Unis était de maintenir le gouffre qui sépare les nations riches des nations pauvres. Afin d'atteindre cet objectif, « plutôt que d'évoquer des principes aussi irréalistes que les droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation, nous devrions agir ouvertement en termes de rapports de forces », sans nous laisser « brider par des slogans idéalistes » du type « altruisme et bienfaisance ».

Depuis ce rapport, la politique internationale des États-Unis n'a jamais vraiment changé de cap, même si, en ce domaine, les différents politiciens ne campent pas tous sur une position uniforme. Kennan, par exemple, fut finalement écarté peu de temps après la rédaction de ce document en raison de son « modérantisme » et des quelques considérations morales dont il agrémentait son discours. Paul Nitze, qui lui succède peu de temps avant que n'éclate la guerre de Corée, définit avec plus de réalisme le nouvel ordre mondial (NSC 68, avril 1950). Il existe, selon lui, deux puissances dans le monde, radicalement opposées par nature : la « nation asservissante » et le champion de la « vraie civilisation ». L'« objectif fondamental » de la première est l'« entière subversion, voire la destruction complète des systèmes de gouvernement du monde libre », afin d'exercer une « domination absolue sur toute l'humanité ». Puisque ce « caractère implacable et agressif » est l'essence même de la nation asservissante, il n'est bien entendu pas nécessaire d'en apporter la preuve (aussi n'est-elle pas fournie dans ce document pourtant très argumenté et d'une importance cruciale). Face au mal absolu, la voie diplomatique n'est plus qu'un leurre destiné à rassurer l'opinion publique ; aucun compromis n'est envisageable et l'adversaire doit être abattu en vertu même de sa nature – non de la nôtre.

Pour Nitze, le caractère intrinsèquement démoniaque de la nation asservissante est plus manifeste encore au regard de l'absolue perfection du champion de la « vraie civilisation ». Fondée sur la « dignité et le respect de l'individu », cette civilisation se distingue, d'après lui, par sa « merveilleuse diversité », sa « profonde tolérance », son « légalisme » et sa vocation à « assurer les conditions permettant à chaque individu de réaliser ses capacités créatrices. [...] Cette tolérance, cette générosité et cette absence totale de calcul s'appuie, dans les affaires mondiales, sur un énorme potentiel d'influence, ainsi que peuvent en témoigner ceux qui en firent l'expérience directe, comme l'Amérique latine, par exemple, heureuse bénéficiaire de

notre long et continu effort pour créer et, aujourd'hui, développer le système Interaméricain » – effort dont le document se garde bien de révéler les contreparties politiques et économiques désastreuses. Bien que leur importance soit parfaitement reconnue par le milieu universitaire, l'esprit et la lettre des deux documents auxquels je viens de faire référence sont le plus souvent trahis ou méconnus.

Pour donner une idée plus concrète de ce gouffre qui sépare le discours officiel de la pratique, il me suffira d'exposer ici le cas de l'invasion du Timor-Oriental par l'Indonésie, exemple riche d'enseignements sur le comportement et les valeurs des sociétés « libres » si universellement célébrés par les milieux intellectuels. Le Timor-Oriental a été le théâtre de l'un des plus grands drames de ce siècle. Un drame qu'il serait pourtant très facile de faire cesser. En effet, au Timor, il n'y a aucune ambiguïté, aucun doute possible sur la solution adéquate. Nul besoin de brandir la menace de la force armée ou des sanctions économiques. Il suffirait en fait que les complices du crime se retirent. Les États-Unis et l'Australie en particulier, bien qu'ils ne soient pas seuls. La bande comprend aussi la Grande-Bretagne (en particulier sous Thatcher et Major), la France, le Japon et bien d'autres, qui partagent avec Kennan une certaine idée de l'ordre mondial et de ses valeurs fondamentales. Il est probable que la désaffection des complices de ce crime suffirait à convaincre l'Indonésie de s'ôter cette épine du pied – pour utiliser les propres termes de son ministre des Affaires étrangères, Ali Alatas.

Les victimes des crimes indonésiens au Timor-Oriental représentent, selon les organisations humanitaires, plus d'un quart de la population globale. La moitié de ceux qui ont survécu a été regroupée, en 1979, dans des camps où sévit une famine comparable à celle qui, quelques années plus tôt, avait frappé le Biafra et devait frapper ensuite le Cambodge de Pol Pot. Le taux de mortalité infantile se situe au deuxième rang mondial, le cheptel a été détruit à 90 ou 95 %, et la production agricole s'est effondrée.

Ce n'est pourtant pas pour ses crimes de guerre que l'Indonésie fut menacée de sanctions internationales, mais pour avoir soumis aux Nations unies, en 1993, un texte réclamant, au nom des pays non alignés et de l'OMS, l'avis de la Cour internationale de justice de La Haye sur l'utilisation des armes nucléaires. Scandalisés par cette initiative « déplacée », les gardiens de la moralité internationale contre-attaquèrent : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France menacèrent l'Indonésie de sanctions commerciales et d'une privation d'aides alimentaires. L'Indonésie fit marche arrière – les clients traditionnels de l'Occident comprennent en général fort bien ce genre de messages.

Étrangement, seule la presse catholique canadienne fit état de l'incident. Lorsque, en juin 1994, la Cour internationale de justice fut prête à accéder à la demande maintenue par l'OMS malgré une virulente campagne d'opposition orchestrée par les États-Unis et ses alliés, les médias restèrent parfaitement silencieux. La question revêtait pourtant une certaine importance. En effet, un simple avis de la Cour sur ce sujet pouvait être considéré comme un soutien à la cause de la non-prolifération des armes nucléaires et comme une condamnation ferme de leur utilisation, voire de leur simple possession. Je n'ai trouvé à l'époque aucune allusion à cette affaire dans les médias, alors que le traité de non-prolifération faisait régulièrement la une des journaux en raison de la menace que faisaient peser, sur sa reconduction éventuelle, les programmes nucléaires envisagés par les « États scélérats ».

Valeurs asiatiques & valeurs occidentales

En ce qui concerne la situation au Timor-Oriental, la position occidentale s'est quelque peu améliorée – bien que nous soyons loin de montrer le courage de gens comme George Aditjondro, universitaire indonésien qui dénonça publiquement les crimes commis par son gouvernement et dut finalement trouver refuge en Australie ; ou bien encore ces associations d'étudiants indonésiens qui, « pour le bien de l'humanité et pour le bien-être commun », appellent leur gouvernement à « reconsidérer le processus inique d'annexion du Timor-Oriental », exigeant que l'Indonésie rappelle ses troupes et « accorde à la population du Timor-Oriental un droit plein et entier à l'autodétermination » ; ou même le directeur de l'Institut pour la défense des droits de l'homme de Jakarta, H. J. C. Princen, qui, en septembre 1994, appelait ses « très chers amis Australiens » à se joindre à son « combat pour le droit à l'autodétermination du Timor-Oriental » et à ne pas « se laisser leurrer par les propos acidulés de nos politiciens que seuls le pouvoir et l'argent motivent ». Inutile de préciser qu'il est plus difficile à un Indonésien de prendre une position publique sur ce sujet, qu'à nous d'y réagir.

Quand, ici ou là, certains Occidentaux arguent de la nécessité de conserver de bonnes relations avec l'Indonésie, nous devrions leur poser cette question : « De quelle Indonésie parlez-vous ? » Celle de la famille du général Suharto, de ses petits camarades et des succursales des investisseurs étrangers ? C'est « une » Indonésie bien sûr, mais il en existe une autre. Un peuple qui lutte pour la liberté et la justice. Là se trouvent des militants des droits de l'homme, des étudiants, des intellectuels indépendants, le juge qui repoussa le décret gouvernemental interdisant la publication du principal hebdomadaire indonésien *Tempo*, l'association de journalistes indépendants qui défie quotidiennement les ordres de dissolution émanant du gouvernement, les avocats d'une société plus libre et plus ouverte qui, deux fois par semaine, se réunissent au domicile de l'ancien commandant en chef du corps des marines, Ali Sadikin. Ce dernier, ayant été sanctionné pour ses propos critiques à l'égard du « système totalitaire de Suharto », avait par ailleurs déclaré à un journaliste américain en poste à Jakarta que les « Américains parlent souvent de démocratie, mais ils se paient de mots. M. Suharto, pendant ce temps, travaille pour le plus grand profit des États-Unis et du monde capitaliste ». Cette Indonésie qui se bat est aussi celle des dirigeants du monde ouvrier jetés en prison pour faire place nette avant le sommet de l'OPEP en 1994. C'est celle, encore, des milliers de travailleurs qui, au mépris de la plus dure répression, continuent à se réunir, se mettre en grève et manifester contre les conditions de travail effroyables qui sévissent dans un pays dont les salaires atteignent à peine la moitié de ceux pratiqués en Chine. Un très grand nombre d'Indonésiens se joindraient probablement à ces protestations s'ils pouvaient s'exprimer sans crainte, comme il est possible chez nous de le faire.

L'autocensure, chère à Orwell, fut assidûment pratiquée aux États-Unis alors même que Washington fournissait l'aide militaire et le soutien diplomatique nécessaires à la perpétration du plus « effroyable massacre » – rapporté à la population éprouvée – depuis la Shoah. La raison de ce silence n'est pas, comme certains s'en sont défendus plus tard, le manque de sources d'information ou le manque d'intérêt du public pour ce coin reculé du monde. Les sources d'information ont toujours été relativement nombreuses si on les

compare à d'autres situations, mieux traitées sous prétexte que les crimes étaient imputables à nos ennemis officiels. La différence de traitement médiatique était si manifeste qu'il a sans doute fallu fournir un effort particulier pour « passer à côté ». Avant l'invasion indonésienne, la couverture médiatique du Timor-Oriental était assez dense en raison d'un enjeu touchant de près aux intérêts occidentaux : le destin de l'Empire portugais. L'intérêt que nous prêtions au Timor connut étrangement un brusque déclin lors de l'invasion et des atrocités qui suivirent le retrait du Portugal. La couverture médiatique descendit au niveau zéro, en 1978, lorsque l'agression indonésienne s'intensifia au point de frôler l'horreur génocidaire, et que le président Carter multiplia les livraisons d'armes à l'Indonésie pour lui permettre de parfaire le massacre. Avant ce « silence radio » de 1978, les quelques reportages et commentaires sur le sujet se démarquaient rarement des mensonges forgés par le département d'État, réfutant les atrocités commises. Le rôle joué par les États-Unis était alors parfaitement ignoré et continue de l'être aujourd'hui.

La position des médias a cependant singulièrement évolué. Aujourd'hui, la situation timoraise est régulièrement commentée et vivement condamnée par la presse, bien que le rôle des États-Unis reste inavouable et que d'autres questions, pourtant cruciales pour la compréhension globale de la situation – comme l'existence d'importantes ressources pétrolières en mer de Timor –, soient considérées comme hors sujet. Le traitement médiatique indigent des événements survenus au Timor-Oriental a fait place aux fables sur le courage et l'intégrité des tribuns du peuple (les journalistes eux-mêmes) qui ne relâchent jamais leurs efforts dans la dénonciation des injustices. Les États-Unis, par exemple, « ont détourné leur regard du Timor-Oriental et auraient dû prendre plus clairement leurs distances vis-à-vis du carnage » (James Fallows). Nous n'avons pas fait assez pour mettre fin à ce que le *New York Times* qualifie de « honte pour l'Indonésie » – mais nullement de honte pour l'Amérique ou pour ses institutions politiques.

Emportés par cet élan d'autocritique, nous sommes parvenus à admettre que les États-Unis « auraient dû prendre plus clairement leurs distances vis-à-vis d'un massacre »... auquel ils ont apporté une contribution nette et décisive en livrant aux envahisseurs indonésiens des armes de guerre et du matériel anti-émeute. Cette ellipse rend assez bien compte du silence de la presse et des intellectuels durant les événements de 1978. Au plus fort du massacre, les États-Unis s'arrangèrent même pour livrer des avions de combat par l'intermédiaire d'Israël afin d'éviter le risque (pourtant faible) de se voir reprochée publiquement leur collaboration. Les États-Unis avaient de toute façon agi, dès le début, de manière à rendre l'action des Nations unies « parfaitement inefficace, quelque initiative qu'elles envisagent ». En effet, comme l'a expliqué, dans ses mémoires, D. P. Moynihan, alors ambassadeur américain auprès des Nations unies – encensé depuis pour sa défense rigoureuse de la législation internationale et ses condamnations sans failles des forces du mal : « Les États-Unis souhaitaient que les événements tournent exactement comme ils ont tourné et travaillaient activement en ce sens ».

À l'instar de Stanley Hoffmann, professeur d'histoire à Harvard qui ne brille pas d'ordinaire par son caractère frondeur, les esprits les plus critiques reconnaissent qu'il y a « quelque chose de troublant dans la façon dont nous choisissons le théâtre de nos interventions ». Hoffmann s'étonne qu'il n'y ait pas eu de « réactions internationales visant à intervenir pour empêcher le bain de sang ethnique perpétré au Timor-Oriental ». Si l'on passe

sur l'expression « bain de sang ethnique », qui n'est pas exactement appropriée pour qualifier une invasion, une question vient immédiatement à l'esprit : comment intervenir ? En bombardant Londres et Washington, principaux complices de l'invasion et des massacres commis par les Indonésiens ?

La très vénérable opinion publique britannique ne se distingue guère des autres en ce domaine. Dans un article du *Times Higher Education Supplement*, un professeur émérite de sciences politiques à Oxford admet que les « États-Unis et la Grande-Bretagne, à leur plus grande honte, n'ont pas su faire pression sur le président Suharto pour qu'il renonce à l'invasion du Timor-Oriental ». Réprimandant Edward Herman pour avoir comptabilisé les 200 000 morts timorais dans son estimation globale des violences commises par les régimes soutenus par les Occidentaux, il nie qu'ils « puissent être reprochés à l'Occident ». Même une information sporadique semble excessive à certaines personnalités politiques de premier plan. Gareth Evans, ministre australien des Affaires étrangères, profita de l'« opportunité » que lui offrait une interview organisée par la rédaction du *New York Times* pour se plaindre de ces « critiques journalistiques au sujet des violations des droits de l'homme en Indonésie » ainsi que des « litanies lancinantes à propos de l'invasion du Timor-Oriental par les Indonésiens ». Le sénateur Evans a raison, les temps ont bien changé depuis l'époque bénie où l'on taisait les faits, quand on ne les niait pas. Même le *Wall Street Journal*, toujours au diapason de la politique extérieure des États-Unis, somma Suharto de « se débarrasser du boulet du Timor-Oriental ». Plus que la compassion envers les victimes, ce sont les intérêts électoraux qui pèsent sans doute dans la balance et effacent les frontières politiques. C'est qu'il existe en effet un comité de soutien très efficace aux Timorais, qui distribue l'information sur ce sujet et permet une plus large prise de conscience de la part de l'opinion. Des protestations publiques ont rendu plus délicate l'implication de Washington dans les atrocités actuelles. Le Congrès américain a proscrit la vente des armes individuelles et suspendu les subventions destinées à la formation de l'armée indonésienne, obligeant ainsi l'administration Clinton à recourir à certaines subtilités pour contourner la loi. Choisisant – avec quel tact ! – la date anniversaire de l'invasion indonésienne au Timor-Oriental, le département d'État a souligné que la « décision du Congrès n'interdisait pas à l'Indonésie de se procurer des armes en les payant ». L'Indonésie peut donc continuer de se constituer un arsenal malgré l'interdiction du Congrès – Washington s'arrangeant peut-être pour avancer l'argent d'une quelconque manière. Cette déclaration du département d'État fut à peine remarquée et, surtout, nullement commentée par la presse. Pourtant, le Congrès n'a pas manqué d'exprimer son indignation et de rappeler que : « Il était et il reste dans l'intention du Congrès d'empêcher toute formation militaire américaine de soldats indonésiens » (House Appropriations Committee).

Les raisons qui servent à justifier l'aide et la formation militaires sont des plus classiques ; de celles qui servent habituellement à justifier que l'on offre un coup de main généreux aux assassins et aux tortionnaires : « Il existe un large consensus autour des avantages que l'on tire à confronter, en cours de formation, les militaires étrangers aux valeurs américaines. » Telle fut la réponse donnée par le département d'État à la presse devant les interrogations suscitées par la fourniture à l'Indonésie d'une commande d'armes d'un million de dollars et par le projet de reconduction immédiate et sans restriction de l'aide militaire fournie jusqu'alors. Sans doute les ventes d'armes facilitent-elles grandement un « dialogue

constructif » tout en nous permettant de conforter notre influence. Nous avons pu en éprouver les résultats en Amérique latine, à Haïti, aux Philippines et dans bien d'autres endroits du monde où notre encadrement et notre aide ont sans doute permis aux militaires de mieux apprécier « notre système de valeurs ». Le responsable de l'Observatoire des droits de l'homme – Asie remarque pourtant que la formation des officiers indonésiens par des cadres américains ne s'est traduite par aucun « progrès notables » en matière de culture démocratique. C'est sans doute que les organisations humanitaires ne savent pas identifier les « bonnes » valeurs.

L'aide militaire américaine joua un rôle essentiel dans le « bain de sang écumant » de 1965, qui accompagna la prise de pouvoir de Suharto et « rendit espoir à un pays qui n'en avait plus » (*Time*). Comme l'expliquait Robert McNamara au président Johnson, les États-Unis ont permis à l'armée indonésienne de passer à l'acte lorsque l'« occasion s'en est présentée ». Encadrement et formation ont été profitables, insistait-il, précisant que les programmes universitaires destinés à la formation du personnel militaire indonésien constituaient les « outils nécessaires à l'émergence d'une nouvelle élite politique indonésienne bien disposée à notre égard ». Le Congrès de l'époque renchérit en soulignant les « énormes avantages » que les États-Unis pourraient tirer de la formation militaire accordée aux assassins ; faisant valoir la nécessité de garder le contact lors des opérations de nettoyage de la société indonésienne.

Outre l'opportunité de faire apprécier notre système de valeurs, ces contacts offraient la possibilité d'accroître notre influence. En facilitant, par exemple, les ventes d'armes et autres équipements militaires nécessaires à l'extermination annoncée du PKI (parti communiste indonésien). Washington et les médias purent alors à peine contenir leur joie devant les formidables succès remportés par Suharto. Francis Galbraith, responsable de la mission d'observation et plus tard ambassadeur, fit comprendre aux officiers supérieurs indonésiens que l'« ambassade et le gouvernement américains étaient globalement satisfaits, voire admiratifs, devant ce que l'armée indonésienne était en train d'accomplir ». La colombe attitrée du gouvernement, George Ball, indiquait pour sa part que l'aide et la formation militaire fournis par les États-Unis « avaient sans doute clairement fait comprendre aux dirigeants de l'armée indonésienne que les États-Unis se tiendraient à leurs côtés au moment venu ». Dans le même temps, il conseillait pourtant à l'ambassade américaine de Jakarta de se conduire « avec une extrême discrétion, au cas où nos efforts bienveillants pour leur offrir notre assistance et renforcer leur résolution pourrait finalement faire le jeu de Sukarno et de son allié politique Subandrio » – lesquels allaient être renversés par le coup d'État et les massacres qui s'ensuivirent. Le secrétaire d'État Dean Rusk ajoutait que « si la décision de poursuivre le PKI dépendait du soutien possible apporté par les États-Unis, nous ne manquerions pas de considérer les modalités d'une action américaine ».

La presse s'empressa d'applaudir. Sous le titre « Une coulée de lumière en Asie », James Reston, l'influent éditorialiste libéral du *New York Times*, assurait ses lecteurs, sur la base de ses contacts étroits avec des personnalités influentes du gouvernement, que les États-Unis avaient joué un rôle bien plus important qu'ils ne l'avouaient et qu'il était « peu probable que le coup d'État du général Suharto eût pu se produire si l'Amérique n'avait pas démontré sa puissance au Viêt-nam et accordé un soutien tacite à son entreprise ». Les journalistes admettaient que la « situation [pouvait] susciter des critiques à l'encontre des États-Unis »

mais félicitaient néanmoins Washington de s'être « tenu sagement en retrait au cours des événements », comprenant que les « Indonésiens modérés », qui venaient de couvrir le sol de leur pays d'un demi-million de cadavres, pourraient être quelque peu embarrassés par nos « félicitations » trop chaleureuses et démonstratives. Dans sa profonde sagesse, Washington gratifia les « modérés » de généreux dons en riz, coton et équipements divers, puis reprit la politique d'aide économique qui avait été interrompue avant que l'« effroyable massacre » ne rétablît la situation. C'est le même type de stratégie politico-militaire qui autorisa l'invasion du Timor-Oriental. L'Indonésie n'est pas un cas isolé ou l'exception qui confirmerait la règle. À trop s'attacher à une époque et à un lieu donnés, on ignore souvent la signification et la portée réelles des décisions politiques. Une grande puissance a toujours une vision plus globale de sa stratégie et une enquête minutieuse permet de remonter jusqu'aux vrais responsables des crimes commis. On y voit alors plus clair.

Dans les années 1960 toujours, les libéraux de l'école Kennedy restés aux commandes surent reconnaître les avantages que leur offrait la décision historique d'intégrer les questions militaires de l'Amérique latine à la politique de « sécurité nationale ». En juin 1965, le département d'État, dirigé par McNamara, produisit une note de service (confidentielle) intitulée « Étude sur la politique américaine en faveur des forces armées latino-américaines », dans laquelle s'exprimait une certaine satisfaction devant les succès obtenus dans le cadre des programmes de formation militaire qui avaient permis, tout à la fois, d'améliorer la « sécurité nationale », de confirmer l'« influence militaire des États-Unis » dans la région, et de donner aux militaires latino-américains la possibilité de « mieux comprendre et donc de mieux accepter les objectifs américains » – comme le prouve le renversement réussi du régime parlementaire brésilien par des généraux néonazis. Parmi ces objectifs, on trouve au premier rang le souci de « protéger et promouvoir les intérêts et les investissements commerciaux américains, [...] moteur économique primordial » de la politique nationale. Cette merveilleuse faculté de « mieux comprendre et donc de mieux accepter » nos objectifs est essentielle dans « ce contexte culturel latino-américain » où les militaires doivent se tenir prêts « à renverser les dirigeants gouvernementaux dont la conduite serait, selon eux, de nature à nuire gravement aux intérêts de la Nation ». Ces militaires formant par ailleurs le « groupe politique [*sic*] probablement le moins antiaméricain d'Amérique latine », ils doivent jouer un rôle de premier plan dans la « lutte révolutionnaire pour le contrôle du pouvoir ». La même stratégie n'allait pas tarder à être mise en pratique ailleurs, en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande, en Grèce etc...

Rappelons qu'il s'agit là des positions tenues par les « colombes » à Washington, qui s'inspirent de George Kennan, selon lequel « nous ne devrions pas nous élever contre les répressions policières décidées par les gouvernements locaux. [...] Il vaut mieux un régime fort à la tête d'un État qu'un gouvernement libéral s'il est trop indulgent, bienveillant, voire infiltré par les communistes ». (Le terme de « communiste » a d'évidence ici une acception très large puisqu'il désigne, de fait, toute personne se mettant au travers de notre chemin.)

Clinton, avec l'appui des sénateurs démocrates, a donc, comme on l'a vu, réussi à contourner les contraintes imposées par le Congrès ainsi qu'à empêcher que l'on impose des conditions d'ordre humanitaire à l'aide fournie à l'Indonésie. En 1994, Mickey Kantor, secrétaire d'État aux Affaires commerciales, annonçait que les « États-Unis renonçaient à tout droit de regard sur les conditions de travail dans ce pays », tout en conseillant à

l'Indonésie de mettre « sa législation du travail ainsi que les conditions dans lesquelles il est effectué plus en conformité avec les règlements internationaux ». L'Indonésie commença de s'exécuter afin de ne pas mettre en difficulté ses bons amis de Washington surveillés de près par le Congrès. Le *Guardian* témoigna ainsi de ces progrès : « Les réformes hâtivement mises en œuvre ces derniers temps par le gouvernement indonésien comprennent, outre l'interdiction faite aux militaires d'intervenir pour briser les mouvements de grève, l'autorisation accordée aux travailleurs de constituer des syndicats d'entreprise permettant la négociation des contrats de travail, ainsi qu'une augmentation de 27 % du salaire moyen à Jakarta ». Pourtant, ces réformes laissent encore à désirer puisque les nouveaux syndicats doivent impérativement rejoindre le All Indonesian Labour Union, « syndicat » officiel recommandé par l'État. Afin de leur éviter toute erreur d'interprétation à ce propos, les autorités ont arrêté vingt et un militants ouvriers. Un an plus tard, en juin 1995, Amnesty International publiait un rapport sur les droits des travailleurs indonésiens indiquant que les « militants des droits du travail [poursuivaient] leur combat malgré les tentatives d'intimidation, les arrestations, emprisonnements, tortures et autres mauvais traitements infligés », et que les « manifestations récentes [avaient été] brutalement dispersées par la police » – tout cela, bien sûr, entre autres violations des droits de l'homme. « Nous avons beaucoup fait dans la voie du changement », déclarait, à la même époque, le ministre indonésien des Affaires étrangères, qui ne voyait donc « aucune raison de renoncer » aux accords commerciaux en vigueur. Comme, de leur côté, les libéraux de Clinton n'en voyaient pas non plus... Un éminent spécialiste de l'Asie dans l'administration Clinton alla jusqu'à reconnaître, à l'occasion de l'accueil chaleureux réservé à Suharto lors de sa visite à Washington, qu'il était « tout à fait le genre de type qu'on apprécie ici ».

L'un des succès remportés par l'activisme militant est d'avoir su faire pression sur le Congrès pour le conduire à imposer des conditions de type humanitaire aux ventes d'armes, à l'aide militaire et au commerce ; conditions que tous les dirigeants politiques américains, de Carter à Clinton, ont cherché à contourner. Début 1995, Washington fit de nouvelles tentatives pour renouer avec sa politique de participation dans les atrocités commises en Indonésie. Le 15 mars de cette même année, Robert Barry, ambassadeur en Indonésie, annonçait dans un discours prononcé à Washington sa volonté d'obtenir du Congrès l'autorisation de reprendre le programme de formation militaire des soldats indonésiens. Volonté confortée le lendemain par l'amiral William Owens, vice-président du Joint Chiefs of Staff, qui relayait le souhait des forces armées indonésiennes d'attirer l'attention américaine sur la situation au Timor-Oriental. Owens ne précisait d'ailleurs pas à quel aspect de la situation il faisait référence. Peut-être s'agissait-il de l'exécution d'une demi-douzaine de villageois à Liquica quelques semaines auparavant ? Ou bien pensait-il à l'événement rapporté par Simon de Faux, un Australien officiant dans le cadre d'un programme médical initié par l'Église ? Celui-ci avait été le témoin de scènes effroyables : un enfant de huit ans avec la moitié du visage réduit en bouillie par un soldat s'acharnant sur lui à coups de crosse ; l'œil « quasiment sorti de l'orbite pendait sur son visage » ; d'autres enfants subissant le même type de traitement et suppliant qu'on vienne à leur aide ; des tortures insupportables, des viols répétés. Sans compter les conditions sanitaires inimaginables et les gens qui refusent d'avoir recours aux médecins indonésiens, redoutant que ces derniers ne participent à un plan « concerté d'extermination » à leur égard. D'autres témoignages racontent les meurtres commis à Dili en novembre 1991 (plusieurs centaines de victimes) par des

commandos de « Ninjas » composés de parachutistes appartenant à l'armée officielle. Six autres massacres de la « même importance » ont été répertoriés par l'Église locale. Le jeune homme qui courut l'énorme risque d'aider de Faux à s'enfuir d'un village après qu'il eut été menacé par des militaires déclare : « J'ai grandi dans les larmes, je vis dans les larmes, je mourrai dans les larmes. Je suis mort le jour même où je suis né. » C'est ainsi qu'il résume le sort de sa famille : sa mère violée, son père assassiné, un frère disparu. Une histoire que de Faux a entendu partout au Timor.

Le témoignage de l'Australien aux Nations unies n'éveilla aucun commentaire aux États-Unis. Il est pourtant plus que probable que les services secrets américains en connaissaient déjà la teneur puisque de Faux avait rencontré au Timor-Oriental l'ambassadeur canadien en personne. Il avait également fait part de son expérience à des diplomates australiens en visite au Timor, dont l'ambassadeur et son chef de cabinet. Ceux-ci, « ne voulant rien savoir de ce qu'['il] avait vu », lui conseillèrent vivement de « se tenir tranquille » et de « ne pas en parler aux médias ».

Le jour où l'amiral Owens révélait les projets de l'administration Clinton, John Shattuck, responsable de l'action humanitaire au secrétariat d'État, informait le Congrès que la situation au Timor-Oriental « avait commencé d'empirer en 1994 et confirmait cette malheureuse orientation en janvier 1995 ». L'Observatoire des droits de l'homme – Asie venait aussi de faire paraître un rapport sur la « détérioration des droits de l'homme au Timor-Oriental », répertoriant, entre autres violations, les « exécutions illégales, la torture, les disparitions, les arrestations et les détentions arbitraires ». En commentant ces faits (globalement négligés par la presse), le très « clintonien » *Boston Globe* reconnaissait que la « façon la plus charitable d'évoquer l'approche humanitaire de l'administration Clinton était d'en souligner l'ambivalence ». Comme souvent en effet, les discours généreux adressés à l'opinion publique sont contredits, avec une constance déplaisante, par les actes.

Quelques mois plus tard, tandis que le département d'État proposait la vente à l'Indonésie de quelques F-16 supplémentaires, le service des Postes informait qu'une « modification territoriale » avait récemment eu lieu : le Timor-Oriental, rayé de la carte, était à présent « partie intégrante du territoire indonésien ». Déjà, en novembre 1994, pour la conférence de l'OPEP qui se tenait à Jakarta, le service Information avait fait paraître une note affirmant que les États-Unis « ne [contestaient] pas l'intégration du Timor-Oriental au territoire indonésien ». Clinton, se refusant à répondre aux revendications des Timorais sur le droit à l'autodétermination, avait d'ailleurs réitéré, à cette occasion, sa confiance dans le gouvernement indonésien, qui avait promis de ne pas « châtier les manifestants ayant usé de la liberté d'expression pour nous faire part de leur inquiétude » en manifestant devant l'ambassade des États-Unis à Jakarta. Pourtant, à nouveau, certains estimèrent que l'administration américaine avait adopté vis-à-vis de l'Indonésie une attitude trop rigoureusement tatillonne. Gareth Evans, toujours lui, critiqua Clinton pour son « approche frontale » du problème, soulignant l'« inutilité des réprimandes brutales adressées au président Suharto, en novembre, à propos du Timor-Oriental ». Nous ignorons toujours dans quel sens il faut entendre le terme « inutilité ».

Si les efforts de Washington pour accroître sa participation dans les crimes de l'armée indonésienne se poursuivent aujourd'hui^[2], les protestations de ceux qui sont scandalisés par les crimes que l'on commet en leur nom s'intensifient elles aussi. Ces mouvements de

protestation ont permis des avancées considérables. Ainsi, dans les allées du Congrès américain, dans les médias et surtout dans l'opinion publique, la question du Timor-Oriental est-elle de plus en plus souvent posée. L'Indonésie a dû se tourner vers d'autres pour se procurer des armes et en premier lieu vers la Grande-Bretagne, où gouvernement et industriels se réjouissent des nouvelles possibilités de profits, sans être pour le moment trop menacés par des manifestations de protestation. Pourtant, avec d'autres, John Pilger joue l'empêcheur de tourner en rond vis-à-vis du ministre des Affaires étrangères britannique Douglas Hurd et de ses collègues, s'attirant, à sa plus grande gloire, les foudres des autorités londoniennes et de l'Australie dont il est originaire.

La Grande-Bretagne a tendu la main à l'Indonésie au plus fort des atrocités de 1978. La France, elle, lui apportait à la même époque son soutien indéfectible, annonçant qu'elle lui vendrait des armes et la protégerait de tout « embarras » international concernant son escapade au Timor-Oriental. Les intellectuels français se turent, préférant défiler devant les caméras pour dénoncer – un classique en Occident – des crimes comparables commis au Cambodge. Dans les années 1980, la Grande-Bretagne, sous les coups de cravache implacables de Thatcher, se hissa à la première place du – ô combien lucratif ! – trafic de crimes de guerre. Alan Clark, alors responsable de l'industrie britannique d'armement, édicta ainsi le principe en vigueur : « Je ne me soucie guère de ce que certains étrangers font subir aux autres » – s'il y a de l'argent à la clef bien entendu. N'est-il pas admis, de toute façon, que la Grande-Bretagne « se réserve le droit de bombarder les nègres quand elle le désire », ainsi que l'expliquait, il y a quelque soixante ans, Lloyd George, respectable homme d'État britannique, pour illustrer la mission civilisatrice de l'Angleterre ?

En novembre 1994, Pilger apporta une nouvelle preuve que les avions Hawk fournis à l'Indonésie par le Royaume-Uni étaient bien impliqués dans le pilonnage d'objectifs civils et que, contrairement aux fables officielles, le ministère des Affaires étrangères n'ignorait rien de leur « utilisation à des fins offensives ». Quelques jours plus tôt, l'*Observer* avait évoqué l'intention anglaise de « conclure rapidement un énorme marché de vente d'armes avec l'Indonésie, afin d'anticiper l'embargo probable sur les armes exigé par l'opinion internationale en réponse à l'effroyable attitude de ce pays en matière de droits de l'homme. [...] Un accord secret, portant sur quelque 2 milliards de livres », prévoyait de livrer de nouveaux appareils Hawk. « La Grande-Bretagne tente aussi de conclure un accord sur la vente d'un éventail plus large d'armements [et] voudrait inciter l'Indonésie à accepter un contrat de formation militaire qui remplacerait celle fournie par les Américains, pour l'heure contraints de se retirer sous la pression des lobbies humanitaires. » Pour sa part, le gouvernement conservateur canadien avait interrompu ses livraisons d'armes à l'Indonésie, mais les libéraux qui le remplacèrent quelque temps plus tard changèrent de politique et reprirent la vente. Ainsi, le Canada, lui aussi, se « réserve le droit de bombarder les nègres quand [il] le désire ».

Le jour même de mon arrivée ici, le premier journal sur lequel je posais les yeux à l'aéroport de Sydney annonçait que l'Australie s'apprêtait à vendre à l'Indonésie (pour la modique somme de 100 millions de dollars australiens) des fusils considérés comme « les plus perfectionnés et les plus efficaces de la zone Pacifique-Asie. [...] Le plus important et le plus lucratif contrat de défense que l'Australie ait jamais conclu avec l'Indonésie ». Il ne fait aucun doute que ces fusils contribueront grandement à défendre l'Indonésie et l'Australie

contre les agresseurs qui, comme chacun sait, les harcèlent de toutes parts. Surtout si l'on se souvient que, comme l'expliquait il y a vingt ans le ministre australien de la Défense, l'« Indonésie est le pays le mieux situé pour s'en prendre à l'Australie ». Il ajoutait que l'Indonésie avait déjà les moyens de mener des « opérations d'agression, mineures certes, mais qui pourraient nous créer quelques difficultés ». On devine pourtant aisément les raisons véritables pour lesquelles l'Australie désire tant vendre à l'Indonésie des armes d'assaut aussi perfectionnées, dont elle saura faire sans aucun doute bon usage. Comme la Grande-Bretagne et le Canada, l'Australie espère tirer profit de cette nouvelle part de marché libérée par les États-Unis en raison des contraintes imposées par le Congrès. « Cela se comprend », nous explique l'*Australian*, le « renforcement de notre relation avec l'Indonésie et la survie de notre industrie d'armement rendent souhaitable que l'on saisisse l'occasion aussi rapidement que possible. [...] L'intérêt commercial de l'Australie exige de ne pas méconnaître le caractère parfaitement lucratif du commerce international des armes ». De toute façon, nombreux sont ceux qui « se jetteraient sur n'importe quelle part de marché disponible ». C'est certain. Sous Bush et sous Clinton, les États-Unis fournissaient les trois quarts des armes à destination du tiers-monde – 85 % des ventes prenant la direction de « gouvernements non démocratiques », ainsi que les qualifie le département d'État. Une politique que 96 % de la population américaine désapprouve pourtant. Mais d'autres se donnent aussi bien du mal. La France, par exemple, s'est installée à la première place en ce qui concerne les contrats de ventes directes d'armement, sans doute sous l'impulsion des succès obtenus par ses armes au Rwanda. Les spécialistes du marché de l'armement à Washington estiment cependant que cela ne durera pas et que les États-Unis conservent une belle avance sur le total des ventes avec 52 % de toutes les livraisons d'armes et 35 % de tous les contrats.

Aux États-Unis, les mouvements de protestation ont d'autres effets, comme on a pu dernièrement le constater à Boston lorsqu'un tribunal fédéral accorda une réparation de 14 millions de dollars à Helen Todd, dont le fils – citoyen néo-zélandais étudiant à Sydney – avait été assassiné par les troupes indonésiennes au cours de la série de meurtres plus connue sous le nom de « Massacre de Dili ». L'accusé, le général Sintong Panjaitan, était l'architecte principal de ce massacre que l'on avait trouvé de très mauvais goût aux États-Unis. Car, enfin ! tout de même ! les massacres se déroulent d'ordinaire dans le plus grand secret, et surtout hors de portée des caméras de télévision. De plus, l'opinion américaine apprécie peu qu'on roue de coups ses journalistes, même lorsqu'il ne s'agit que d'activistes indépendants (en l'occurrence, Alan Nairn et Amy Goodman). Cette « erreur technique » impose donc la procédure de contre-feu habituelle. D'abord : stupéfaction devant le « comportement aberrant d'un groupe de militaires auquel le gouvernement indonésien a, cependant, su apporter une explication à la fois mesurée et convaincante » (sénateur Evans). Puis : mascarade judiciaire et admiration déclarée pour ces « modérés », responsables de crimes bien plus atroces encore, qui ont fait preuve de courage et sauvé leur honneur en assumant – « d'une façon à la fois mesurée et convaincante » – l'horreur qui fut malencontreusement révélée au public. Comme il est d'usage, quelques sous-officiers se sont vu infliger des peines légères, tandis que les survivants du massacre ont été, eux, condamnés à plusieurs années d'emprisonnement, parfois même à vie, pour avoir exprimé leur hostilité envers leurs bienfaiteurs. Il est, on le voit, préférable de ne pas provoquer les vrais responsables de l'« erreur technique », comme par exemple le général Try Sutrisno,

commandant en chef des forces armées, qui accusait les manifestants d'avoir « mis le feu aux poudres » en déroulant des banderoles discréditant le gouvernement et en hurlant des « slogans inacceptables » : s'ils « s'obstinent dans cette attitude provocatrice, [...] ils doivent être abattus. Les voyous doivent être abattus [...] et nous les abattons ».

Le général Panjaitan dut pourtant s'exiler. Selon le Centre des droits constitutionnels qui engagea des poursuites finalement couronnées de succès, il avait trouvé refuge à Harvard. Sans doute afin d'y parfaire ses talents. Lorsque les militants locaux de Boston l'apprirent, ils se renseignèrent auprès de la direction de l'université, qui déclara tout ignorer de la présence du général dans ses locaux. Une enquête approfondie permit finalement de le localiser et donna lieu, à la date anniversaire du massacre de Dili, à la publication d'un article titré : « Un général indonésien menacé de poursuites s'enfuit de Boston ». Il fut jugé par contumace et condamné. L'agence Reuter qualifia cet événement de « plaisanterie », et c'est bien ainsi que le prit le gouvernement australien qui, quelques mois plus tard, accueillait notre général, membre d'une délégation indonésienne venue observer l'industrie civile et militaire du pays. Présence justifiée puisque, comme l'expliqua le ministre Evans, bien que le général Panjaitan « ait été tenu pour responsable des crimes commis à Dili, il [n'avait] pas personnellement donné l'ordre de tirer sur les manifestants » (dont l'exécution avait pourtant été qualifiée par le rapporteur des Nations unies d'« opération militaire concertée contre des civils désarmés »).

L'affaire Panjaitan est la réplique presque parfaite d'événements survenus un an plus tôt dans la ville de Boston et impliquant cette fois le général guatémaltèque Hector Gramajo, responsable de dizaines de milliers de morts sur les hauts plateaux du Guatemala au début des années 1980. Soutenu alors par l'administration Reagan, il avait été « désigné » par le département d'État pour être promu à la présidence du pays et avait été, en conséquence, envoyé à Harvard pour y recevoir une formation plus complète. Les militants locaux l'apprirent par la presse centraméricaine et enquêtèrent. On sut bientôt que le général Gramajo se trouvait bien à Harvard, et des poursuites judiciaires pour torture et autres brutalités furent engagées contre lui par le Centre des droits constitutionnels. La citation à comparaître devant le tribunal fut confiée à Alan Nairn (le premier à avoir dévoilé le soutien des États-Unis aux « escadrons de la mort » en Amérique centrale), qui possédait déjà un impressionnant « pedigree » de journaliste indépendant ainsi qu'un certain sens du spectacle. Il remit la notification du tribunal le jour même de la cérémonie de remise des diplômes afin de rendre cette affaire aussi publique que possible (tout au moins localement). En fuite, comme notre général indonésien, Gramajo fut condamné, pour ses crimes, à 47 millions de dollars de réparations. Tout le monde n'apprécie pas forcément les exploits des assassins chéris du département d'État.

La « défense du système capitaliste mondial » & la « question indonésienne »

La compréhension exacte de la situation au Timor-Oriental impose que l'on revisite scrupuleusement certains événements du passé.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les « États-Unis prirent en charge, dans leur propre intérêt, la défense du système capitaliste mondial ». Je cite ici Gérald Haines, éminent historien de la CIA, dont l'ouvrage sur l'influence américaine au Brésil fut chaleureusement accueilli. Les dirigeants américains tentaient de redessiner un monde « correspondant aux besoins et aux critères américains », poursuit-il. Ils désiraient un monde « ouvert » – mais pas trop – à l'exploitation par les pays riches. En fait, les États-Unis souhaitaient un « système bipolaire fermé dans un monde ouvert », précise Haines. Prétendant des impératifs de défense nationale, les États-Unis entreprirent de maintenir et même d'élargir de façon spectaculaire le rôle de l'État dans le soutien et l'aide à la « libre entreprise américaine ». La défense des riches et des privilégiés fut dès lors prise très au sérieux. Les dirigeants politiques et industriels américains avaient organisé durant la guerre un plan particulièrement sophistiqué de domination du monde. C'est ce plan qui fut très largement mis en place durant l'immédiat après-guerre. La tâche primordiale était de rebâtir les sociétés les plus riches et tout particulièrement, les « grands ateliers » : l'Allemagne et le Japon. L'intérêt des entrepreneurs américains exigeait que l'on trouvât des marchés susceptibles d'écouler leurs excédents de production, ainsi que des occasions d'effectuer des investissements lucratifs à l'étranger dans le cadre de l'économie globale alors envisagée. Le point d'achoppement principal était l'écrasante « suprématie du dollar » qui gênait les exportations. Plusieurs moyens furent testés pour résoudre ce problème, et le fameux plan Marshall fut l'un de ceux-ci. La réponse la plus efficace apportée à ce problème fut finalement la mise en place d'un vaste programme de réarmement, que l'historien William Borden nomme, dans son ouvrage fondamental sur la reconstruction de l'après-guerre (*The Pacific Alliance*), le « keynésianisme militaire international ». Ce plan fut reçu favorablement par les milieux d'affaires. Expriment le sentiment général, le *Magazine of Wall Street* voyait dans les dépenses militaires un moyen de « procurer une nouvelle force à l'économie tout entière » et trouvait parfaitement « normal que les économies étrangères [fussent] totalement dépendantes des décisions prises en matière de dépenses militaires par notre pays ». Finalement, cela permit d'envisager la reconstruction des sociétés capitalistes industrialisées, de régler le « problème » de la suprématie du dollar et, bien sûr, de jeter les bases de l'essor des multinationales, américaines de préférence.

Afin de faciliter la mise en œuvre de ce plan, on estimait nécessaire de restaurer une organisation proche de l'ancien système colonial. Un autre aspect de cette mission de défense des sociétés riches consistait donc à garantir les « intérêts économiques coloniaux » des alliés d'Europe de l'Ouest (note de la CIA, 1948), ainsi qu'à réorienter, comme le conseillait George Kennan, l'empire japonais « vers le sud ». Celui-ci passerait sous le contrôle direct des États-Unis et ne poserait plus guère de problèmes. Il n'en posait d'ailleurs pas véritablement auparavant, mais les États-Unis regrettaient de ne pas y bénéficier d'un traitement suffisamment privilégié. Il s'agit là d'un aspect essentiel de la Seconde Guerre mondiale qu'on évita soigneusement de rappeler lors de l'extase patriotique qui marqua la cérémonie

américaine du cinquantenaire de la victoire. L'un des effets de la reconstruction du système colonial, sous une autre appellation, devait être la mise en place d'un système triangulaire de commerce, par le biais duquel les puissances industrielles de second rang pouvaient se procurer des dollars grâce aux importations américaines de matières premières en provenance de leurs colonies. Ces dollars leur permettant, en retour, d'acheter les produits américains à l'exportation. Globalement, les planificateurs géostratégiques assignèrent à chacune des régions du globe un rôle spécifique. Les indépendantismes, susceptibles de bloquer cette machine si bien conçue, ne pouvaient, par conséquent, être tolérés, et assez vite les États-Unis entrèrent en conflit avec les nationalismes du tiers-monde. C'est un des aspects majeurs de l'histoire de l'après-guerre, le plus souvent dissimulé sous le nom de « guerre froide ».

Le « leader mondial » se chargeait des pays occidentaux et de la majeure partie des ressources énergétiques situées au Moyen-Orient. L'Afrique serait confiée à ses maîtres habituels. Cette opportunité devait offrir aux Européens un salutaire coup de fouet psychologique. Le Sud-Est asiatique remplirait son rôle de pourvoyeur de matières premières pour le Japon, l'Europe de l'ouest et les États-Unis dans le cadre du système triangulaire décrit plus haut. Le droit sacré des peuples à l'autodétermination, s'il n'était pas formellement dénié, devrait attendre. Summer Welles, haut responsable de l'administration et proche du président Roosevelt, estime qu'une réelle autonomie du Congo belge ne pouvait s'envisager avant une centaine d'années. Même l'autodétermination du Timor (oriental) portugais n'était pas impensable, mais, toujours pour Welles, cela « prendrait sans doute un millier d'années ».

La reconnaissance du droit à l'autodétermination porte chez nous le joli nom d'« idéalisme wilsonien » et passe – aux yeux de certains penseurs au réalisme plus pratique – pour un vice moral qui met en danger l'« intérêt national ». Dans ce contexte, le Sud-Est asiatique prend une importance essentielle. En particulier l'Indonésie, véritable « jack-pot » que Kennan, en 1948, considérait comme le « problème le plus crucial du moment dans notre combat contre le Kremlin ». Notons, au passage, que l'expression « combat contre le Kremlin » s'utilise, durant toute la période de la guerre froide, pour tous les conflits qui opposent les États-Unis aux mouvements nationalistes ou indépendantistes. Ces mouvements, qui n'entendent pas toujours remplir le rôle qu'on a assigné à leur pays, se tournent – parfois – vers les Russes, devenant ainsi les agents de la conspiration ourdie par le camp soviétique qui prétend « asseoir son autorité absolue sur le reste du monde ». Lorsque assez de temps aura passé après la défaite des « parvenus » soviétiques, l'histoire effectuera une de ses habituelles révisions. Ainsi, il semble aujourd'hui que le nationalisme ait été « mal interprété ». L'analyser comme une conspiration fomentée par le Kremlin fut une erreur bien compréhensible, née de la « nature méfiante » de notre civilisation et de notre éternel « penchant à voir le monde pire qu'il n'est effectivement ».

Quoi qu'il en soit, en 1948, la question indonésienne n'avait rien à voir avec le « combat contre le Kremlin », si ce n'est dans l'acception idéologique de l'expression dont nous avons déjà parlé. Comme l'ont suffisamment montré Audrey et George Kahin dans un livre exceptionnel, les forces britanniques renversèrent, après la guerre, le « tout nouveau gouvernement indonésien » des nationalistes Sukarno et Hatta. Pour ce faire, elles s'appuyèrent sur de « nombreux régiments japonais, réarmés pour l'occasion » qui les

aidèrent à restaurer l'autorité néerlandaise sur sa colonie. Dans cette reconquête nécessaire au bon fonctionnement de la nouvelle organisation régionale, les Néerlandais reçurent aussi l'appui militaire de l'Australie et, dans un premier temps, le soutien « discret et souvent indirect » des États-Unis. « La plupart des milieux influents américains considéraient les Indes orientales néerlandaises comme la planche de salut sans laquelle l'économie néerlandaise sombrerait corps et biens. Cette colonie procurait alors aux Pays-Bas 20 % de leur revenu national. » S'il devenait impossible d'exploiter les ressources indonésiennes qui finançaient la reconstruction, il fallait s'attendre, selon certains, à une « ascension des forces politiques radicales » aux Pays-Bas. L'aide apportée par le plan Marshall à la France et aux Pays-Bas se montait, à cette époque, à la quasi-totalité des moyens financiers dont ils usaient au même moment pour reconquérir, avec des armes américaines, leurs anciennes colonies dans le Sud-Est asiatique.

La politique américaine s'infléchit lorsque Sukarno et Hatta matèrent, en 1948, un soulèvement « organisé par un groupe informel de communistes indonésiens pro-soviétiques ». Au grand désespoir des Néerlandais, les Américains commencèrent à soutenir l'armée indonésienne et le gouvernement Sukarno-Hatta par crainte de voir les « communistes et d'autres forces socio-économiques radicales » renforcer leur influence sur la population si la guerre coloniale sanglante menée par les Pays-Bas devait s'éterniser. La CIA brisa même le blocus instauré par les Pays-Bas pour faire passer des officiers indonésiens de Yogyakarta, capitale de la république indonésienne, vers des bases militaires américaines, et ce dans l'objectif de les former. Cet événement fut à l'origine des programmes de formation qui devinrent si importants les années suivantes.

Malgré ses invocations rituelles au « combat contre le Kremlin », Kennan était toutefois assez lucide pour analyser les véritables raisons qui faisaient de la question indonésienne le « problème le plus crucial » de la stratégie géopolitique en 1948 : « L'Indonésie est la pierre de touche de cet ensemble d'îles qui va de Hokkaido à Sumatra et que nous devons transformer en rempart politico-économique contre le communisme », estimait-il. C'était, en outre, une « base aérienne envisageable » pour lancer des offensives militaires. Une Indonésie communiste serait une « gangrène » qui « se répandrait vers l'ouest » à travers toute l'Asie du Sud. On craignait de voir les éléments engagés dans la voie d'un développement économique indépendant – et pas nécessairement « soucieux de sauvegarder le système capitaliste international » (comme le PKI quelques années plus tard) – l'emporter politiquement. Les spécialistes de l'Indonésie considèrent aujourd'hui que cela aurait pu effectivement avoir lieu. Harold Crouch affirme que le « PKI augmenta son influence, non en tant que parti révolutionnaire, mais en défendant les intérêts des plus pauvres ». On comprend maintenant mieux pourquoi l'éventualité d'une Indonésie démocratique éveilla une si grande inquiétude qui s'exprimait jusque dans le vocabulaire employé (« combat contre le Kremlin », « gangrène », etc.).

Cette inquiétude devait persister tout au long des années 1950. En 1958, le secrétaire d'État, John Foster Dulles, informa le Conseil national de sécurité que l'Indonésie était le théâtre de l'une des trois crises mondiales majeures, avec l'Algérie et le Proche-Orient. Il insistait, avec le soutien du président Eisenhower, sur le fait que les Soviétiques n'étaient pas impliqués dans ces crises. Selon lui, le problème crucial était le péril démocratique. Bien que les documents restent encore pour la plupart étrangement difficiles à se procurer, certains

d'entre eux ont été récemment rendus publics. Parmi ceux-ci, des dépêches datant de cette même année 1958 et émanant de l'ambassade américaine à Jakarta. Elles font tout état de l'inquiétude du gouvernement Sukarno, qui commençait à comprendre que les « communistes ne [pouvaient] être vaincus par aucun des moyens démocratiques ordinaires dans une situation d'élection. Un programme d'élimination progressive des communistes par la police et l'armée, suivi d'une mise hors la loi du PKI [était] plus que probable dans un futur plus ou moins proche ». Le Joint Chiefs of Staff insistait le jour même pour que des « mesures [soient] prises, y compris – si nécessaire – des mesures d'intervention directe, pour assurer soit le succès total des dissidents, soit l'élimination des éléments communistes au sein du gouvernement Sukarno ».

Ceux qu'on nomme ici les « dissidents » sont les membres du « gouvernement révolutionnaire » ayant pris le pouvoir dans certaines îles de l'archipel indonésien dont les ressources pétrolifères intéressaient au plus haut point les investisseurs américains. Cette dissidence avait bien sûr bénéficié du soutien des États-Unis mais cette information est aujourd'hui encore trop rarement exploitée. Les documents officiellement disponibles permettent de souligner, pour cette période, une certaine ambivalence dans la position de Washington. Ambivalence due au manque manifeste de lisibilité des événements. L'engagement des Américains aux côtés des dissidents, bien que farouchement nié aux États-Unis, fut bien sûr assez vite connu en Indonésie. La presse américaine condamna le gouvernement indonésien pour ses allégations – pourtant parfaitement justifiées –, considérées par le *New York Times* comme « parfaitement mensongères ». La « solennelle protestation » d'innocence faite par le département d'État au nom des États-Unis n'en apportait-elle pas la preuve flagrante ? Pourtant, Audrey et George Kahin l'affirment, cette intervention américaine – la plus décisive des années Eisenhower – demeure « l'un des secrets d'État les plus jalousement gardés de l'histoire des opérations clandestines américaines à l'étranger ».

Après l'échec de la dissidence et la mise en évidence (en Indonésie du moins) de l'implication américaine dans ces événements, les services secrets américains durent admettre que les « événements récents en Indonésie [avaient] singulièrement renforcé la position des communistes indonésiens. Ainsi, si l'échéance électorale de l'année 1959 devait être finalement respectée, le PKI s'affirmerait probablement comme le parti le plus important du pays et serait en position d'exiger une représentation gouvernementale ». Exigence considérée comme parfaitement inacceptable émanant d'une organisation politique qui représentait pourtant l'écrasante majorité de la population. On reconnaîtra, ici, l'expression même de l'inquiétude américaine face au fameux « péril démocratique ». Audrey et George Kahin en concluent que l'« effet à la fois le plus immédiat et le plus durable de la guerre civile indonésienne fut la disparition du régime parlementaire ». Ils ajoutent que l'Indonésie « n'a plus jamais joui depuis de la moindre représentation gouvernementale véritable ». C'est alors que l'Indonésie devint cet « état totalitaire centralisé » qu'elle est restée jusqu'à nos jours, sous la férule du régime militaro-présidentiel.

Ces événements laissèrent le pays dans une « situation délicate et tendue de tripolarisation politique » : l'armée, les communistes et Sukarno. L'étape suivante devait assurer la victoire des forces armées qui présentaient, sans aucun doute possible, les meilleures garanties aux yeux des États-Unis. Crouch signale que le type de développement économique prôné par

l'armée et mis en œuvre par elle une fois parvenue au pouvoir avantageait « prioritairement les élites, la classe moyenne et les *compradores* » associés aux sociétés étrangères. « La bureaucratie civile et les milieux d'affaires, aussi bien indonésiens qu'étrangers, entretenaient des liens étroits avec l'armée. »

Au début des années 1960, donc, les trois forces en présence luttèrent avec acharnement pour la conquête du pouvoir. La priorité occidentale était manifestement de permettre que l'armée sorte victorieuse de cette lutte triangulaire. Pour y parvenir, les États-Unis usèrent des moyens habituels. Pour renverser les gouvernements civils qui cherchent abusivement à s'émanciper, on supprime les aides accordées à des fins civiles (alimentation, médicaments, équipements) mais on reconduit les fonds destinés à la formation et à l'équipement des forces armées. Au moment du coup d'État et des massacres de 1965-1966, les États-Unis avaient déjà « formé et entraîné quelque 4 000 officiers de l'armée indonésienne, c'est-à-dire la moitié du corps des officiers et les trois quarts des membres de l'état-major » (Toohey et Pinwill). Comme nous l'avons déjà vu, c'est aussi l'époque à laquelle les libéraux de Washington s'engagèrent en Amérique latine dans une voie similaire, avec un succès qu'eux-mêmes et les milieux d'affaires américains trouvèrent réconfortants : les régimes parlementaires tombèrent les uns après les autres pour être remplacés par des dictatures militaires. Les mêmes méthodes furent aussi essayées en Iran après la chute du shah, mais avec, nous le savons, moins de succès.

Problème résolu

Au début des années 1960, Guy Pauker, de l'entreprise Rand – subventionnée par le Pentagone – conseillait vivement à certains officiers de l'armée indonésienne de frapper un grand coup et de faire le ménage chez eux. « Si le corps des officiers indonésiens voulait bien assumer son rôle historique, il assurerait alors le salut de sa patrie », écrivait-il ailleurs. William Kintner, chercheur à l'université de Pennsylvanie, par ailleurs ancien employé de la CIA, affirmait pour sa part que les « dirigeants politiques de l'Asie libre soutenus par l'armée [se devaient] non seulement de lutter pour conserver le pouvoir, mais aussi de proposer des réformes et de les mettre en œuvre tout en éliminant les guérillas politiques armées qui les [menaçaient] ». La menace était en effet pressante car, « si le PKI pouvait conserver son existence légale et l'influence soviétique continuait conséquemment à s'accroître », il était fort probable que l'Indonésie devînt le premier pays du Sud-Est asiatique dirigé par un gouvernement communiste « soutenu par une large base populaire et légalement élu ». Ces « guérillas armées » – certes, mais surtout « politisées », comme Kintner le souligne lui-même – pouvaient, avec l'aide de Washington, être liquidées afin d'imposer une solution « démocratique ». Pauker, lui, n'en était pas si certain puisqu'il jugeait que les forces soutenues par les États-Unis manqueraient « sans doute de cette rudesse qui permit aux nazis de se débarrasser du parti communiste allemand ».

Un peu plus tôt, l'administration Kennedy avait exprimé une inquiétude semblable à propos de la situation vietnamienne et l'on se préparait à renverser le gouvernement Diem par crainte de le voir parvenir à un accord politique avec le Nord. Henry Cabot Lodge, ambassadeur américain au Viêt-nam, faisait alors remarquer au président Kennedy que ce pays, « à la différence de l'Allemagne hitlérienne, n' [était] pas fondamentalement un État policier, ses dirigeants manquant d'efficacité ». Ils étaient, par exemple, parfaitement incapables d'éliminer une « opposition très bien organisée, profondément et quotidiennement motivée par une haine implacable ». Les Vietnamiens semblaient « plus que jamais désireux de se débrouiller seuls », poursuivait-il, et, bien qu'il fussent « capables parfois de la plus grande violence », il n'y avait « aucune raison de penser qu'ils en [feraient] usage dans un futur proche ». C'est sans doute pour cela que les Américains volèrent au secours du Viêt-nam. Si, dans ce pays, le coup d'État militaire soutenu par l'Amérique de Kennedy a bien eu lieu, les généraux vietnamiens n'ont jamais réellement satisfait aux critères édictés par les libéraux de la nouvelle « Table ronde » qu'était alors le Bureau ovale. Leurs alliés – et élèves – indonésiens montrèrent une bien meilleure compréhension des valeurs de leur mentor et « firent le ménage » grâce à l'« effroyable massacre » des années 1965-1966 qui provoqua un si vif – et si compréhensible – enthousiasme chez les hommes politiques américains, toutes tendances confondues. Le parti qui « défendait les intérêts des plus pauvres » fut proprement liquidé au cours de ce que Crouch appelle une « guerre sainte d'extermination » menée, bizarrement, dans des régions sur lesquelles le PKI n'avait pratiquement aucune influence. Avec le soutien et les vifs encouragements de l'armée indonésienne, les nouveaux croisés de cette guerre sainte assassinèrent, entre autres, des ouvriers agricoles et des paysans sans terre. Pauker dut bien admettre que son pessimisme était infondé lorsque l'armée indonésienne eut finalement démontré qu'elle possédait bien cette « rudesse qu' [il] ne lui reconnaissait pas un an plus tôt ». Si l'ampleur exacte du

massacre est aujourd'hui encore l'objet de discussions érudites, il fut indéniablement très important. La CIA elle-même le place parmi les « pires meurtres de masse du XXE siècle, aux côtés des purges soviétiques des années 1930, des atrocités nazies de la Seconde Guerre mondiale et des bains de sang maoïstes du début des années 1950. À cet égard, le coup d'État en Indonésie est l'un des événements capitaux de notre siècle ». Une fois le PKI éliminé en tant que force politique, le pays devint rapidement un « paradis pour investisseurs ». La menace de voir un parti représentant la part indésirable de la population l'emporter politiquement avait été durablement repoussée.

Dans son analyse fondamentale du coup d'État indonésien des années 1965-1966, Robert Cribb affirme que, dans de nombreux cas, les « exécutions n'ont pas commencé avant l'arrivée des unités d'élite qui en donnèrent expressément l'ordre et souvent même l'exemple ». Il précise que ces exécutions ont été, dans les campagnes, « pires que partout ailleurs » et que les militaires en étaient les « principaux exécutants ». On comprend mieux, alors, qu'il ait été nécessaire d'expédier le général Panjaitan parfaire sa formation « démocratique » à Harvard. Les commentaires les plus significatifs sur ce massacre concernent le lien entre ces événements et la présence armée des Américains en Indochine, dans une guerre qui devait finalement conduire à quelque 4 millions de morts. La Freedom House fit paraître un document rédigé par d'éminents universitaires approuvant les « formidables événements » indonésiens et les considérant comme la raison véritable de ce que, si nous avons une once d'honnêteté, nous devrions appeler l'« agression américaine au Viêt-nam du Sud ». Toujours selon ces « éminents universitaires », les troupes américaines au Viêt-nam constituaient, en fait, une sorte de « bouclier » derrière lequel les généraux indonésiens ont pu, tout à leur aise, accomplir leur impérieux devoir. Quelques années plus tard, des experts en stratégie géopolitique réagirent eux aussi – tardivement il est vrai – devant les « formidables événements » qui nous intéressent. McGeorge Bundy, conseiller à la Sécurité nationale sous Kennedy et sous Johnson, par ailleurs ancien doyen de Harvard, admit en fin de compte que « notre engagement » au Viêt-nam aurait pu cesser dès octobre 1965, lorsque « un nouveau gouvernement prit le pouvoir en Indonésie et élimina le parti communiste ». L'Indonésie désormais à l'abri de la « gangrène », il devenait « abusif », estime-t-il, de poursuivre la guerre au Viêt-nam, malgré les pertes démesurées qui nous y étaient infligées. La guerre était en effet gagnée si l'on considère que les objectifs fondamentaux avaient été atteints. Mais « tous » les objectifs ne l'étaient pas, et pour certains, une victoire partielle constituait la plus humiliante des défaites. Robert McNamara, principal idéologue de la stratégie militaire américaine, demande, dans ses mémoires parus en 1995, humblement pardon aux... Américains pour ce qu'il leur fit subir, à eux et à leur société. Aucune référence explicite dans ces mémoires à l'« effroyable massacre », bien qu'il note que l'Indonésie ait « changé radicalement de cap » après l'exécution de « plus de 3 000 membres du PKI ». À l'époque même des faits, ni le Congrès ni les organisations humanitaires ne réagirent au massacre, et l'Indonésie devait retrouver bientôt les faveurs de la Banque mondiale, qui en fit assez rapidement son troisième plus important débiteur. Rassurés, les gouvernements et les investisseurs occidentaux lui emboîtèrent le pas.

En quelques années seulement, les responsabilités historiques furent totalement inversées. George McArthur, vétéran des affaires asiatiques, écrivait en 1977 que le PKI avait une « lourde responsabilité dans ce massacre », qui constitue, pour lui, une des principales

atrocités « communistes » du siècle. Suharto, quant à lui, devint du jour au lendemain un homme « déterminé mais serein », au « visage presque naïf », faisant passer le « respect scrupuleux de la loi avant le simple exercice de l'autorité (*Time*). Le *New York Times* admire cet « Indonésien modéré qui encourage autant qu'il est possible toute forme de participation populaire ». Les Occidentaux accordent à Suharto toutes les circonstances atténuantes alors que, sous son règne, l'Indonésie jouit d'une abominable réputation en matière de droits de l'homme. « Dans leur grande majorité, les Occidentaux désiraient entretenir de bonnes relations avec le nouveau dirigeant modéré de Jakarta », comme le rappelait, quelques années après le coup d'État, le *Christian Science Monitor*. Et cela bien que son « curriculum » humanitaire soit plutôt « contrasté » aux dires de Philip Shenon, actuel correspondant du *Time* dans le Sud-Est asiatique. L'*Economist* de Londres, quant à lui, décrit ce tortionnaire et assassin comme « profondément bienveillant » – envers les investisseurs étrangers du moins – et ironise sur les « propagandistes à la solde de la guérilla timoraise » et leurs « sempiternels couplets sur la cruauté de l'armée indonésienne et la torture qu'elle pratiquerait ». Ces « propagandistes » comptent pourtant dans leurs rangs des milliers de réfugiés installés en Australie et au Portugal, des diplomates et des journalistes occidentaux qui témoignent, un évêque et des organisations humanitaires parmi les plus respectés.

Les événements de 1965 sont par ailleurs relatés dans une version effarante des aventures du président Suharto, publiée dans le *Wall Street Journal*. On peut y lire que « Suharto s'était porté au premier rang de ceux qui voulaient barrer la route au coup d'État et avait rempli sa mission ». Barry Wain, rédacteur en chef de l'équivalent asiatique du précédent journal, raconte – sans rire – comment « Suharto agit vigoureusement pour contrer le coup d'État et asseoir son pouvoir », mêlant « la force à la subtilité » pour prendre le contrôle de la situation. « Sur bien des points, il s'est comporté avec intelligence », poursuit Wain, qui illustre pourtant un peu plus loin le caractère « contrasté » de son palmarès humanitaire en soulignant la responsabilité du gouvernement dans l'assassinat de plusieurs milliers de prétendus criminels entre 1982 et 1985. Un article d'*Asiaweek*, tout aussi louangeur, avait dû se résoudre à faire état d'un nouveau massacre à Sumatra au cours duquel, dans le cadre d'une opération de « pacification », des groupes armés avaient rasé un village de 300 habitants, y assassinant plusieurs dizaines de civils. Quoi qu'il en soit, rien ne semble pouvoir ternir la réputation du « modéré », « profondément bienveillant », qu'est Suharto.

Ce révisionnisme historique a atteint des sommets surréalistes. Pour fêter le 50^e anniversaire de l'indépendance indonésienne, le président Suharto – « qui parvint au pouvoir au beau milieu d'un véritable bain de sang dans les années 1960 », comme Philip Shenon le rappelait – a fait libérer Subandrio (quatre-vingt-un ans), l'un des proches de Sukarno, et deux autres personnes emprisonnées en 1965. Ils avaient été, toujours selon Shenon, « à l'origine de la tentative ratée de coup d'État qui, en 1965, provoqua finalement la destitution du président Sukarno, prédécesseur de Suharto ». Le journaliste du *Time* faisait aussi discrètement référence au « délicat » problème du Timor-Oriental où la « famine fait des milliers de morts et où la révolte continue de gronder ».

Le cas du timor-oriental

L'étude attentive des diverses réactions aux événements de 1965-1966 éclaire si crûment le mode de pensée occidental qu'il est très significatif qu'elle n'ait pas été entreprise plus tôt. Un même type d'analyse permet aussi de mieux comprendre notre attitude, dix ans plus tard, face à l'invasion indonésienne du Timor-Oriental. Les généraux indonésiens ayant liquidé le PKI, repoussé la péril démocratique et ouvert le pays aux exploiters de toutes espèces, l'Indonésie n'était plus le « problème le plus crucial dans notre combat contre le Kremlin » et pouvait « remplir son rôle fondamental ». Ces imitateurs zélés des nazis ayant si remarquablement contribué à la défense des valeurs occidentales, il était peu probable qu'un autre « effroyable massacre » vînt troubler leurs relations excellentes avec les États-Unis et leurs alliés. Seules des raisons impérieuses pouvaient pousser les puissances occidentales à prêter la main au nouveau crime que constituait l'invasion du Timor-Oriental. Pour mieux comprendre ces raisons, il faut se souvenir que le destin des colonies portugaises a toujours été pour l'Occident un vrai sujet d'inquiétude. Le Timor-Oriental ne fut d'ailleurs pas la seule de ces ex-colonies à supporter une agression soutenue par les Occidentaux. Les anciennes colonies africaines du Portugal connurent, elles aussi, ce traitement. Pour Basil Davidson, spécialiste éminent de l'histoire africaine, « tous ceux qui ont apporté leur aide aux guérillas "contristes", en Angola et au Mozambique, seront tenus pour responsables devant l'histoire des crimes terribles commis en Afrique subsaharienne ». Les victimes de ces crimes sont évaluées par les Nations unies à 1,5 million de morts pour les seules « années Reagan ». Ces crimes, perpétrés par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud et avec le concours actif des Anglo-Américains, traduisaient, sous le masque de l'« engagement constructif », l'inquiétude des Occidentaux devant la menace de nationalismes qui se seraient vus « indépendants » – mais sur un autre mode que celui de Suharto, bien sûr. L'invasion indonésienne de 1975 et le soutien occidental qu'elle reçut étaient pareillement « motivés par la crainte qu'un Timor indépendant ne devienne une source de subversion pour toute l'Indonésie », écrit Harold Crouch.

La subversion est le plus souvent qualifiée de « guerre larvée », de « subversion interne » ou même d'« agression caractérisée ». Un rapport du Joint Chiefs of Staff, daté de 1955, prenait d'ailleurs la peine de définir les « deux formes fondamentales d'agression » contre une nation : l'« agression armée caractérisée, à partir des territoires respectifs des pays en conflit » et l'« agression non armée, autrement dit la lutte politique, ou subversion interne ». Un soulèvement national contre un État policier soutenu par les États-Unis ou même, plus pacifiquement, des élections qui menacent de ne pas satisfaire les Américains sont des formes d'agression que les États-Unis et leurs alliés s'arrogent le droit de combattre par la violence la plus arbitraire. Les activités politiques indésirables sont « subversives » et nulle société, aussi démocratique soit-elle, ne peut les tolérer. Le champion de la « civilisation » lui-même, malgré sa « profonde tolérance » et sa fameuse « capacité à accueillir les idées qui lui sont le plus hostiles », ne peut les admettre. De là naquit la crainte de voir le Timor-Oriental « fomenter la subversion » en Indonésie.

Ces craintes avaient aussi pour cause, bien sûr, l'« importance stratégique du Timor-Oriental dans le Sud-Est asiatique » (Gerry Simpson), en raison des couloirs empruntés par les sous-marins nucléaires au large de ses côtes. Je soupçonne fort, malgré tout, que nous

découvriens, une fois la totalité des documents rendue enfin disponible, que le principal motif de cette coopération des Occidentaux aux événements qui nous occupent était bien celui sur lequel l'ambassadeur australien mit l'accent en août 1975. Celui-ci, en effet, conseillait (officieusement) à l'Australie de ne pas condamner l'invasion à venir du Timor-Oriental afin d'obtenir, avec l'Indonésie, un bien meilleur contrat sur les ressources pétrolières de la mer de Timor que ce qu'ils auraient pu négocier « avec le Portugal ou un Timor-Oriental indépendant. [...] Une attitude, certes, plus pragmatique que morale », ajoutait-il, notant avec honnêteté que « c'est bien ce principe qui détermine avant tout l'intérêt national et la politique étrangère ». Ici se confirme donc ce dont nous nous doutions, à savoir que bien souvent l'intérêt des grandes compagnies pétrolières et l'intérêt national ne font qu'un.

En 1979, la reconnaissance officielle par l'Australie de l'annexion des territoires occupés par l'Indonésie depuis 1976 fut, semble-t-il, motivée par ces principes pragmatiques. L'accord qui permit l'exploitation illégitime du pétrole timorais par les Australiens fut signé en 1989 et ratifié par le Parlement peu de temps après. Il prit effet immédiatement après le massacre de Dili en 1991, lorsque les autorités indonésiennes et australiennes signèrent ensemble les contrats qui permettaient aux principales compagnies pétrolières d'exploiter les gisements de la « province indonésienne du Timor-Oriental », selon les termes mêmes du traité. Le Timor-Oriental ne mérite pas, nous dit-on, de jouir du droit à l'autodétermination, d'ordinaire reconnu inaliénable, parce qu'il ne serait pas économiquement viable. À l'époque, la presse australienne reconnut que le traité australo-indonésien de la mer de Timor, qui ne laissait rien au peuple dont on pillait les ressources, était le « seul document international à reconnaître explicitement les droits de l'Indonésie sur le Timor-Oriental ». Pourtant, l'Australie continue officiellement de proclamer haut et fort le sacro-saint droit du peuple Timorais à décider de son avenir. Est-il bien utile de pénétrer plus avant dans les arcanes casuistes de cette solennelle affirmation du droit timorais alors que, en pratique, ce sont les droits indonésiens qui sont respectés ? Dans son essai sur la politique étrangère de l'Australie, le ministre des Affaires étrangères, Gareth Evans, présente le traité de la mer de Timor comme un « exemple parfait de solution pacifique à un type de problème qui, historiquement, conduit souvent au conflit armé. » Un modèle à suivre, donc, pour le reste du monde. Récemment encore, il conseillait de suivre cet exemple pour résoudre le problème des îles Spratly en mer de Chine méridionale.

Si les considérations morales et les impératifs légaux n'ont pas pu amener la Cour internationale de justice de La Haye à statuer sur le problème timorais – pour la simple et bonne raison que l'Indonésie ne reconnaît pas sa juridiction –, elle réaffirme cependant constamment que le « territoire du Timor-Oriental restant sans gouvernement légitime, sa population conserve le droit à l'autodétermination ». La presse thaïlandaise, pour sa part, considère que « ce n'est pas là une question de loi mais de justice. [...] Rien ne peut justifier le cynisme de ce traité d'exploitation pétrolière signé entre l'Australie et l'Indonésie » qui, d'ailleurs, « n'allège en rien les souffrances quotidiennes endurées par les populations timoraises. Il est peu d'endroits dans le monde où les droits de l'homme sont aussi systématiquement bafoués. » Il est tout de même réconfortant de constater que les « valeurs occidentales » ne restent pas lettres mortes pour tout le monde.

Le récit de l'invasion indonésienne au Timor-Oriental en 1975 est au moins connu des

Australiens, et je n'ai pas besoin de le refaire ici. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie savaient depuis le mois d'août 1975 que l'Indonésie s'y préparait et qu'elle avait déjà lancé quelques opérations militaires – troupes d'élites, forces spéciales, bombardements aériens et maritimes – pour préparer l'invasion terrestre du 7 décembre. On prit toutefois quelques heures de retard sur l'horaire prévu afin de ne pas embarrasser le président Ford et le conseiller Kissinger, alors en déplacement à Jakarta. Les trois pays autorisèrent bien l'invasion menée avec des armes américaines et le soutien diplomatique des États-Unis – ainsi qu'un ambassadeur en témoigna plus tard. De nouvelles livraisons d'armes permirent de parachever le massacre. Elles se poursuivirent durant les dernières années de la décennie, bien que le concours décisif des Occidentaux dans diverses opérations meurtrières de grande envergure fût continuellement nié. Le Timor-Oriental commença d'attirer l'attention internationale au début des années 1980, quand il devint trop difficile de ne pas remarquer la fâcheuse ressemblance qu'il entretenait avec le Cambodge de Pol Pot à la même période. Les plus éminents journalistes ont pourtant continué à considérer que la situation timoraise ne méritait pas qu'on en informe le public. À gauche, A. J. Langguth (*The Nation*) déniait tout intérêt à cette question sous prétexte que « si l'opinion publique internationale venait à se pencher sur le cas du Timor-Oriental, cela pourrait porter préjudice aux Cambodgiens [...], victimes plus intéressantes », dont le sort tragique pouvait être mis sur le compte de la barbarie naturelle de notre ennemi officiel. Dans le *Washington Journalism Review*, Stanley Karnow ridiculisait un reportage sur le Timor-Oriental, qu'il n'avait pas pu se contraindre à lire tant il « ne [se sentait] pas concerné ». De son côté, le très respectable éditorialiste de télévision Richard Valeriani considérait ce même reportage comme une perte d'espace et de temps. « Je me fiche du Timor ! » déclarait-il. Apparemment, il ne s'agissait pas là d'une histoire dont on pût tirer une morale réconfortante. Il ajoutait avec soulagement que « 99,99 % de la population américaine se [fichait] du Timor et de l'interminable reportage qui lui était consacré dans le *New York Times* ». Reportage qui aurait pourtant pu en informer plus d'un. Le correspondant du *Time* aux Nations unies, Bernard Nossiter, refusa même de se rendre à une conférence de presse sur le Timor, en octobre 1979, sous prétexte qu'il trouvait la question « plutôt ésotérique ». Il décida donc de ne pas commenter une conférence au cours de laquelle des réfugiés timorais étaient venus témoigner des atrocités commises par nos amis indonésiens. Le *Wall Street Journal* consacra, pour sa part, un éditorial à l'« intéressante campagne » en faveur du Timor-Oriental, notant au passage que plusieurs centaines de milliers de gens « seraient morts » et que, « aux dires de certains activistes, cela [rappellerait] étrangement la situation cambodgienne ». Au Timor, « les crimes seraient commis avec des armes américaines », poursuit le journaliste dubitatif. « Cette accusation nous en apprend moins sur le Timor que sur certains courants de pensée américains », qui ne comprennent pas que l'Amérique est totalement impuissante puisque « la violence qui surgit là est le signe évident d'une certaine désintégration de l'ordre mondial ; désintégration que les accusations contre le pouvoir américain ne peuvent que hâter ». Même la *Pravda*, pourtant experte, n'a jamais dû atteindre de tels sommets journalistiques.

Le parallèle avec la situation cambodgienne cessa lorsque, quelque temps après, le département d'État expliqua qu'il s'agissait de deux choses parfaitement distinctes. Les États-Unis tenaient le gouvernement khmer-rouge en exil pour le légitime « héritier du régime de Pol Pot ; indiscutablement plus représentatif du peuple cambodgien que le Fretilin ne l'est des Timorais ». Bien qu'elle ait été peu commentée, cette position officielle est assez

éclairante. Ce problème revint sur le devant de la scène lorsque l'Irak envahit le Koweït. À nouveau, il fallut faire de sérieux efforts pour ne pas établir un parallèle. Mais les différences fondamentales furent magistralement expliquées par d'éminents universitaires. Je vous épargnerai les détails de cette démonstration, qui démontre seulement que les choses ont peu changé, si ce n'est la qualité déclinante de l'art rhétorique, depuis l'époque où Pascal constatait, avec une ironie merveilleuse, le talent avec lequel les « casuistes accordent les contrariétés qui se rencontrent entre leurs opinions et les décisions des papes, des conciles et de l'Écriture ». Grâce en soit rendue à l'art de l'« interprétation ».

L'opinion publique internationale se pencha à nouveau sur le Timor-Oriental lors du massacre de Dili – cette erreur technique dont j'ai déjà parlé –, mais assez brièvement et sans aucun effet sur des problèmes aussi importants que le pillage des ressources pétrolières du Timor-Oriental. Je conclurai donc en allant rapidement à l'essentiel. Ce film d'horreur que vivent les Timorais peut cesser demain si les Occidentaux font preuve de l'honnêteté et du courage montrés par les Indonésiens eux-mêmes. Nombreux sont ces derniers qui manifestent activement leur désaccord avec les agissements de leur gouvernement, et cela dans des conditions bien plus dangereuses qu'on ne peut l'imaginer ici. Je ne parle même pas de l'extraordinaire courage des Timorais, qui doit nous faire honte à tous, et en particulier à vous, Australiens, qui avez une dette de sang ineffaçable envers eux depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous sommes, me semble-t-il, arrivés à un moment clé de cette histoire. En mettant toute l'énergie et tout l'engagement dont nous sommes capables à infléchir les politiques occidentales, il y a de bonnes raisons de croire que le gouvernement indonésien comprenne qu'il lui faut absolument se sortir du borbier timorais. De bonnes raisons, aussi, d'espérer que l'une des plus abominables exactions de ce siècle cesse un jour. De bonnes raisons, enfin, d'espérer que le peuple timorais puisse jouir librement, avant que ne passe un millier d'années, de son droit à l'autodétermination.

Démocratie & marché dans le nouvel ordre mondial

Il existe une description convenue de l'ère nouvelle dans laquelle nous entrons et de ce qu'elle promet. Elle a été clairement formulée par Anthony Lake, conseiller à la Sécurité nationale, alors qu'il présentait la doctrine de Clinton en septembre 1993 : « Tout au long de la guerre froide, les démocraties de marché étaient globalement menacées, et nous avons contenu cette menace^[3]. Désormais, nous devons *étendre* le champ de ces démocraties. Le nouveau monde qui s'offre à nous présente d'immenses opportunités pour consolider la victoire de la démocratie et des marchés ouverts ».

Pour Lake, la question de notre rôle historique va bien au-delà de la guerre froide. « La vérité immuable qui s'en dégage, dit-il, est que la défense de la liberté et de la justice contre le fascisme et le communisme n'a été qu'un moment de notre histoire, tout entière consacrée à la construction d'une société tolérante, où les chefs et les gouvernements existent non pour user et abuser du peuple, mais pour lui assurer libertés et opportunités. » Voilà le « visage que les États-Unis ont toujours montré à travers leurs actions de par le monde, et l'idéal que nous défendons aujourd'hui encore. C'est la vérité immuable de ce monde nouveau dans lequel nous pouvons poursuivre plus efficacement notre mission historique, défendant, contre les ennemis qui subsistent, cette société tolérante à laquelle nous sommes toujours dévoués et où, après avoir "contenu", nous "étendons" ». Heureusement pour le monde, ce qui fait l'exception historique de notre superpouvoir, c'est que « nous ne cherchons pas à étendre la portée de nos institutions par la force, la subversion ou la répression, mais que nous nous en tenons à la persuasion, à la compassion et aux moyens pacifiques^[4] ».

Naturellement, les commentateurs furent impressionnés par une vision si éclairée de la « politique étrangère ». Le point de vue qui y est adopté domine dans le discours public comme dans le discours savant, de sorte qu'il est inutile de critiquer la déclaration de Lake. Son thème de base a été exprimé de façon plus sommaire par Samuel Huntington, professeur de science politique à Eaton et directeur de l'institut OLIN d'études stratégiques à Harvard, dans le journal savant *International Security*. Les États-Unis, explique-t-il, doivent maintenir leur « primauté internationale » dans l'intérêt du monde, parce que c'est la seule nation dont « l'identité nationale soit définie par un ensemble de valeurs politiques et économiques universelles », à savoir : « liberté, démocratie, égalité, propriété privée et marchés [...]. La promotion de la démocratie, des droits de l'homme et des marchés est au centre de la politique américaine [*sic*], bien plus que dans n'importe quel autre pays ».

Puisqu'il s'agit d'une définition professée par la science politique, nous pouvons nous épargner l'ennuyeuse recherche d'une confirmation empirique. Sage décision. Une enquête montrerait rapidement que la description convenue présentée par Lake se révèle douteuse, voire fautive, dans tous les cas décisifs sauf un : il a raison de nous presser de regarder l'histoire pour découvrir les « vérités immuables » qui s'en dégagent et de prendre au sérieux le fait que, dans un avenir probable, elles demeureront pour l'essentiel inchangées. Une revue honnête de la question suggère que « ce nouveau monde qui s'offre à nous » pourrait bien être marqué par la transition entre « contenir » et « étendre », mais pas tout à fait dans le sens où Lake et le chœur de ses zéloteurs entendent nous le faire comprendre. En adoptant, à propos de la guerre froide, une rhétorique légèrement différente, nous voyons s'opérer une évolution entre « contenir la menace » et « mener campagne contre les acquis arrachés par

tout un siècle d'amers combats ».

Nous n'avons pas de place ici pour un examen complet du « visage qu'a toujours montré » le pouvoir américain, mais il peut être utile de se pencher sur quelques cas typiques, instructifs quant à leurs issues probables.

Tout d'abord, un truisme méthodologique. Si nous voulons connaître les valeurs et les buts des chefs soviétiques, il nous faut regarder ce qu'ils ont fait dans la zone d'influence de leur pouvoir. La même démarche doit être également adoptée par tout individu rationnel qui cherche à s'informer sur les valeurs et les buts du pouvoir américain et sur le monde que celui-ci entend construire. Les contours de ce monde ont été parfaitement délimités par l'ambassadeur américain Madeleine Albright, au moment même où Lake se félicitait de notre engagement historique en faveur des principes pacifistes. Au Conseil de sécurité, qui hésitait à adopter une résolution sur l'Irak dictée par les États-Unis, Madeleine Albright apporta l'information suivante : les États-Unis continueront à agir « multilatéralement quand ils le peuvent, et unilatéralement comme ils le doivent ». Autrement dit, jouez vos jeux comme vous l'entendez, mais, dans la réalité, « ce que nous affirmons prévaut » ; doctrine fondamentale, exprimée franchement par le président Bush, alors que bombes et missiles pleuvaient sur l'Irak. Les États-Unis s'autorisent à agir unilatéralement, professait l'ambassadeur Albright devant le Conseil indécis, parce que « nous considérons [le Moyen-Orient] comme vital pour les intérêts nationaux américains ». Point n'est besoin de l'aval d'une quelconque autre autorité.

Quoique l'Irak soit un bon exemple pour illustrer les « vérités immuables qui se dégagent de notre histoire », la région des Caraïbes – dans laquelle les États-Unis ont été le plus libre d'agir à leur guise – est encore plus riche d'enseignements, tant les buts du pouvoir politique et la vision des « intérêts nationaux » qu'il sert s'y expriment avec la plus grande clarté.

Cette région, qui fut la source d'une part non négligeable des richesses de l'Europe, est l'un des pires théâtres d'horreurs du monde. Elle fut le lieu de terribles atrocités, dans les années 1980, quand les États-Unis et leurs clients laissèrent ces contrées dévastées (probablement sans espoir de rétablissement), jonchées de milliers de cadavres torturés et mutilés. Les campagnes terroristes, sponsorisées et organisées par Washington, ont été dirigées dans une large mesure contre l'Église, qui avait osé adopter « l'option de la préférence pour les pauvres » et devait donc recevoir la leçon habituellement réservée à la désobéissance criminelle. Il n'est pas surprenant, dès lors, que la décennie de l'horreur se soit ouverte par l'assassinat d'un archevêque pour se terminer par le meurtre de six intellectuels jésuites – l'un et l'autre commis par des forces armées et entraînées par Washington. Les années précédentes, ces forces se sont déchaînées dans toute la région, atteignant un record si horrible d'agression et de terreur qu'il fut condamné par la Cour de justice internationale – condamnation rejetée avec dédain par Washington et par les intellectuels de notre pays en général. La même appréciation fut réservée au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations unies, dont les appels au respect du droit international n'étaient que rarement diffusés. Traitement raisonnable, après tout. Pourquoi, en effet, prêter attention à des gens qui avancent l'idée ridicule que les lois internationales ou les droits de l'homme devraient concerner un pouvoir qui a toujours rejeté « force, subversion et répression », adhérant au principe selon lequel « les chefs et les gouvernements existent non pas pour user et abuser du peuple, mais pour lui assurer libertés et opportunités » ? Une « vérité immuable » avait

été fort bien énoncée, deux siècles auparavant, par un homme d'État distingué : « Les grandes âmes se soucient peu des petites morales. »

Un regard vers les Caraïbes nous en apprend beaucoup sur nous-mêmes. Mais ces leçons sont mauvaises, et par là même exclues du discours bienséant. Une autre mauvaise leçon, vouée par conséquent au même sort, est que la guerre froide n'a pas grand-chose à voir avec ces faits, si ce n'est qu'elle leur sert de prétexte. Les politiques étaient les mêmes avant la révolution bolchevique et ont continué, sans changement, après 1989. Aucune « menace soviétique » ne planait quand Woodrow Wilson a envahi Haïti (et la République dominicaine), démantelant son système parlementaire parce qu'il refusait d'adopter une Constitution « progressiste » qui aurait autorisé les Américains du Nord à prendre possession des terres haïtiennes. Des milliers de paysans furent tués, l'esclavage pratiquement restauré et une armée terroriste prit en main le pays, devenu plantation américaine, puis, plus tard, plate-forme d'exportation de matériel de montage. Aujourd'hui, le pays étant « en cours de restauration grâce à l'aide des États-Unis », Lake n'hésite pas à présenter Haïti comme « le meilleur exemple de notre pureté morale ». Ailleurs également, cette politique perdure sans grand changement, malgré la chute du mur de Berlin. Au cours des quelques semaines qui suivirent cet événement, Bush envahissait Panama pour remettre au pouvoir une clique de banquiers européens et de narcotrafiquants, avec les conséquences que l'on peut prévoir pour un pays qui demeure sous occupation militaire, et ce, de l'avis même du gouvernement fantoche porté au pouvoir par les forces américaines.

Il y a beaucoup à dire sur de tels sujets. Mais tournons-nous vers un cas plus révélateur encore, qui illustre lui aussi le peu de rapport entre la guerre froide et l'attitude traditionnelle des États-Unis envers la démocratie et les droits de l'homme. Je reviendrai plus tard sur la question des marchés libres.

L'exemple que je propose d'examiner est celui du Brésil, qualifié au début du siècle de « colosse du Sud » ; un pays doté de ressources et d'avantages énormes, qui devrait être l'un des plus riches du monde. « Aucun pays au monde ne mérite plus d'être exploité que le Brésil », observait le *Wall Street Journal*, il y a soixante-dix ans. À ce moment-là, les États-Unis entreprenaient d'évincer leurs principaux ennemis, la France et la Grande-Bretagne, qui ont pourtant traîné dans cette région jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, alors que les États-Unis pouvaient les en chasser et s'appropriier le Brésil comme « terrain d'essai pour les méthodes scientifiques de développement industriel », selon les termes d'une monographie scientifique, hautement considérée, sur les relations entre les États-Unis et le Brésil, signée du diplomate Gérard Haines, également historien senior à la CIA. Ce terrain d'essai était une composante d'un projet global, où les États-Unis « prenaient en charge, en dehors de leur intérêt propre, la responsabilité de faire prospérer le système capitaliste mondial » (Haines). Depuis 1945, le « terrain d'essai » a été favorisé par un tutorat très serré de la part des États-Unis. « Et nous pouvons être fiers de ce que nous avons réalisé », écrivait Haines en 1989, ajoutant : « La politique américaine au Brésil a été une immense réussite », déterminant « une croissance économique impressionnante, solidement ancrée dans le capitalisme » – un témoignage de nos buts et de nos valeurs.

Le succès est réel. Les investissements et les profits des États-Unis ont connu une hausse rapide et la petite élite locale s'est merveilleusement comportée ; ce fut un « miracle économique » au sens technique du terme. Jusqu'en 1989, le développement du Brésil

dépassait de loin celui du Chili – l'actuel bon élève que l'on couvre d'éloges, le Brésil ayant subi depuis un effondrement qui l'a fait passer du statut de « triomphe de la démocratie de marché » à celui d'illustration de « l'échec de l'étatisme, sinon du marxisme ».

Cependant, au plus fort du miracle économique, une accablante majorité de la population se classait parmi les plus misérables du monde, au point qu'elle aurait regardé l'Europe de l'Est comme un paradis – encore un fait dont on risque de tirer de mauvaises leçons et qu'il faut, par conséquent, occulter.

L'histoire de la réussite des investisseurs et d'une petite fraction de la population reflète les valeurs des tuteurs et des décideurs. Leur but, ainsi que Haines l'expose, était « d'éliminer toute compétition étrangère » en Amérique latine, de façon à « y maintenir un important marché pour les surplus américains et les investissements privés, à y exploiter les vastes réserves de matières brutes et à en chasser le communisme international ». Cette dernière phrase est un simple rituel ; ainsi que le note Haines, les services de renseignements américains n'ont rien trouvé qui puisse indiquer que le « communisme international » cherchait à « s'infiltrer », ni même que cela puisse être envisagé comme une possibilité.

Mais, bien que le « communisme international » ne fût pas un problème, le « communisme », incontestablement, en était un, si l'on comprend ce terme dans le sens technique qu'il revêt dans la culture de l'élite. Ce sens a été explicité avec brio par John Foster Dulles, qui, lors d'une conversation privée avec le président Eisenhower, remarquait tristement que, à travers le monde, les communistes locaux jouissaient d'avantages injustes. Ils sont capables, se plaignait-il, « de faire directement appel aux masses ». Cet appel, ajoutait Dulles, « nous n'avons aucune qualité pour l'imiter ». Et il en donna les raisons : « C'est aux pauvres qu'ils font appel, et ils ont toujours voulu piller les riches. » Il est effectivement difficile pour nous de « faire appel directement aux masses » sur la base du principe selon lequel les riches doivent piller les pauvres – un problème de relations publiques qui reste sans solution.

En ce sens-là, les communistes abondent, et nous devons protéger la « société libérale » contre leurs abus et leurs crimes en assassinant des prêtres, en torturant des syndicalistes, en massacrant des paysans et en poursuivant par d'autres moyens notre vocation gandhienne.

La plainte de Dulles se retrouve dans des documents internes. Ainsi, en juillet 1945, pendant que Washington « prenait en charge, en dehors de son intérêt propre, la responsabilité de faire prospérer le système capitaliste mondial », une étude capitale, menée par le département d'État et celui de la Défense, mettait en garde contre « la marée montante, dans le monde entier, du petit peuple qui aspire à des horizons plus larges et plus élevés ». La guerre froide n'est pas sans rapport avec cette inquiétante perspective. L'étude annonçait que, bien que la Russie n'ait donné aucun signe d'engagement criminel, on ne pouvait être sûr qu'elle « n'avait pas flirté avec l'idée d'apporter son soutien au petit peuple ». En fait, le Kremlin se fichait parfaitement des aspirations du petit peuple, qu'il n'hésitait pas à bafouer. Mais on ne pouvait être sûr de rien, et l'existence même d'une force « hors de tout contrôle » offrait un dangereux terrain au non-alignement et à l'indépendance – une partie du sens véritable de la guerre froide.

À coup sûr, l'URSS était coupable d'autres crimes. Washington et ses alliés s'inquiétaient sérieusement de voir leurs vassaux impressionnés par le développement soviétique (et

chinois), surtout en comparaison des « scénarios de réussite » façon Brésil ; les intellectuels occidentaux, bien disciplinés, n'étaient peut-être pas capables de le voir, mais les paysans du tiers-monde le pouvaient. L'assistance économique du bloc soviétique, à la lumière des pratiques occidentales, était aussi considérée comme une sérieuse menace. Prenez l'Inde. Sous le joug britannique, elle semblait dans le déclin et la misère ; elle commença à connaître un certain développement après le départ des Britanniques. Dans l'industrie pharmaceutique, les multinationales (à majorité britannique) faisaient d'énormes profits en s'appuyant sur un monopole de marché. Avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Unicef, l'Inde commença à échapper à cette mainmise, mais ce fut finalement grâce à la technologie soviétique que la production pharmaceutique put entrer dans le secteur public. Ceci entraîna une baisse radicale du prix des médicaments ; pour certains antibiotiques, la baisse atteignit 70 %, obligeant les multinationales à casser leurs prix. Une fois encore, la malveillance soviétique portait un coup bas à la démocratie de marché, permettant à des millions d'Indiens de réchapper de leurs maladies. Heureusement, avec le départ des criminels et le triomphe du capitalisme, les multinationales purent reprendre le contrôle des affaires, aidées en cela par le caractère fortement protectionniste des accords du GATT. De sorte que nous pouvons sans doute nous attendre à une forte progression de la mortalité chez les plus démunis, accompagnée d'un accroissement des profits pour la « minorité de nantis » – dans l'« intérêt final » desquels les démocraties doivent œuvrer^[5].

D'après la thèse officiellement répandue, l'Ouest aurait été épouvanté par le stalinisme à cause de ses effroyables atrocités. Ce prétexte ne peut pas être pris au sérieux un instant, pas plus que les déclarations correspondantes à propos des horreurs fascistes. Les moralistes occidentaux n'ont pas éprouvé beaucoup de difficultés à s'accorder avec ceux qui assassinaient et torturaient massivement, de Mussolini et Hitler jusqu'à Suharto et Saddam Hussein. Les crimes terrifiants de Staline importaient peu. Le président Truman aimait et admirait le tyran brutal, le considérant comme « honnête » et « malin comme le diable ». Il pensait que sa mort aurait été une « véritable catastrophe ». On pouvait « traiter avec lui », disait-il, du moment que les États-Unis pouvaient agir à leur guise 85 % de leur temps ; ce qui se passait à l'intérieur de l'URSS n'étant pas notre affaire. Les autres dirigeants approuvaient. Aux réunions des trois grands, Winston Churchill loua Staline, ce « grand homme dont la renommée s'est étendue non seulement dans la Russie tout entière, mais encore dans le monde ». Il parla chaleureusement de sa relation « d'amitié et d'intimité » avec cet être estimable. « Mon espoir, dit-il, est dans l'illustre président des États-Unis et dans le maréchal Staline, en qui nous trouverons les champions de la paix ; eux qui, après avoir frappé l'ennemi, nous entraîneront à poursuivre la lutte contre la pauvreté, la confusion, le chaos et l'oppression ». En février 1945, après Yalta, il déclara, dans son cabinet privé, que « le chef Staline était un homme très puissant, en qui il avait toute confiance », et qu'il était important qu'il restât en place. Churchill était particulièrement impressionné par le soutien de Staline à la Grande-Bretagne qui, en Grèce, assassinait la résistance antifasciste dirigée par les communistes. Cet épisode fut l'un des plus brutaux de la campagne mondiale menée par les libérateurs pour restaurer les structures de base et les rapports de pouvoir des ennemis fascistes, dispersant et détruisant une résistance radicalement corrompue par le communisme et incapable de comprendre les droits et les besoins de « la minorité de nantis ».

Pour en revenir au Brésil, l'expérience menée par les États-Unis au début des années 1960 dut se heurter à un problème familier : la démocratie parlementaire. Pour lever l'obstacle, l'administration Kennedy prépara le terrain à un coup d'État militaire, qui allait instituer le règne des tortionnaires et des assassins acquis aux « vérités immuables ». Le Brésil est un pays capital, et le coup eut un « effet dominos » significatif. Le fléau de la répression se répandit dans la majeure partie du continent, aidé en cela par les États-Unis. Le but de cette manœuvre a été décrit avec précision par Lars Schoultz, universitaire américain spécialiste des droits de l'homme et de la politique étrangère en Amérique latine : « [Il s'agissait de] détruire définitivement ce qui était perçu comme une menace contre la structure socio-économique en place, en excluant la majorité numérique de toute participation politique. » Là non plus, la guerre froide n'était pour rien. L'URSS était plus qu'heureuse de collaborer avec les tueurs les plus dépravés ; encore que, pour des raisons purement cyniques, elle ait quelquefois apporté son aide à ceux qui tentaient de se défendre contre le bras armé de l'Occident, faisant office de force de dissuasion contre le plein exercice de la violence américaine – un des rares cas authentiques d'exercice concret de la dissuasion, qui, pour une raison mystérieuse, perd de son importance dans nombre d'études sérieuses sur la théorie de la dissuasion.

Selon la doctrine officielle, en détruisant le régime parlementaire sur le sol de notre « terrain d'essai » et en y installant un État sécuritaire gouverné par des généraux néonazis, les administrations Kennedy et Johnson, à la pointe du libéralisme américain, « contenaient la menace contre les démocraties de marché ». C'est ainsi que l'affaire fut présentée à l'époque, sans le moindre scrupule. Le coup d'État militaire a été « une grande victoire pour le monde libre », expliquait Lincoln Gordon, ambassadeur de Kennedy devenu par la suite président d'une grande université américaine. « Ce coup d'État a été entrepris pour préserver et non pour détruire la démocratie brésilienne. » Ce fut « la victoire la plus décisive de la seconde moitié du XXE siècle en faveur de la liberté » – une victoire qui devait « créer un bien meilleur climat pour les investissements privés ».

Cette conception de la démocratie est largement admise. La population, « qui ne connaît rien à rien et veut se mêler de tout », peut y « être spectatrice », mais elle ne doit pas « participer à l'action », ainsi que le soutient Walter Lippmann dans ses essais progressistes sur la démocratie. À l'autre extrémité du spectre, les dirigistes réactionnaires, de l'espèce reaganienne, lui refusent même le rôle de spectateur : de là leur amour sans précédent pour la censure et les opérations clandestines. La « grande bête » – ainsi qu'Alexander Hamilton nommait l'opinion publique – doit être « domestiquée » ou « mise en cage » si le gouvernement veut protéger « les intérêts immuables du pays ».

Les mêmes « vérités immuables » s'appliquent à nos vassaux, avec moins de ménagement toutefois puisque les obstacles démocratiques sont bien moindres. Les pratiques qui en résultent sont alors mises en œuvre avec une brutale clarté.

La traditionnelle opposition des États-Unis à la démocratie est, quelquefois, reconnue très explicitement. Prenez la décennie 1980, quand les États-Unis étaient engagés dans une « croisade pour la démocratie en Amérique Latine ». Certaines des meilleures études sur ce sujet – un livre et plusieurs articles – sont dues à Thomas Carothers, qui allie le point de vue d'un historien à celui d'un acteur politique, puisqu'il était impliqué dans les programmes qui furent conçus par l'administration Reagan sous couvert de cette fameuse « croisade » – un

terme pour une fois bien choisi. « Ces programmes étaient sincères, écrit-il, mais ce fut une série d'échecs » – des échecs étrangement systématiques. Là où l'influence américaine était la plus faible, les progrès étaient les plus importants : dans le cône Sud de l'Amérique latine, il y eut de réels progrès, auxquels s'opposèrent les reaganiens, qui finirent par s'en attribuer le mérite lorsqu'il devint impossible d'endiguer la vague. Là où l'influence américaine était la plus forte – en Amérique centrale –, les progrès furent les plus faibles. C'est là, écrit Carothers, que « Washington recherchait invariablement des types de changements démocratiques limités, fonctionnant du haut vers le bas et n'étant pas susceptible de bouleverser les pouvoirs traditionnels avec lesquels nous avons fait alliance depuis longtemps ». Les États-Unis cherchaient à maintenir « l'ordre établi dans à peu près toutes les sociétés non démocratiques » et à éviter « les changements d'inspiration populiste, susceptibles de renverser l'ordre politique et économique régnant » et d'ouvrir « une voie à gauche ».

En Haïti, le président élu eut la possibilité de revenir dans son pays, mais pas avant qu'une dose suffisante de terreur n'ait été administrée aux organisations populaires et qu'il ait lui-même accepté un programme économique, dicté par les États-Unis, stipulant que « l'État rénové doit se caler sur une stratégie économique fondée sur l'énergie et sur les initiatives de la société civile, en particulier du secteur privé, national et étranger ». Les investisseurs américains forment le cœur de la société civile haïtienne, qui comprend également les très riches commanditaires du coup d'État et dont sont exclus tant les paysans haïtiens que les habitants des bas quartiers. Ceux-ci ont scandalisé Washington en créant une société civile si vive et si animée qu'elle fut capable d'élire un président et d'entrer dans l'arène publique. Cette déviance par rapport aux normes de tolérance a été contenue de la manière habituelle, avec la complicité des États-Unis ; par exemple, par la décision des administrations Bush et Clinton de permettre à Texaco, au mépris total de l'embargo, d'expédier du pétrole par bateau aux responsables du coup d'État – fait crucial, révélé par Associated Press la veille du débarquement des troupes américaines, mais qui, à ce jour, n'a toujours pas franchi la porte des médias nationaux. L'« État rénové » est maintenant remis sur la voie, et il suit la politique rétablie par celui qui fut le candidat de Washington aux élections « hors contrôle » de 1990, où il avait obtenu 14 % des voix.

Les mêmes « vérités immuables » sont valables pour un pays comme la Colombie, qui rassemble les pires ennemis des droits de l'homme de l'hémisphère Sud et qui – cela ne surprendra aucun familier de l'histoire – reçoit à lui seul la moitié de l'aide militaire totale des États-Unis dans cette partie du monde. La Colombie est saluée chez nous comme une éminente démocratie, alors que le Groupe des droits de l'homme, à forte composante jésuite, qui essaie de fonctionner là-bas malgré la terreur, la décrit comme une « démocra-tature » – terme forgé par Eduardo Galeano pour souligner l'amalgame de formes démocratiques et dictatoriales que génère le pouvoir lorsque la démocratie menace de « passer hors de tout contrôle ».

Dans la majeure partie du monde, la démocratie, les marchés et les droits de l'homme font l'objet de sérieuses attaques, y compris dans les démocraties industrielles dominantes – la plus puissante d'entre elles, les États-Unis, dirigeant l'attaque. Contrairement à bien des illusions, les États-Unis n'ont, en réalité, jamais soutenu les marchés libres, et ce depuis leur naissance jusqu'aux années Reagan, où furent mis en place de nouveaux standards de

protectionnisme et d'interventionnisme.

L'historien économiste Paul Bairoch signale que « l'école de pensée protectionniste moderne est véritablement née aux États-Unis, [...] contrée mère et bastion du protectionnisme moderne ». Les États-Unis n'étaient d'ailleurs pas les seuls en lice. La Grande-Bretagne avait suivi, bien auparavant, le même chemin ; se tournant vers le libre-échange seulement après que cent cinquante ans de protectionnisme lui eurent apporté d'énormes avantages et un « terrain de jeux nivelé » sur lequel elle pouvait miser sans trop encourir de risques. Il n'est pas facile de trouver une exception à cette règle. Les écarts entre pays riches et pays pauvres étaient bien moindres au XVIII^e siècle qu'aujourd'hui. L'une des raisons de l'énorme différence survenue depuis est que les dirigeants du monde n'acceptent pas la discipline de marché qu'ils enfoncent au fond de la gorge de leurs vassaux. Le « mythe » le plus extraordinaire de la science économique, conclut Bairoch après une analyse des données historiques, est que le marché libre a ouvert la voie au développement. Il est difficile, écrit-il, « de trouver un autre cas où les faits contredisent à ce point une théorie dominante ». C'est parce qu'on se limite conventionnellement à une petite catégorie d'effets de marché que l'on minimise considérablement l'importance de l'intervention de l'État en faveur des riches[6].

Pour ne citer qu'un aspect de cet interventionnisme, communément omis dans les analyses à courte vue de l'histoire économique, rappelons que la première révolution industrielle reposait sur le coton à bon marché, de même que l'« âge d'or » d'après 1945 dépendait du pétrole à bon marché. Si le coton n'était pas cher, ce n'était pas un effet des mécanismes de marché, mais plutôt en raison de l'esclavage et de l'élimination de la population locale d'origine – interférences sérieuses avec le fonctionnement du marché. L'analyse des données historiques révèle pourtant une cohérence frappante. La Grande-Bretagne a utilisé la force pour empêcher le développement industriel de l'Inde et de l'Égypte, supprimant, en conscience, toute possibilité de compétition. Après la révolution américaine, les premières colonies se détachèrent de la fédération, pour suivre leur propre voie en s'appuyant sur un large protectionnisme et en subventionnant leur propre révolution industrielle. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le système militaro-industriel – y compris la NASA et le département de l'Énergie – a été utilisé comme un mécanisme de pompage permettant d'arroser de subventions publiques les secteurs industriels avancés ; c'est une des raisons pour lesquelles ce mécanisme persiste sans grands changements malgré la disparition de la menace communiste. Le budget actuel du Pentagone est plus élevé, en dollars constants, que sous Nixon, et presque équivalent à celui de la guerre froide. Il va vraisemblablement s'accroître encore, sous l'effet de la politique réactionnaire et étatiste, appelée à tort « conservatrice ». Comme toujours, celle-ci fonctionne en grande partie comme une forme de politique industrielle : une subvention, payée par les contribuables, au pouvoir et au capital privé.

C'est en grande partie à travers les dépenses militaires que l'administration Reagan augmenta la part de produit national brut de l'État fédéral, qui dépassa les 35 % en 1983, soit un accroissement de plus d'un tiers par rapport à la décennie précédente. La guerre des étoiles a été vendue au public comme un instrument de « défense » et à la communauté des affaires comme une subvention publique en faveur des hautes technologies. Si le libre marché avait pu réellement fonctionner, il n'y aurait pas d'acier américain, ni d'industrie

automobile aujourd'hui. Les reaganiens ont purement et simplement fermé le marché à la compétition japonaise. Le secrétaire des Finances du moment, James Baker, proclama fièrement, devant un public d'hommes d'affaires, que « Reagan [avait] plus subventionné l'aide à l'exportation pour l'industrie américaine que ses prédécesseurs ne l'avaient fait sur plus d'un demi-siècle ». Il était trop modeste : c'était en réalité plus que tous ses prédécesseurs réunis, puisque, sous Reagan, la part des importations dans la balance commerciale a reculé de 23 %. Le directeur de l'Institut d'économie internationale de Washington, Fred Bergsten, qui défend réellement le libre-échange, ajouta que l'administration Reagan se spécialisait dans un type d'« échange contrôlé » – les accords de restriction volontaire d'exportation (VERs) – qui « restreint les échanges et ferme les marchés » au maximum. C'est là, ajoutait-il, « une forme insidieuse de protectionnisme qui fait monter les prix, réduit la compétition et renforce le comportement de cartel ». Le rapport économique du Congrès de 1994 estime que les mesures protectionnistes reaganiennes ont réduit les importations américaines de produits manufacturés d'à peu près un cinquième.

Dans un contexte où, au fil des décennies, les sociétés industrielles devenaient plus protectionnistes, les reaganiens ont souvent été à l'avant-garde. Les effets sur le Sud ont été dévastateurs. Depuis 1960, les mesures protectionnistes des riches ont été le principal facteur du doublement du fossé, déjà énorme, avec les pays les plus pauvres. En 1992, le rapport des Nations unies sur le développement estimait que de telles mesures avaient privé le Sud de 500 milliards de dollars par an, soit à peu près douze fois le montant total de l'« aide » – laquelle, sous différents déguisements, sert en grande partie à promouvoir l'exportation. Cette attitude est « vraiment criminelle », remarque Erskine Childers, distingué diplomate et écrivain irlandais. Citons, par exemple, le « silencieux génocide » condamné par l'Organisation mondiale de la santé : onze millions d'enfants meurent chaque année parce que les pays riches leur refusent quelques centimes d'aide – le plus avare de tous étant les États-Unis, dont la plus grande partie de l'« aide » va à l'un des pays les plus riches : le client israélien de Washington.

La crise sociale et économique générale est communément attribuée à d'inexorables tendances du marché. Les analystes sont alors divisés sur la contribution de différents facteurs, principalement le commerce international et l'automatisation. Il y a un élément de tromperie considérable dans tout cela. D'énormes subventions ainsi que l'intervention de l'État ont toujours été nécessaires, et le sont encore, pour que le commerce apparaisse comme efficient ; sans parler des coûts écologiques, ni des autres « externalités » consignées dans des notes de bas de page. Pour mentionner simplement une de ces légères distorsions du marché, relevons qu'une bonne part du budget du Pentagone a été consacrée à « assurer, à des prix raisonnables, un afflux de pétrole » en provenance du Moyen-Orient, ce qui eut pour effet, observe Phebe Marr, de l'Université de la Défense nationale, de « submerger les réserves des États-Unis » – une contribution à « l'efficacité du commerce » à laquelle on prête rarement attention.

Prenons le second facteur, l'automatisation. Dans une certaine mesure, il contribue à l'accroissement des richesses, mais cette mesure n'a pu être atteinte que par des décennies de protectionnisme à l'intérieur du secteur d'État – l'industrie militaire – ainsi que le montre David Noble, dans son important travail. En outre, comme il le note également, le choix de l'automatisation a été plus souvent guidé par un souci de domination et de contrôle que par

le profit ou l'efficacité (par exemple, déstabiliser les compétences des ouvriers et les subordonner à la gestion).

Il en va de même sur un plan plus général. Les dirigeants d'entreprise ont informé la presse des affaires que la délocalisation des emplois manufacturiers, même dans des pays où le coût du travail est bien plus élevé, s'inscrit dans une perspective de lutte des classes. « Nous sommes inquiets de n'avoir qu'un seul lieu de fabrication par produit, expliquait un dirigeant de chez Gillette, avant tout à cause de problèmes liés au travail. » Si les ouvriers de Boston se mettent en grève, soulignait-il, Gillette peut approvisionner à la fois ses marchés européens et ses marchés américains à partir de son usine de Berlin et, ce faisant, briser la grève. Il est donc tout simplement raisonnable que Gillette emploie, à l'extérieur, plus de trois fois plus d'ouvriers qu'aux États-Unis, cela indépendamment des coûts et de l'efficacité économique. De même, Caterpillar, qui essaie en ce moment de détruire les derniers vestiges du syndicalisme, poursuit, selon les propos rapportés par le correspondant d'affaires James Tyson, « une stratégie visant à intimider les ouvriers américains et à leur faire accepter leur état de soumission ». Cette stratégie comprend « la fabrication à moindre coût à l'étranger » et « s'appuie sur des importations provenant des usines du Brésil, du Japon et d'Europe ». Elle est facilitée par des profits qui montent en flèche (la politique sociale n'étant calculée que pour enrichir les nantis), par l'embauche de « temporaires » et de « personnels de remplacement permanents » (en violation des standards internationaux du travail), enfin par la complicité de l'État qui refuse de renforcer les lois du travail – position élevée au rang de dogme par les reaganiens, ainsi que *Business Week* le montre dans un épais dossier^[7].

La signification réelle du « conservatisme de marché libre » apparaît lorsqu'on regarde de plus près de quoi sont faits l'enthousiasme et la passion militante de ceux qui ne veulent plus « avoir le gouvernement sur le dos » et souhaitent qu'on donne libre cours aux lois du marché. Le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, en est peut-être le plus vivant exemple. C'est un élu du comté géorgien de Cobb, choisi par le *New York Times* pour illustrer, en couverture, la marée montante du « conservatisme » et du mépris pour l'« État-providence ». En guise de commentaire, on pouvait lire : « Le conservatisme fleurit dans les galeries marchandes pour privilégiés de cette riche banlieue d'Atlanta, soigneusement isolée de toute contamination urbaine, afin que ses habitants puissent jouir du fruit de leurs valeurs entrepreneuriales dans un monde idyllique à la Norman Rockwell^[8], avec des ordinateurs à fibre optique et des avions à réaction » (c'est ainsi que Gingrich décrivait très fièrement son district^[9]).

Il y a une petite note de bas de page, cependant. Le comté de Cobb reçoit plus de subventions fédérales qu'aucun autre comté de banlieue du pays, à deux intéressantes exceptions près : Arlington en Virginie (qui, en réalité, fait partie du gouvernement fédéral) et le siège de Floride du Kennedy Space Center (autre composante du système de subventions publiques au capital privé). Si l'on se place en dehors du système fédéral lui-même, le comté de Cobb est en tête des extorsions de fonds de contribuables. Dans ce comté, la plupart des emplois (très bien payés, comme il se doit) sont obtenus sur fonds publics (en récompense : des « ordinateurs à fibre optique et des avions à réaction » du monde à la Norman Rockwell). D'une manière générale, on peut remonter en grande partie à la même source en ce qui concerne les richesses de la région d'Atlanta. Pendant ce temps, les louanges aux miracles du marché baignent ce paradis « où fleurit le conservatisme ».

Le « contrat pour l'Amérique » de Gingrich est un exemple très clair de la double face du « libre marché » : protection de l'État et subventions publiques pour les riches, discipline de marché pour les pauvres. Ce contrat appelle à « des restrictions dans les dépenses sociales » en matière de remboursement des soins de santé pour les pauvres et les personnes âgées et de programme d'aide aux enfants. Il réclame aussi l'accroissement de la protection pour les riches, de façon classique, par le biais des allègements fiscaux et des subventions. Dans la première catégorie sont compris, entre autres, l'accroissement des exemptions de taxes pour les affaires et l'augmentation des parts de gains dans le capital. Dans la seconde catégorie, on trouve les subventions pour les usines et les équipements, et des règles plus favorables à l'amortissement rapide du capital investi. Tout cela a pour effet de disloquer le dispositif régulateur destiné à protéger le peuple et les générations futures, tout en « renforçant notre défense nationale » afin que nous puissions mieux « maintenir notre crédibilité à travers le monde » – de manière que toute personne ayant des idées bizarres, comme les prêtres ou les syndicalistes d'Amérique latine, comprenne que « ce que nous disons se réalise ».

L'expression « défense nationale » est une mauvaise plaisanterie qui devrait friser le ridicule chez les gens qui ont encore un peu de respect pour eux-mêmes. Les États-Unis n'ont à affronter aucune menace mais dépensent beaucoup en matière de « défense » (autant que tout le reste du monde). Les dépenses militaires, cependant, ne sont pas une plaisanterie. À part assurer une forme particulière de « stabilité » dans la gestion des « intérêts permanents » de notre pays, le Pentagone est utile pour pourvoir aux besoins de Gingrich et de ses riches électeurs, afin qu'ils puissent continuer de fulminer contre l'État-providence, qui déverse les fonds publics dans leurs poches.

Le « contrat pour l'Amérique » est remarquablement cynique. Ainsi les propositions visant à stimuler les affaires, à augmenter les parts de gains dans le capital et, plus généralement, toutes les mesures de protection pour les riches apparaissent sous le titre « Mesure d'augmentation des salaires et de création d'emplois ». Ce paragraphe inclut en effet une disposition visant des mesures « de création d'emplois et d'augmentation des salaires des ouvriers » avec ce commentaire : « Sans fondement. » Mais peu importe, dans le nouveau discours contemporain, le mot « emplois » est compris comme signifiant « profits » ; donc il s'agit bien de propositions de « création d'emplois ».

Cette configuration rhétorique ne souffre pratiquement aucune exception. Pendant que nous nous rencontrons, Clinton se prépare à aller au sommet économique Asie-Pacifique, à Jakarta, où il a peu à dire sur la conquête du Timor-Oriental, qui a atteint le stade du génocide grâce à une abondante aide militaire américaine, ni sur le fait que les salaires indonésiens sont la moitié des salaires chinois, tandis que les travailleurs qui essaient de former des syndicats sont tués ou jetés en prison. Mais il évoquera sans doute les idées sur lesquelles il a insisté au dernier sommet OPEP à Seattle, où il présentait sa « grande vision de l'avenir du marché libre », attirant les acclamations d'un public subjugué. Lors de ce sommet, il avait choisi de faire sa déclaration dans un hangar de l'entreprise Boeing, présentant cette grande réussite des valeurs entrepreneuriales comme le meilleur exemple de la vision du grand marché libre. Ce choix a une signification : Boeing est le plus grand exportateur du pays, l'aviation civile montre la voie dans les exportations de produits manufacturés, et l'industrie du tourisme, fondée sur l'aviation, comptabilise à peu près un tiers des excédents américains en matière de services.

Seuls quelques faits étaient oubliés par le chœur enthousiaste. Avant la Seconde Guerre mondiale, Boeing ne réalisait pratiquement aucun profit. Il s'est enrichi pendant la guerre grâce à un énorme accroissement des investissements, plus de 90 % venant du gouvernement fédéral. Les profits ont également fait un bond lorsque Boeing, faisant son devoir patriotique, a multiplié son réseau par cinq et même davantage. Sa « phénoménale histoire financière », dans les années suivantes, était également fondée sur les largesses du contribuable, ainsi que le montre Frank Kofsky dans son étude sur le système du Pentagone juste après la guerre, « permettant aux propriétaires des compagnies d'aviation de recueillir des profits fantastiques avec un minimum d'investissement de leur part ».

Après la guerre, le monde des affaires reconnut que « l'industrie aéronautique ne pouvait fonctionner de façon satisfaisante dans une véritable économie de « libre entreprise », compétitive et non subventionnée » et que « le gouvernement était son seul sauveur possible » (*Fortune, Business Week*). Le système du Pentagone fut revivifié par ce rôle de « sauveur », soutenant et développant l'industrie, et la plus grande partie de l'économie avec. La guerre froide fournit alors le prétexte qui manquait. Le premier secrétaire de l'Armée de l'air, Stuart Symington, exposa clairement les choses en janvier 1948 : « Il ne faut pas parler de « subventions » ; il faut parler de « sécurité » ». En tant que représentant de l'industrie à Washington, Symington demandait régulièrement le versement, au budget militaire, de fonds suffisants pour « répondre aux besoins de l'industrie aéronautique », la majeure partie allant à Boeing.

Ainsi l'histoire continue. Au début des années 1980, rapporte le *Wall Street Journal*, Boeing réalisait « la majorité de ses profits » sur les affaires militaires. Après un déclin entre 1989 et 1991, sa division espace et défense connut un « magnifique tournant ». L'une des raisons en fut l'augmentation des ventes de matériel militaire à l'étranger, les États-Unis devenant le premier vendeur d'armes, avec près des trois quarts du marché du tiers-monde, grâce à l'intervention massive du gouvernement et à l'octroi de subventions publiques permettant d'aplanir le chemin. En ce qui concerne les profits du marché civil, une estimation convenable de leurs montants ferait ressortir la part due aux technologies à usage mixte (civil et militaire) et aux autres contributions du secteur public (difficiles à quantifier avec précision, mais sans doute très substantielles).

L'idée que l'industrie ne pouvait survivre dans une économie de libre entreprise a été comprise bien au-delà de l'aéronautique. La question en vigueur, après la guerre, était de savoir quelle forme devaient prendre les subventions publiques. Les dirigeants du monde des affaires avaient compris que les dépenses sociales pouvaient stimuler l'économie, mais ils leur préféraient les dépenses militaires pour des raisons liées au pouvoir et aux privilèges et non à la « rationalité économique ». En 1948, la presse d'affaires considérait les « dépenses de la guerre froide » de Truman comme une « formule magique pour des temps de bonheur quasi éternels » (Steel). De telles subventions publiques pouvaient « maintenir une tendance générale à la hausse », commentait *Business Week*, si les Russes continuaient de coopérer en affichant une apparence suffisamment menaçante. En 1949, les rédacteurs notaient tristement que, « bien sûr, les « partisans de la paix » proposée par Staline avaient été écartés par Washington », mais qu'ils étaient inquiets que son « offensive de paix » puisse néanmoins interférer avec « l'allure toujours croissante des dépenses militaires ». Le *Magazine of Wall Street* voyait les dépenses militaires comme un moyen d'injecter « une

force nouvelle dans toute l'économie » ; quelques années plus tard, le même magazine trouvait « évident que les économies étrangères dépendent désormais, au même titre que la nôtre, de l'augmentation durable des dépenses militaires dans ce pays ».

Le système militaro-industriel possède de nombreux avantages par rapport aux autres formes d'intervention de l'État dans l'économie. Il fait supporter au contribuable une grande part des coûts, tout en garantissant un débouché aux excédents de production. De façon non moins significative, il n'a pas les effets secondaires indésirables liés aux dépenses sociales. De telles dépenses tendent à interférer avec les privilèges des dirigeants d'entreprise : une production socialement utile peut diminuer les gains privés tandis qu'une production de gaspillage, subventionnée par l'État (armes, hommes sur la lune, etc.), est un cadeau pour les propriétaires et les dirigeants d'entreprise à qui vont rapidement profiter les retombées commerciales. Les dépenses sociales peuvent, en outre, stimuler l'intérêt et la participation des citoyens aux affaires publiques, renforçant ainsi la menace démocratique. Pour ces raisons, expliquait *Business Week* en 1949, « il y a une énorme différence politique et économique entre l'amorçage militaire de la pompe et son amorçage par la protection sociale » – le premier étant bien préférable. Et cela demeure ainsi, notamment dans le comté de Cobb et dans les autres places fortes de la doctrine libérale et des valeurs entrepreneuriales.

Les principaux facteurs qui ont conduit à la crise économique actuelle sont assez bien connus. Il y a, en particulier, la globalisation de la production, qui a offert au monde des affaires la perspective tentante de remettre en cause les victoires acquises par les travailleurs en matière de droits sociaux. La presse d'affaires a franchement averti « les travailleurs dorlotés de l'Ouest » qu'ils devraient abandonner leur « luxueux train de vie » et les « rigidités du marché » telles que la sécurité de l'emploi, les pensions, la santé, la sécurité sur les lieux de travail et autres absurdités dépassées. Les économistes ont fait ressortir la difficulté d'estimer le flux des emplois. La menace suffit pour forcer les travailleurs à accepter une baisse des salaires, un alourdissement des horaires, la réduction de leurs indemnités et de leur sécurité, et d'autres « inflexibilités » du même genre. La fin de la guerre froide a placé de nouvelles armes entre les mains des maîtres, comme le rapporte la presse d'affaires avec une allégresse non contenue. General Motors et Volkswagen peuvent transférer leurs moyens de production vers le tiers-monde rétabli à l'Est, où ils peuvent recruter des ouvriers pour une part minime du coût des « travailleurs dorlotés de l'Ouest », tout en bénéficiant de protections de haut niveau et d'autres agréments que « les marchés libres » procurent aux riches.

Et pendant que le revenu moyen des familles continue de décroître, le magazine *Fortune* se réjouit des « éblouissants » profits réalisés par les cinq cents premières fortunes. La réalité de « l'ère maigre et misérable » est que le pays est inondé de capital, mais celui-ci reste entre de bonnes mains. Les inégalités sont revenues à leur niveau d'avant la Seconde Guerre mondiale – encore que l'Amérique latine atteigne le pire record du monde, grâce à notre généreuse tutelle.

Un second facteur de la catastrophe actuelle du capitalisme d'État, qui a laissé près d'un tiers de la population mondiale sans pratiquement aucun moyen de subsistance, est l'énorme explosion de capital financier dérégulé (près de mille milliards de dollars qui se déplacent chaque jour) qui a suivi le démantèlement des accords de Bretton Woods, il y a vingt ans. La

constitution du capital financier en a été radicalement changée. Avant que le système ne soit démantelé par Richard Nixon, environ 90 % du capital impliqué dans les échanges internationaux allait aux investissements et au commerce, et seulement 10 % à la spéculation. Depuis 1990, le schéma s'est inversé : un rapport de l'UNCTAD, daté de 1994, estime que 95 % sont maintenant utilisés pour la spéculation. En 1978, quand ces effets étaient déjà manifestes, le lauréat du prix Nobel, l'économiste James Tobin, suggéra, dans son discours d'investiture à la présidence de l'American Economic Association, que des taxes soient imposées pour ralentir le flot des spéculations qui allait conduire le monde à une économie de faible croissance, de bas salaires et de profits élevés. Actuellement, ce point est largement reconnu ; une étude dirigée par Paul Volcker, qui fut à la tête de la Réserve fédérale, attribue à peu près pour moitié à l'accroissement de la spéculation le ralentissement de la croissance observé depuis le début des années 1970.

D'une manière générale, le monde est conduit vers un modèle du tiers-monde, comprenant des secteurs de grande richesse, une grosse masse de misère et une vaste population d'inutiles, privée de tout droit parce qu'elle ne contribue en rien à la création de richesse, seule valeur humaine reconnue. Cette population excédentaire doit être maintenue dans l'ignorance mais également contrôlée. Ce problème est traité d'une manière très directe dans les territoires du tiers-monde qui ont longtemps vécu sous la tutelle de l'Ouest et qui reflètent d'autant plus clairement ses valeurs directrices : les dispositifs préférés comprennent la terreur à grande échelle, les escadrons de la mort, le « nettoyage social » et autres méthodes qui ont fait la preuve de leur efficacité. Chez nous, la méthode favorite est d'enfermer les populations superflues dans des ghettos urbains qui ressemblent de plus en plus à des camps de concentration. Ou bien, si cela échoue, dans des prisons qui sont le pendant, dans les sociétés riches, des escadrons de la mort que nous entraînons et soutenons sur notre propre sol. Sous les Reaganiens, fervents libéraux, le nombre des détenus a presque triplé, laissant nos principaux concurrents, l'Afrique du Sud et la Russie, loin derrière nous – encore que la Russie, ayant commencé à saisir les valeurs de ses tuteurs américains, s'apprête à nous rattraper.

La « guerre de la drogue », largement frauduleuse, a servi de dispositif principal pour emprisonner les populations indésirables. Les nouveaux projets de loi sur le crime, avec leurs procédures de jugement plus expéditives, devraient faciliter les opérations. Les importantes dépenses nouvellement consenties pour les prisons sont également bien accueillies – comme un nouveau stimulus keynésien pour l'économie. « Des affaires qui rapportent », écrit le *Wall Street Journal*, reconnaissant là une nouvelle façon d'exploiter le public, propre à l'ère « conservatrice ». Parmi les bénéficiaires de cette politique figurent l'industrie du bâtiment, les cabinets d'avocats d'affaires, les complexes de prisons privées, « les plus grands noms de la finance » (tels Goldman Sachs, Prudential et autres), qui « rivalisent entre eux pour garantir la construction des prisons en émettant des titres financiers aux revenus non imposables », enfin, plus que tout autre, « les entreprises de défense » (Westinghouse, etc.), qui « flairent un nouveau filon pour leurs affaires » dans les systèmes *high-tech* de surveillance et de contrôle d'un type que Big Brother aurait admiré^[10].

Il n'est pas surprenant de constater que le contrat de Gingrich « pour l'Amérique » appelle à étendre cette guerre contre les pauvres. La campagne vise en priorité les Noirs. L'étroite corrélation race-classe rend le procédé simplement plus aisé. Les hommes noirs sont

considérés comme une population criminelle, conclut le criminologiste William Chambliss d'après de nombreuses études, incluant une observation directe effectuée par des étudiants et par les services de la faculté dans le cadre d'un projet commun avec la police de Washington. Mais ce n'est pas tout à fait exact : les criminels sont censés avoir des droits constitutionnels ; or, comme le montrent cette étude et bien d'autres, ce n'est pas le cas des communautés visées, qui sont traitées comme une population sous occupation militaire.

Engendrer la peur et la haine est, bien sûr, une méthode classique de contrôle des populations, que celles-ci soient noires, juives, homosexuelles, championnes de l'aide sociale ou diabolisées d'une quelconque autre façon. C'est l'argument essentiel de ce que Chambliss appelle l'« industrie du contrôle de la délinquance ». Non pas que la délinquance ne représente pas une menace réelle pour la sécurité et la survie – elle en est une, et depuis longtemps. Mais les causes n'en sont pas visées, et elle est plutôt utilisée comme une méthode, parmi d'autres, de contrôle des populations.

Ces dernières semaines, des journaux importants ont porté leur attention sur de nouveaux ouvrages relatifs à la baisse générale du QI et de la réussite scolaire. Dans sa revue des livres, le *New York Times* a consacré à cette question un article de fond, d'une longueur inhabituelle, confié à son journaliste scientifique Malcom Browne. Celui-ci commence par déclarer que les gouvernements et les sociétés qui ignorent les problèmes soulevés par ces ouvrages « le font à leur propre péril ». L'étude de l'Unicef sur ces questions n'est pas mentionnée et je n'en ai pas vu de recension ailleurs non plus.

Quel est donc ce problème que nous ignorerions à notre propre péril ? Il apparaît comme assez limité : le QI serait peut-être en partie hérité et, plus inquiétant, lié à la race ; avec cet autre problème que les Noirs, se reproduisant comme des lapins, souilleraient le capital génétique de la nation. Peut-être les mères noires n'élèvent-elles pas leurs enfants comme il se doit parce qu'ils évoluent dans l'environnement chaleureux mais imprévisible de l'Afrique, suggère l'auteur d'un des livres passés en revue. Voilà de la science dure, qu'il serait coupable d'ignorer. Le fait, par exemple, que de telles questions soient soulevées dans la ville la plus riche du monde, où 40 % des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, sans espoir d'échapper à la misère et au dénuement, aurait-il quelque chose à voir avec le niveau des enfants et leur réussite ? Cette question-là, en revanche, nous pouvons aisément l'ignorer...

Je n'insulterai pas votre intelligence en discutant des mérites scientifiques de ces contributions, l'ayant fait ailleurs, comme beaucoup d'autres.

Ce sont là quelques-unes des formes les plus hideuses du contrôle des populations. Dans leur variante moins nocive, la foule doit être détournée vers des buts inoffensifs grâce à la gigantesque propagande orchestrée et animée par la communauté des affaires (américaine pour moitié), qui consacre un capital et une énergie énormes à convertir les gens en consommateurs atomisés – isolés les uns des autres, sans la moindre idée de ce que pourrait être une vie humaine décente – et en instruments dociles de production (quand ils ont assez de chance pour trouver du travail). Il est crucial que les sentiments humains normaux soient écrasés ; ils ne sont pas compatibles avec une idéologie au service des privilèges et du pouvoir, qui célèbre le profit individuel comme la valeur humaine suprême et refuse au peuple ses droits les plus élémentaires.

Les moyens & les fins

Les termes de « stratégie » et d'« idéal » seront introduits ici pour établir une distinction d'ordre plus pratique que théorique. Par « idéal », j'entends la représentation que nous nous faisons d'une société future. Une société dans laquelle un être humain digne de ce nom pourrait souhaiter vivre. Les « stratégies » s'élaborent alors autour des choix et des actes que nous sommes amenés à faire, d'une manière ou d'une autre, guidés par l'idéal qui est le nôtre – aussi flou et distant puisse-t-il être.

Pour susciter un minimum de ferveur, un idéal doit reposer sur une certaine conception de l'être humain, de ce qui est bon pour lui, de ses besoins et de ses droits, ainsi que des aspects de sa nature qui doivent être encouragés, développés et amenés à s'épanouir pour son propre bénéfice et celui de ses semblables. Cette conception de la nature humaine est toujours présente, même implicitement, que l'on décide de se satisfaire de la situation existante pour continuer à « cultiver son jardin » ou que l'on choisisse, au contraire, de travailler à en réformer, voire en révolutionner, certains aspects. Cela est vrai pour tous ceux qui se comportent comme des acteurs sociaux conscients et non comme de vulgaires monstres ; autrement dit, pour ceux qui s'inquiètent de leur marge de manœuvre et des conséquences possibles de leurs actes.

En ce domaine de l'expérience humaine, comme en bien d'autres, nos connaissances et notre discernement sont assez superficiels. Nous fondons généralement nos décisions sur l'intuition ou l'expérience vécue, l'espoir ou la crainte. Les stratégies suivies – qui imposent des choix délicats aux conséquences parfois lourdes – le sont sur la base de raisonnements imparfaits, guidés par des idéaux empreints de subjectivité et de partialité. Les plus exigeants d'entre nous tentent d'articuler aussi logiquement que possible leurs idéaux les plus chers, en les soumettant à l'éclairage critique de la raison et de l'expérience. Les résultats ne sont pas toujours au rendez-vous de cet effort intellectuel, mais ils s'avèrent toujours plus probants que les mots d'ordre et les slogans qui viennent plus spontanément à l'esprit mais n'ont jamais permis d'élaborer de véritable stratégie d'action.

Stratégies vs idéaux ?

Stratégies et idéaux peuvent parfois entrer – et, de fait, entrent souvent – en conflit, mais l'expérience quotidienne nous apprend qu'il n'y a pas forcément là contradiction dans les termes. Prenons mon propre cas. Mes idéaux personnels sont de type anarchiste ; ils prennent source dans les Lumières et dans le libéralisme classique^[11]. D'un point de vue anarchiste, tout système hiérarchique et autoritaire a le devoir impératif de se justifier, que ce soit dans le cadre des relations interindividuelles ou dans celui des relations sociales plus larges. S'il n'en est pas capable, il devient alors illégitime et doit être démantelé. Ce principe, même s'il est honnêtement posé et sincèrement envisagé, ne peut être que rarement suivi. Les libertaires authentiques l'admettront.

L'idéal anarchiste, quelle qu'en soit la forme, a toujours tendu, par définition, vers un démantèlement du pouvoir étatique. Je partage cet idéal. Pourtant, il entre souvent en conflit direct avec mes objectifs immédiats, qui sont de défendre, voire de renforcer certains aspects de l'autorité de l'État qui, bien que fondamentalement illégitimes, sont aujourd'hui absolument nécessaires à la lutte contre les tentatives acharnées de revenir sur les acquis démocratiques et sociaux conquis de haute lutte. Dans les sociétés les plus démocratiques, l'autorité de l'État est, en ce moment même, confrontée à des attaques brutales ; des coups de boutoirs qui ne sont pas le fait des anarchistes mais, bien au contraire, des fractions les plus conservatrices de ces sociétés. Les régimes parlementaires présentent, pour ces fractions conservatrices, un vice fatal : à l'inverse des tyrannies privées que sont les entreprises, les institutions de l'État accordent à l'entité négligeable qu'est le peuple le droit – certes dérisoire – de jouer un rôle dans la gestion de ses propres affaires. Défaut inacceptable de l'avis des « maîtres », qui estiment aujourd'hui – non sans pertinence – que certains changements intervenus dans l'ordre politico-économique international offrent des conditions rêvées pour l'établissement d'une sorte d'« utopie des maîtres » qui ne laisserait plus aucune initiative à la multitude.

Cette « utopie des maîtres » avait failli advenir au XIXE siècle ; ce qui faisait dire au socialiste William Morris, dans les années 1880 : « Je sais qu'il est à présent largement admis que le système compétitif, autrement dit le "chacun pour soi", est l'ultime système économique que connaîtra le monde. Ce serait la perfection même, et ce but semble aujourd'hui atteint. Il serait outrageant d'aller contre cette opinion, partagée, m'a-t-on dit, par les gens les plus instruits. »

Morris ajoutait que si l'histoire était effectivement arrivée à sa fin, comme on l'annonçait avec confiance, alors la « civilisation mourrait ». Il n'en a rien été, comme nous le savons. Mais l'espoir d'atteindre « la perfection même » n'a pas cessé pour autant de hanter certains esprits. Cet idéal a connu une nouvelle flambée dans les années 1920, à l'époque où Woodrow Wilson, massivement soutenu par l'opinion libérale et le milieu des affaires, brandissait la menace du « péril rouge » pour museler les syndicats et réduire au silence les courants de pensée indépendants. Au moment même où l'industrie automobile atteignait son apogée, le démantèlement du syndicalisme et l'atteinte aux droits des travailleurs furent d'une telle ampleur et d'une telle violence qu'ils parvinrent à troubler la presse anglo-saxonne la plus réactionnaire. En 1928, un observateur australien, surpris par la faiblesse du syndicalisme américain, remarquait que les « organisations de travailleurs n'existaient aux États-Unis que

dans la mesure où elles [étaient] tolérées par les employeurs et ne [participaient] pas concrètement à l'élaboration des conditions de travail dans l'industrie ». Les années qui suivirent apportèrent cependant la preuve que les espoirs attachés à l'« utopie des maîtres » étaient encore prématurés. Ces époques « bénies », où l'on avait frôlé « la perfection », constituent néanmoins autant d'ébauches d'un modèle que les maîtres actuels et leurs représentants zélés n'ont de cesse de vouloir imposer.

C'est pourquoi, aujourd'hui, dans le cadre de nos sociétés, j'estime que la stratégie des anarchistes sincères doit être de défendre certaines institutions de l'État contre les assauts qu'elles subissent, tout en s'efforçant de les contraindre à s'ouvrir à une participation populaire plus large et plus effective. Cette démarche n'est pas minée de l'intérieur par une contradiction apparente entre stratégie et idéal ; elle procède tout naturellement d'une hiérarchisation pratique des idéaux et d'une évaluation, tout aussi pratique, des moyens d'action.

Le « point de vue humaniste »

Il ne saurait y avoir de moment plus propice pour s'interroger sur les différents projets de société qui ont été élaborés, modifiés, reformulés et bien souvent détournés tout au long du développement de la société industrielle, et ce jusqu'à nos jours.

Rappelons pour commencer les points de vue exprimés par deux des plus importants intellectuels du XX^e siècle : Bertrand Russell et John Dewey. S'ils s'opposèrent sur bien des points, ces deux figures de l'engagement intellectuel partageaient un idéal commun, que Russell définissait comme le « point de vue humaniste » et que Dewey caractérisait par la certitude que l'« objectif ultime » de la société n'était pas de produire des biens mais « des êtres humains, librement associés ». Pour Russell, l'éducation devait permettre aux individus « de se forger un système de valeur, indépendamment de tout rapport de domination » ; ceci afin de « favoriser l'épanouissement, la créativité et l'exigence de liberté des citoyens dans une communauté librement acceptée ».

Pour cela, les structures et les moyens illégitimes de coercition devaient être mis à bas, en particulier lorsque la « domination s'exerce au travers d'activités qui servent des intérêts privés, tels le contrôle de la finance, des biens fonciers, de l'industrie », et lorsque cette domination est « confortée par le contrôle de la presse et de ses représentants ainsi que par les moyens de la publicité et de la propagande » (Dewey). Tant qu'il n'en sera pas ainsi, explique Dewey, il sera mensonger de parler de démocratie, et la politique demeurera « ce voile pudique posé sur la société par le monde des affaires ». Les institutions démocratiques n'auront aucun pouvoir réel et les « hommes ne travailleront pas de leur plein consentement mais uniquement pour conserver leur travail » – une situation « à la fois immorale et aliénante ». Pour que cesse cette situation, l'organisation industrielle doit passer « de l'état féodal à l'état démocratique », ce qui suppose une nouvelle organisation contrôlée par les travailleurs et fondée sur la libre association. Sur ce point, Dewey et Russell tombent à peu près d'accord, rejoignant les conceptions partagées à l'époque par de nombreux courants de pensée, de l'anarchisme au socialisme associatif, en passant par la gauche marxiste.

La question de la démocratie était au cœur de la réflexion et de l'engagement de Dewey, qui reflétait alors parfaitement l'attitude générale des Américains. Il n'est donc pas inintéressant de voir à quel point les idées qu'il exprimait il n'y a pas si longtemps sont aujourd'hui jugées incongrues par l'élite intellectuelle de ce pays, quand elles ne sont pas tout simplement dénoncées comme « antiaméricaines ».

Cette expression, quotidiennement employée, est révélatrice de l'esprit de notre temps. Or, on aurait pu penser qu'un tel concept n'avait de chance d'apparaître que dans une société totalitaire. Ainsi, en plein stalinisme, les dissidents étaient souvent condamnés pour « antisoviétisme » ; de même, les généraux néonazis du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay ont largement abusé de telles catégories pour instruire les procès de nombre de leurs compatriotes. Leur usage dans des sociétés libérales, où la subordination au pouvoir est pourtant volontaire, n'en apparaît que plus étrange. Chez tous ceux qui conservent ne serait-ce qu'un vague souvenir de la culture démocratique américaine, ce genre de dénonciation devrait éveiller le plus profond mépris. Pourtant, aux États-Unis, l'expression « antiaméricanisme » est employée avec solennité dans les milieux les plus éminents – signe d'une nette dévaluation des valeurs démocratiques traditionnelles.

Les idées exprimées dans un passé, somme toute assez proche, par d'aussi éminents intellectuels que Russell et Dewey conservent aujourd'hui encore leur caractère révolutionnaire, aussi bien dans le système éducatif et dans le monde du travail que dans d'autres sphères de l'expérience humaine. Si elles étaient plus sérieusement considérées, elles encourageraient le développement de personnalités dont les valeurs premières ne seraient ni l'accumulation, ni la domination, mais bien l'indépendance d'esprit, l'initiative, la libre association, l'égalité et la volonté de coopérer pour atteindre des objectifs communs. De telles personnalités partageraient sans aucun doute le mépris d'Adam Smith pour les « basses méthodes » et les « objectifs sordides » des « maîtres de l'humanité », ainsi que son dégoût envers le « honteux principe du “tout pour nous, rien pour les autres” ». De même, elles comprendraient aisément ce qui le poussa à s'insurger contre les conséquences désastreuses de la division du travail et à fonder, en partie, les conditions d'équilibre du marché sur la libre volonté des agents – idée manifestement née d'une réflexion morale.

Le « point de vue humaniste », exprimé par Russell et Dewey en des temps meilleurs, est en parfaite opposition avec la pensée dominante de notre époque, qui continue de s'appuyer aussi bien sur les principes de l'ordre totalitaire imaginé par Lénine et Trotski, que sur ceux du capitalisme d'État des sociétés occidentales industrialisées. Par bonheur, l'un de ces systèmes a disparu. Mais l'autre voudrait revenir à un état du passé qui pourrait bien nous préparer un futur effrayant.

Le nouvel esprit du temps

Force est donc de constater le gouffre qui sépare le point de vue humaniste de celui qui domine à l'heure actuelle, remarquablement proche des attitudes dénoncées dans la presse ouvrière du milieu du XIXE siècle comme « signes du “nouvel esprit du temps” : s'enrichir et ne penser qu'à soi ». Notons également le glissement qui, dans le domaine de la morale, s'est produit entre un précapitaliste tel que Smith, qui mettait l'accent sur le devoir, la sympathie, la liberté, l'égalité et le droit fondamental des hommes à exercer un travail à la fois créatif et satisfaisant, et ceux qui, invoquant sans honte son nom, célèbrent le « nouvel esprit du temps ». Mais passons sur les tristes récupérations dont sont souvent faits les programmes idéologiques et écoutons plutôt quelqu'un dont le titre voudrait qu'on le prenne très au sérieux : le prix Nobel d'économie, James Buchanan. « La société idéale pour chacun d'entre nous, affirme-t-il, est celle qui nous permet d'agir en toute liberté tout en contraignant autrui à se soumettre à nos volontés. Autant dire que chacun d'entre nous désire régner sur un monde d'esclaves. »

Adam Smith aurait tenu ces propos pour pathologiques, ainsi que William von Humboldt, John Stuart Mill et quiconque se sent proche de la tradition du libéralisme classique. Et pourtant – vous ne le saviez peut-être pas – régner sur un monde d'esclaves est votre désir le plus cher !

L'une des preuves les plus frappantes du malaise de notre société se lit dans les commentaires affligés d'une certaine presse au sujet des populations d'Europe de l'Est qui, bien qu'enfin libérées, rechignent à adopter nos valeurs et admettent encore mal que nous voulions les faire profiter de la bienveillante tutelle que nous exerçons sur bien d'autres peuples depuis des siècles. Les avantages de cette tutelle sont pourtant bien visibles sur tous les théâtres sanglants du monde, mais, par bonheur, personne n'en tire d'enseignement concernant les véritables valeurs de notre civilisation et les principes qui guident ses dirigeants. Seuls les « antiaméricains » et leurs semblables ont l'esprit assez mal tourné pour insinuer qu'il y a là matière à réflexion. Aujourd'hui, de nouveaux champs d'action sont à notre disposition, et nous nous devons de venir en aide aux pays libérés de la tyrannie communiste afin qu'ils accèdent aux merveilleuses conditions de vie que connaissent les Bangladais, les Haïtiens, les Brésiliens, les Guatémaltèques, les Philippins, etc.

Fin 1994, le *New York Times* publia une série d'articles sur la manière dont nos nouveaux élèves se débrouillaient. L'article consacré à l'Allemagne de l'Est s'ouvrait sur le témoignage d'un prêtre qui avait été l'un des meneurs des manifestations populaires contre le régime communiste. Il y exprime ses inquiétudes croissantes sur l'avenir de son pays : « La compétition brutale et l'avidité détruisent notre sens de la communauté. La plupart des gens ressentent un profond sentiment de déprime et d'insécurité. » Voilà ce que l'on nous renvoie des bienfaits que nous prodiguons aux malheureux peuples arriérés à travers le monde. Mais cela ne semble pas nous émouvoir. Le cas de la Pologne est différent. Là, le « capitalisme s'est imposé avec plus de douceur qu'ailleurs », ainsi que le souligne un autre article dont le titre nous révèle l'existence de « voies rapides et [de] voies lentes sur l'autoroute du capitalisme ». Certains Polonais ont tout compris, tout de suite, tandis que d'autres progressent laborieusement. L'article livre alors quelques exemples pour mieux illustrer chacun des deux types de voies. Le bon élève polonais possède une petite entreprise qui est l'« illustration

frappante de ce que le capitalisme peut offrir de meilleur à la Pologne moderne ». Grâce aux prêts gouvernementaux, consentis sans intérêts dans une économie pourtant nouvellement convertie au « libre marché », son entreprise produit de « merveilleuses robes de perles », ainsi que des « robes de mariées délicieusement tissées », vendues généralement à de riches Allemandes, mais aussi parfois à de riches Polonaises.

Peu importe que la Banque mondiale souligne que la pauvreté a plus que doublé depuis la mise en œuvre des réformes, que les salaires ont chuté de près de 30 % et que la Pologne ne devait retrouver qu'en 1994 l'équivalent de son produit intérieur brut d'avant 1989. En Pologne, le « capitalisme s'est imposé avec plus de douceur qu'ailleurs » et la population affamée peut apprécier à leur juste valeur les « signes éclatants de la reprise de la consommation », les « voitures de marques étrangères munies de plaques polonaises » qui dévalent en trombe les rues de Varsovie, et les « femmes d'affaires avec leur téléphone cellulaire à 1 300 \$ à portée de main ».

« Les gens ont dû comprendre qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et qu'ils devaient mener un combat personnel », explique une conseillère tchèque à l'emploi. Préoccupée par l'« émergence d'une sous-classe sociale parfaitement bornée », elle dirige des sessions de formation dans lesquelles elle enseigne les comportements appropriés à ce dur combat. Ses clients sont trop souvent des gens dont les « valeurs égalitaires trop bien ancrées » proviennent de cette époque où l'« on pouvait déclarer fièrement : je suis mineur, qu'est-ce qu'on fait de mieux ? » Mieux qu'un mineur, il y a bien sûr ceux qui savent y faire aujourd'hui, parce qu'ils savaient déjà y faire hier : anciens de la nomenklatura, devenus les agents des entreprises étrangères du fait de leur talent et de leur expérience passés, banquiers dont les liens étroits avec d'anciens amis ont facilité l'émergence, entrepreneurs soutenus par l'État, etc.

Mais les brillants disciples ne suffisent pas à faire oublier les mauvais élèves ; ceux qui restent scotchés sur la voie lente. L'article poursuit en en donnant quelques exemples. Ce mineur de quarante-trois ans, par exemple, qui, « assis au milieu de son salon, type chalet suisse, admire les fruits de son travail au service du communisme : une télévision, des meubles confortables, une rutilante cuisine moderne ». Aujourd'hui, au chômage après vingt-sept ans passés dans les mines de charbon, il se souvient de l'avant 1989. « C'était bien, dit-il, la vie était plus sûre et plus confortable. » Avec une totale mauvaise foi, sans aucun doute, il pense que les nouvelles valeurs sont « absurdes » et ne sait pas « pourquoi il se trouve là, chez lui, sans travail et dépendant des allocations », s'inquiétant pour ses dix enfants qui, comme lui, manquent singulièrement du fameux talent à « s'enrichir et ne penser qu'à soi ».

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que la Pologne hésite à venir échouer sur notre étagère, aux côtés de nos autres trophées. Car cette région du monde est malheureusement infestée de mauvais élèves. Un correspondant local du *Christian Science Monitor* en fait la recension dans un dossier consacré au problème. On y trouve, entre autres, le témoignage d'un chef d'entreprise à propos d'« un Ukrainien à qui [il avait] offert 100 \$ par mois pour l'aider à cultiver des roses dans son jardin privé... [traduisez : pour travailler pour lui]. Comparés aux 4 \$ que le type gagnait en travaillant dans une ferme collective, c'était une fortune. Mais il a décliné cette offre ». Le bon élève explique cette absurdité par la persistance d'« une certaine mentalité » que le lumineux avènement de la liberté n'a pas réussi à abolir. Mentalité qui incline le mauvais élève à penser : « *Niet*, je ne vais pas quitter la collectivité

pour être ton esclave. » Notons au passage que, jusqu'à ce qu'ils aient été proprement éduqués, les travailleurs américains ont eux aussi longtemps fait preuve de cette même réticence à devenir les esclaves des possédants.

Les Cubains furent eux aussi longtemps stigmatisés pour leur attitude rétrograde. Le scandale connu son apogée lors de l'édition, aux États-Unis, des Jeux panaméricains. Au cours de ces jeux, les athlètes cubains refusèrent de se laisser séduire par une campagne de propagande qui les appelait à faire défection. On alla jusqu'à leur proposer des sommes mirobolantes pour qu'ils deviennent professionnels. Mais, comme ils le firent comprendre aux journalistes, ils se sentaient réellement engagés envers leur pays et leurs concitoyens. On eut droit alors, de la part des journalistes, à un véritable délire sur l'effet dévastateur du lavage de cerveau, où le pouvoir destructeur de la doctrine marxiste prenait des proportions phénoménales.

Il est peu probable que les citoyens américains soient un jour informés des résultats d'un sondage Gallup, paru en 1994 dans la presse hispanophone de Miami, que l'on peut considérer comme la première enquête véritablement scientifique et indépendante sur la société cubaine. On peut y lire que 88 % des personnes interrogées se disent « fières d'être cubaines », que 58 % d'entre elles déclarent que les « réussites de la révolution compensent largement ses échecs », que 69 % se qualifient eux-mêmes de « révolutionnaires » (seulement 21 % s'affirmant « communistes » ou « socialistes ») ; enfin, que 76 % se déclarent « satisfaits de leur vie personnelle » tandis que 3 % seulement estiment que les « questions politiques » constituent la clef des problèmes que rencontre le pays.

Si ce surprenant bilan des « atrocités communistes » venait à être connu et diffusé, il deviendrait sans aucun doute nécessaire de raser La Havane plutôt que de se limiter, comme nous le faisons actuellement, à tuer un maximum de Cubains en les affamant ou en les laissant mourir de maladie dans l'espoir d'accélérer l'avènement de la « démocratie ». N'oublions pas, en effet, que la démocratisation est le nouveau prétexte qui, après la chute du mur de Berlin, nous sert à justifier l'étranglement de Cuba – les idéologues ne perdent jamais une occasion d'opérer un virage complet lorsque la situation le réclame. Cuba n'est plus désormais cet agent du Kremlin si redouté, préparant l'invasion imminente de l'Amérique latine et œuvrant à l'agitation terroriste des États-Unis. Ce mensonge, vieux de trente ans, peut tranquillement être rangé au placard. Selon la nouvelle version officielle, la guerre économique imposée à Cuba n'a en fait jamais eu qu'un seul but : y apporter la démocratie. C'est pourquoi nous devons renforcer l'embargo vis-à-vis de Cuba ; embargo qui, de l'avis des experts en santé publique dont la presse médicale américaine se fit l'écho en octobre 1994, « a contribué à l'aggravation de la famine, à la propagation des maladies, à l'augmentation du taux de mortalité et à l'apparition de l'une des neuropathies épidémiques les plus graves du siècle ». Un de ces experts affirme : « Le fait est que nous sommes en train d'assassiner des gens en leur refusant, outre des aides directes (alimentaires, pharmaceutiques), des équipements qui leur permettraient de produire eux-mêmes leurs propres médicaments ».

Le « décret en faveur de la démocratie à Cuba », proposé par le sénateur Clinton et auquel le président Bush avait tout d'abord opposé son veto, tant il violait manifestement les règles du droit international, avait supprimé, de fait, près de 90 % des aides alimentaires et sanitaires. Cette contribution au combat pour la démocratie entraîna une aggravation du taux de mortalité et la « plus alarmante crise du système de santé publique que Cuba ait connue

de mémoire récente » ; une crise essentiellement due à cette neuropathie contagieuse que l'on n'avait observé jusqu'alors que dans les camps de prisonniers du Sud-Est asiatique durant la Seconde Guerre mondiale. Pour dire l'ampleur de notre responsabilité dans cette affaire, un professeur de médecine à la Columbia University cite l'exemple d'un système suédois de purification des eaux que Cuba s'était procuré afin de produire des vaccins, mais dont l'utilisation fut rendue impossible parce qu'une des pièces nécessaire à ce système était produite par une société américaine.

En réalité, le Cuba de Castro n'a jamais inquiété les États-Unis pour la menace militaire qu'il représentait, ni pour son mépris des droits de l'homme, ni même pour son régime dictatorial, mais pour une raison plus directement liée à l'histoire des États-Unis. Dans les années 1820, alors que la conquête du continent américain se poursuivait à une allure impressionnante, Cuba était considéré par les milieux politiques et économiques comme la plus désirable des proies. C'est un « objectif d'une importance fondamentale pour le développement des intérêts politiques et commerciaux de l'Union », déclarait alors John Quincy Adams, le véritable père de la doctrine Monroe. Adams tombait d'accord avec Jefferson et bien d'autres pour admettre que l'Espagne pourrait conserver sa souveraineté sur Cuba jusqu'à ce que l'influence britannique dans cette région disparaisse et que l'île, telle un fruit mûr, tombe entre les mains américaines « par les simples lois de la gravitation politique ». Le fruit fut en effet cueilli il y a de cela un siècle. Au milieu du XX^e siècle, il était très apprécié par les groupes d'intérêts agricoles et l'industrie du jeu américains, entre autres. Le hold-up perpétré par Castro sur cette possession américaine ne fut donc pas pris à la légère. On craignait surtout que, par un « effet domino », certains résultats de l'expérience castriste – comme par exemple le système de santé alors le plus efficace de toute l'Amérique latine – n'intéressent vivement d'autres peuples dominés. En bref, on redoutait que le « fruit mûr » se changeât en un « fruit pourri » qui viendrait « gâter le panier » ; un « virus susceptible d'infecter » tous les autres, selon la terminologie en vigueur chez les stratèges américains, qui se moquent des crimes mais se soucient de rhétorique. Quoi qu'il en soit, peu nombreux furent les citoyens américains qui se virent exposés, en octobre 1994, au danger d'être réellement informés par la presse médicale. Ce même mois, ils échappèrent tout aussi miraculeusement aux commentaires journalistiques sur la résolution de l'assemblée générale des Nations unies appelant (par 101 voix contre 2) à lever l'embargo injuste sur Cuba. À cette occasion, seul Israël se rangea aux côtés des États-Unis.

Le conte de fées officiel nous dit que les pays d'Europe de l'Est, ayant enfin brisé leurs chaînes, n'attendent que de se précipiter dans les bras des riches sociétés de l'Ouest. Ce sera peut-être le cas. On peut se demander pour quelles raisons ils ne l'ont jamais fait au cours du dernier demi-millénaire, alors qu'ils ont toujours décliné, en revanche, l'invitation de l'Occident. Un autre projet existe pour cette région du monde, qui propose de revenir au *statu quo ante* : les régions autrefois intégrées à l'Occident industriel – l'ouest de la Pologne, la République tchèque, par exemple – réintégreraient graduellement leur place, tandis que les autres régions de l'ex-empire soviétique retourneraient, d'une manière ou d'une autre, à leur ancien statut de zone d'approvisionnement pour les riches nations industrielles.

Observons à présent la manière dont est le plus souvent présentée la catastrophe communiste. Qu'il se soit agi d'une monstruosité n'a jamais fait de doute – en particulier, et ce dès le départ, pour les anarchistes, pour des personnalités telles que Russell et Dewey,

ainsi que pour l'extrême gauche marxiste. L'effondrement de cette tyrannie ne pouvait être qu'une excellente nouvelle pour tous ceux qui placent la liberté et la dignité de l'homme au premier rang des valeurs fondamentales. De façon plus prosaïque, on admet généralement que l'économie planifiée fut un monumental échec ; ce qui est censé démontrer, *a contrario*, les mérites bien supérieurs du capitalisme : « Il suffit de comparer l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis à l'Union soviétique et à ses satellites ! Cette démonstration est devenue un véritable réflexe intellectuel et passe le plus souvent comme lettre à la poste sans que l'on ressente le besoin de la discuter plus à fond. C'est que, bien que parfaitement contestable, la démarche logique à l'appui de cette démonstration possède l'énorme avantage de pouvoir s'appliquer tous azimuts. Au moyen de cette démarche, on peut, par exemple, souligner l'échec patent des jardins d'enfants à Cambridge (Massachusetts), comparé au formidable succès du MIT ; il suffit pour cela de prendre pour seul critère de comparaison le niveau de connaissances en physique quantique des populations respectives de ces institutions.

Si quelqu'un venait à mener ce genre de comparaison, il ne tarderait pas à bénéficier d'un traitement psychiatrique. Nul doute que l'incongruité du raisonnement paraîtrait, dans ce cas, parfaitement évidente. Pour pratiquer une évaluation correcte, sur la base d'une comparaison, il est en effet nécessaire de s'assurer que le critère de mesure convient aux deux instances que l'on compare. Ce principe élémentaire s'impose si l'on veut juger l'économie soviétique à l'aune du système capitaliste. Il faut alors nécessairement comparer les pays d'Europe de l'Est avec des pays qui se trouvaient dans les mêmes conditions qu'eux lorsque l'alternative offerte entre les deux modèles de développement s'est présentée. Cela nous obligerait à revenir un demi-siècle en arrière, ce qui rendrait la comparaison tellement complexe qu'elle en deviendrait intenable. On pourrait, en revanche, comparer raisonnablement l'URSS et le Brésil ou la Bulgarie et le Guatemala de la fin des années 1980, bien que cela nous oblige à commettre une injustice envers les pays communistes qui, à la différence des deux autres, n'ont jamais bénéficié de l'aide américaine. À l'issue de cette évaluation, il nous faudrait certainement conclure que le modèle communiste fut un véritable désastre pour les pays du bloc soviétique, mais que le système capitaliste en a produit de bien pires encore à travers le monde.

Ce qui arrive aujourd'hui aux pays d'Europe de l'Est fait penser à la situation des différentes régions du globe qui ont été réduites au rôle de fournisseurs de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché. Face à une telle perspective, il n'est pas étonnant de voir s'y développer certaines formes de résistance. L'histoire des sociétés industrialisées présente elle-même des périodes au cours desquelles le climat n'était pas à l'enthousiasme mais à la lutte et à la résistance. David Montgomery, qui enseigne l'histoire du monde ouvrier à Yale, rappelle que l'Amérique moderne a été « fondée sur la base des revendications de ses travailleurs ». Des revendications très clairement – et parfois très vivement – exprimées au travers de luttes particulièrement dures. Il y eut des victoires chèrement payées mais aussi de douloureuses concessions faites à une « Amérique rien moins que démocratique ». En particulier dans les années 1920, lorsqu'il sembla bien que la « forteresse ouvrière » allait capituler.

Les voix de la résistance

Les mouvements populaires de résistance au capitalisme furent parfaitement relayés par la presse ouvrière locale qui se développa du milieu du XIXE siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avant d'être réduite au silence par l'État et les puissances privées. Dans les années 1950, 800 journaux ouvriers s'adressaient encore à 20 ou 30 millions de lecteurs américains, tentant, avec leurs propres mots, de résister et de contrer l'offensive des milieux financiers qui visaient à « vendre au peuple américain les vertus du libéralisme ».

La première (et à ma connaissance la seule) étude vraiment importante sur la presse ouvrière du milieu du XIXE siècle fut publiée il y a près de soixante-dix ans par Norman Ware. Sa lecture, dans le contexte actuel, est particulièrement stimulante. L'auteur s'est intéressé aux journaux fondés et dirigés par des mécaniciens et des « filles d'usine » dans les cités industrielles de la région de Boston – l'« Athènes américaine », patrie de ses plus fameuses universités. Ces cités industrielles existent encore – bien que subissant la crise de plein fouet et aujourd'hui en pleine décrépitude –, à l'image des rêves de ceux qui les ont bâties et qui ont fait la richesse et la puissance des États-Unis.

Ces journaux nous révèlent à quel point le système de valeurs imposé par les puissances privées paraissait étranger aux ouvriers, qui le rejetaient et le considéraient comme parfaitement inhumain. « Le nouvel esprit du temps, écrit Ware, déplaisait profondément à une fraction étonnamment large de la communauté américaine la plus anciennement installée. » On regrettait alors souvent la « disparition de l'ouvrier en tant qu'individu spécifique, le bouleversement des mentalités, la perte de dignité et d'autonomie des travailleurs », ainsi que le recul des droits démocratiques et des libertés civiques, qui s'affirmait à mesure que, promus par l'État et les intérêts privés, les principes du capitalisme industriel s'imposaient – par la violence si nécessaire.

Les ouvriers déploraient aussi la « dégradation, voire la perte pure et simple de ce sentiment de fierté qui habitait les mécaniciens et les autres travailleurs manuels ». Ramenés à un « salaire de survie », ils ne se sentaient finalement pas très éloignés de la condition d'esclave qui régnait encore dans les plantations du Sud. En se vendant eux-mêmes, plus qu'ils ne vendaient leur force de travail, ils se sentaient devenir de vulgaires manœuvres ; les « humbles sujets » de « despotes ». Forcés – à Boston au moins – de côtoyer une « riche aristocratie capable de réduire au silence quiconque oserait mettre en doute ses droits à réduire l'homme à l'état d'esclave », ils voyaient s'effondrer sous leurs yeux le mythe de la démocratie américaine.

La presse ouvrière condamnait aussi ceux qu'elle appelait les « prédicateurs professionnels » : journalistes et universitaires ; tous éminents avocats du pouvoir, tentant par tous les moyens de justifier l'instauration croissante d'une certaine forme de despotisme. « Ceux qui travaillent dans les usines devraient en être les propriétaires », affirmaient ces travailleurs, sans qu'aucun intellectuel n'ait eu besoin de le leur souffler. Durant les quelques années qui ouvrirent le siècle, ce fut le thème mobilisateur du plus efficace des mouvements ouvriers. Lors de la convention des travailleurs de 1893, en un appel qui fut très largement diffusé, Henry Demarest Lloyd déclarait : « La mission des mouvements ouvriers est de libérer l'humanité des turpitudes du marché et d'abolir la pauvreté, fruit de ces turpitudes. Cet objectif peut être atteint en étendant à l'économie les principes de la démocratie

politique. Ce sont ceux qui travaillent effectivement qui doivent déterminer les conditions et les horaires de travail ainsi que la répartition de la production. Les capitaines d'industrie doivent être choisis. Et choisis pour servir, non pour commander. C'est en vue du bien-être de tous que le travail de tous doit être déterminé. C'est cela la démocratie. »

Ces propositions sont bien sûr familières aux libertaires de gauche, mais elles auraient sans doute été approuvées par les pères du libéralisme classique. Elles vérifient en effet, par la pratique et par l'histoire, la parfaite pertinence des critiques exprimées par Adam Smith sur la division du travail. Adoptant le point de vue des Lumières sur les libertés, celui-ci affirmait que l'« homme qui passe sa vie à se livrer à quelques opérations minuscules, dont les effets sont eux aussi la plupart du temps minuscules, n'a pas l'opportunité d'exercer sa réflexion et devient le plus souvent aussi stupide et ignorant qu'il est possible de l'être. [...] Voilà bien l'état dans lequel le travailleur misérable, c'est-à-dire la grande majorité du peuple, se verra réduit nécessairement à moins que les gouvernements ne prennent la peine d'y remédier ». Dans un ouvrage dont John Stuart Mill s'inspira, Wilhelm von Humboldt explique, pour sa part, que lorsqu'un artisan fabrique sur commande un bel objet, « on peut admirer ce qu'il fait mais on ne peut que mépriser ce qu'il est : non pas un être libre mais un simple outil au service des autres ».

Même les conservateurs admettent parfaitement que, à moins d'être maîtrisées, les forces du marché détruiront les valeurs humaines fondamentales. Tocqueville, faisant écho à Smith et von Humboldt, demande « ce que l'on peut attendre d'un homme qui a employé vingt ans de sa vie à faire des têtes d'épingle. [...] L'art fait des progrès, l'artisan rétrograde ». Comme Smith soixante ans plus tôt, il place l'égalité des conditions au fondement même de la démocratie américaine, avertissant que, « si jamais l'inégalité permanente des conditions devait s'imposer, l'aristocratie manufacturière que nous voyons s'élever sous nos yeux – une des plus dures qui aient paru sur terre – pourrait faire disparaître les garde-fous et provoquer la chute de la démocratie ». Jefferson affirmait pour sa part qu'une « pauvreté grandissante et une richesse concentrée entre les mains de quelques-uns ne [pouvaient] coexister dans une démocratie ».

Les forces inhumaines et destructrices du marché ne sont devenues objets de vénération que depuis le début du XIXE siècle. Leur caractère sacro-saint ne fut établi, par David Ricardo et d'autres économistes classiques, que pour servir d'armes dans la véritable « guerre » de classes qui se menait alors au sein de l'Angleterre industrialisée. Ces doctrines, qui prétendaient à autant d'autorité que les lois de la gravitation, sont de nouveau à l'ordre du jour, à l'heure où la « bataille incessante pour le contrôle des esprits » reprend avec plus d'intensité et de violence que jamais.

En réalité, ces doctrines, que l'on voudrait faire passer pour les pendants économiques des lois de Newton, furent – et restent – assez rarement mises en pratique. Les rares études que nous devons, sur ce sujet, à des historiens de l'économie soulignent que la moitié du secteur industriel de la Nouvelle Angleterre aurait disparu si l'économie avait été effectivement ouverte aux produits moins onéreux de l'industrie britannique, elle-même très largement soutenue, voire dirigée par l'État britannique. Cela reste vrai de nos jours, comme on peut le constater aisément à condition de s'affranchir de la rhétorique qui masque la réalité du « libéralisme économique » et des « discours entrepreneuriaux » qu'il promeut.

Thomas Jefferson, à la fin de sa vie, constatait lui aussi l'importance croissante que prenait

cette « aristocratie manufacturière » qui alarmait tant Tocqueville. Inquiet du devenir de l'expérience démocratique, il distinguait deux types de gouvernants : les « aristocrates » et les « démocrates ». Les premiers, selon lui, « redoutent le peuple et lui font si peu confiance qu'ils cherchent à lui ôter tous ses pouvoirs pour les confier aux représentants de la classe la plus aisée ». Les seconds, en revanche, « s'identifient au peuple, lui font confiance, l'estiment et le considèrent comme le garant de l'intérêt général, même s'il n'en est pas toujours le juge le plus avisé ». Les aristocrates de l'époque étaient les plus fervents avocats du capitalisme d'État naissant, que Jefferson considérait avec méfiance, tant lui paraissaient contradictoires démocratie et capitalisme. Plus tard, Bakounine prophétisa que la « nouvelle classe des intellectuels » choisirait l'un ou l'autre des deux camps. Soit en décidant de profiter des luttes populaires pour se saisir du pouvoir. Soit, reconnaissant que le vrai pouvoir est ailleurs, en s'offrant d'endosser le rôle de prédicateur, de conseiller ou d'avocat à la solde des maîtres.

Nous avons là l'une des rares prophéties issues des sciences sociales qui se soit aussi spectaculairement vérifiée.

« Dur mais juste »

Il y a, me semble-t-il, une redoutable ressemblance entre notre époque et celle au cours de laquelle l'idéologie contemporaine – ce que l'on nomme néolibéralisme ou rationalisme économique – fut élaborée par Ricardo et Malthus. Ceux-ci s'étaient donné pour mission de faire comprendre aux gens du peuple qu'ils n'avaient aucun droit particulier – contrairement à ce qu'ils croyaient naïvement. Pour que le message soit imparable, il fallait en apporter la preuve « scientifique ». L'erreur intellectuelle fondamentale de la pensée précapitaliste avait été de croire que le peuple pouvait occuper une place à part entière dans la société et surtout qu'il pouvait, en droit, prétendre à cette place – une assez mauvaise place, certes, mais une place tout de même. La toute nouvelle « science économique » démontrait que le concept de « droit naturel » était une supercherie et que le quidam abusé n'avait pour droit que celui de tenter sa chance sur le marché. Tout individu dépourvu de fortune personnelle ou qui ne peut se plier aux lois du marché du travail, écrit Malthus, « n'a pas le moindre droit à la plus petite miette de nourriture et, en fait, n'a rien à faire parmi les autres ». Il est « grandement nuisible » à la « liberté naturelle » que de faire croire aux pauvres qu'ils ont des droits, soutient de son côté Ricardo, considérant qu'il y avait là outrage fait aussi bien à la science économique qu'à la raison et à la morale la plus élémentaire. Autrement dit, on vous laissait le libre choix entre le marché du travail, l'hospice, la mort ou bien aller voir ailleurs – comme c'était possible de le faire alors, grâce aux vastes espaces rendus disponibles par l'extermination ou la déportation des populations indigènes des colonies.

Les pères fondateurs de la nouvelle science économique se distinguaient par leur désir de faire le « bonheur du peuple », allant jusqu'à invoquer, dans ce but, un élargissement du droit de vote. Bien entendu, explique Ricardo, « il ne s'agit pas d'établir le suffrage universel mais d'accorder le droit de vote à cette partie de la population qu'on ne peut pas soupçonner de vouloir mettre en péril le droit de propriété » – des restrictions à ce droit pouvant être envisagées s'il était démontré que « limiter le droit de vote à la population la plus restreinte possible [pouvait garantir] une plus grande sécurité dans le choix des représentants ». Nombreux sont, de nos jours, les héritiers de ce courant de pensée.

Il n'est pas inutile de rappeler ce qu'il s'est réellement passé lorsque les principes du néolibéralisme furent imposés et appliqués en Angleterre, patrie de Malthus. Comme à l'accoutumée, ce fut un processus à deux vitesses. Les rigueurs du marché pour le faible et le soutien charitable de l'État, en cas de besoin, pour le riche ou le privilégié. Dans les années 1830, la victoire de la nouvelle idéologie était déjà patente. Cependant, un léger problème subsistait. Les gens du peuple ne parvenaient pas à se convaincre qu'ils n'avaient réellement aucuns droits spécifiques. Déraisonnables et ignorants, ils admettaient difficilement de n'avoir pas même le plus élémentaire droit de vivre. Aussi réagirent-ils de façon parfaitement irrationnelle, et l'armée britannique dut occuper le plus clair de son temps à « calmer » les émeutiers. Mais, bientôt, les événements prirent un tour plus inquiétant. Les gens s'organisèrent. Le chartisme et, plus tard, le mouvement ouvrier devinrent des forces avec lesquelles il fallut compter. Dès ce moment, les maîtres commencèrent à s'alarmer, comprenant qu'ils pouvaient refuser tout droit au peuple, mais que, réciproquement, celui-ci pouvait leur dénier le droit de diriger. Il était temps de prendre de nouvelles mesures.

Heureusement, il y avait une solution : la « science économique ». Plus maniable que la

physique de Newton, celle-ci se mit opportunément à évoluer. Les lois de la « gravitation économique universelle » intégrèrent des rudiments de contrat social, jetant les bases de ce qui devint lentement, et au prix de luttes acharnées, l'État social propre au régime capitaliste.

Aujourd'hui, certains tentent d'inverser le cours de l'histoire et rêvent de revenir aux jours heureux, mais brefs, où les principes du rationalisme économique régnaient sans partage, imposant l'idée que le peuple n'a aucun droit en dehors de ce qu'il peut obtenir dans le cadre du marché. Mais puisque, à l'heure de la mondialisation, l'invitation à « aller voir ailleurs » n'a plus grand sens, ceux que le marché laisse sur le bas-côté n'ont plus pour choix que l'hospice ou la famine. Et si venir en aide aux pauvres ne peut que leur nuire, les riches, en revanche, méritent toujours d'être généreusement soutenus, comme en témoigne l'intervention incessante des États pour renflouer des investisseurs, sauver des industries ou des banques en faillite, ou bien encore protéger le marché intérieur.

Il ne s'agit malheureusement pas ici d'une caricature. En vérité, il est pratiquement impossible de forcer le trait en ce domaine^[12]. Prenons un exemple parmi d'autres de ce qui fait la une de nos journaux et qui, dans une société véritablement démocratique, ne devrait provoquer que mépris et indignation. Le maire de New York, Rudolph Giuliani, vient de dévoiler la politique fiscale de la capitale économique du pays le plus riche du monde. Cette politique constitue, dans le domaine de la taxation, une régression phénoménale. Les riches seront moins taxés (« Toutes les réductions de taxes proposées par le maire profitent aux milieux d'affaires », ainsi que le *New York Times* l'indique très discrètement) et les pauvres le seront davantage (sous couvert d'une augmentation de tarif des transports scolaires et ouvriers, d'une augmentation des droits d'inscription dans les écoles municipales et de sérieuses coupes dans les dépenses publiques). Ces mesures devraient pousser les pauvres à « aller voir ailleurs », comme l'explique le maire. « Elles leur permettront d'aller et venir librement à travers le pays », commente à son tour le *Time* dans un article intitulé : « Giuliani considère la diminution des fonds sociaux comme un encouragement à la mobilité ». En bref, les prisonniers du système social et de l'aide publique seront enfin débarrassés de leurs chaînes, ainsi que les fondateurs du néolibéralisme le conseillaient autrefois dans leurs théorèmes les plus rigoureusement établis. Et ce sera tout bénéfique pour eux.

Devant tant de raison et d'intentions charitables, les larmes nous montent aux yeux.

Mais où donc iront les masses ainsi libérées ? Sans doute dans des taudis de banlieue, d'où elles seront « libres » de faire le chemin en sens inverse pour venir faire les petits boulots que la ville – certes la plus riche du monde, mais où les inégalités sociales et économiques sont pourtant plus importantes qu'au Guatemala – voudra bien leur proposer.

Les âmes sensibles qui ne saisissent pas toute la portée des bienfaits si généreusement dispensés aux pauvres devraient au moins avoir l'honnêteté de reconnaître qu'il n'existe aucune autre alternative. Car les années à venir, nous apprend un expert du *Time*, pourraient bien révéler que « New York n'est peut-être pas assez riche ou même assez économiquement viable pour supporter l'important secteur public qu'elle s'est offert après la Grande Dépression ». Une certaine perte de vitalité dans le domaine de l'économie est observable, en effet. Mais elle est due en grande partie aux programmes de « développement urbain » qui ont anéanti un tissu industriel dynamique au profit de l'accroissement du secteur financier. En ce qui concerne la richesse de la ville, c'est une autre histoire. L'opinion de l'expert auquel

Le *Time* fait référence est en fait issue d'un rapport émanant de la société J. P. Morgan, organisme d'investissement financier classé cinquième, par le magazine *Fortune*, au palmarès 1995 des 500 banques commerciales américaines. Avec un modeste bénéfice de 1,2 milliards de dollars, 1994 fut pourtant une assez mauvaise année pour J. P. Morgan, si on la compare à l'« époustouflante » croissance moyenne des profits (54 %) de l'ensemble des 500 premières entreprises classées – l'augmentation des créations d'emplois n'étant que de 2,6 %. La presse des affaires fêtait alors une « nouvelle année record pour les entreprises américaines ; l'une des années les plus lucratives que les milieux d'affaires américains ait jamais connues » – et ce au moment même où le « produit domestique des États-Unis semble bien s'être réellement effondré ». Durant quatre années consécutives, les profits privés ont connu une croissance à deux chiffres, alors que, depuis quatorze ans, les salaires réels n'ont cessé de baisser.

Dans ce monde où la fin justifie les moyens, on nous sert la sempiternelle rengaine selon laquelle « tout le monde doit se serrer la ceinture ». En réalité, le pays sombre sous le flot des capitaux, les « bénéfiques explosent » et, selon le *Business Week*, transporté de bonheur, « ils se déversent dans les caisses de l'entreprise Amérique ». Dans des temps aussi difficiles, que faire sinon offrir aux masses nouvellement émancipées une « opportunité de bouger » ? Un programme « dur mais juste », disent certains. Toujours plus dur pour les pauvres et toujours plus juste pour les riches.

Le niveau intellectuel du discours actuellement dominant ne mérite que mépris, et son habillage moral est parfaitement grotesque. Il faut pourtant s'efforcer de porter un jugement sur les projets réactionnaires qui sous-tendent ce discours. C'est ce que nous devons faire aujourd'hui en tenant compte des fins et des moyens. On peut, comme par le passé, choisir d'être démocrate au sens où l'entendait Jefferson, ou bien se conduire comme un aristocrate. Cette dernière option offre des bénéfices secondaires plus appréciables, étant donné le lien qui unit la fortune, les privilèges et le pouvoir. L'autre voie est faite de luttes, souvent de défaites, mais aussi de gratifications que ne peuvent imaginer ceux qui succombent au « nouvel esprit du temps : s'enrichir et ne penser qu'à soi ». Si nous vivons aujourd'hui dans un monde par bien des aspects différent de celui de Jefferson ou des ouvriers du milieu du XIXE siècle, les choix intellectuels et pratiques qui s'offrent à nous ne sont pas pour autant radicalement différents.

Notes

[1] Cf. *Taking the Risk Out Of Democracy*, 1995.

[2] Ce texte fut rédigé avant la « disgrâce du général Suharto », annoncée le 20 mai 1998 par Madeleine Albright, secrétaire d'État américain, qui fut suivie, le lendemain, de la démission du dictateur. Chomsky commenta ainsi l'événement : « Les raisons qui expliquent le lâchage américain sont en général la désobéissance ou la perte de contrôle. Dans le cas de M. Suharto, ces deux explications ont convergé : d'abord, son refus d'obéir aux ordres du FMI imposant une nouvelle punition à la population ; ensuite, son incapacité à contenir la révolte populaire. Le dictateur avait tout simplement cessé d'être utile. » (*Le Monde diplomatique*, juin 1998, p. 1 & 8) [Ndt]

[3] Allusion à la politique de *containment*, destinée à limiter l'extension du communisme pendant la guerre froide. (C'est nous qui soulignons.) [Ndt]

[4] Antony Lake, *New York Times*, 23 septembre 1994. Pour les références non citées : *Deterring Democracy* (Verso, 1991), *L'An 501* (Ecosociété, Montréal/EPO, Bruxelles, 1995 [1993]) et *World Orders, Old and New* (Columbia Univ. Press, 1994).

[5] « Frontline », *India*, 21 octobre 1994.

[6] Paul Bairoch, *Economics and World History*, Chicago, 1993.

[7] James Tyson, *CSM*, 24 janvier 1995 ; *Business Week*, 23 mai 1994.

[8] illustrateur du *Washington Post*. [Ndt]

[9] Peter Applebome, *New York Times*, 1er août 1994.

[10] Paulette Thomas, *WSJ*, 12 mai 1994.

[11] Par « libéralisme classique », j'entends le libéralisme originel et non pas la version qui en a été réécrite plus tard pour des raisons purement idéologiques. Bien qu'il se soit brisé sur les exigences du capitalisme industriel naissant, ce libéralisme originel a survécu (ou a été réinventé) au travers des luttes sociales qui ont permis les avancées les plus considérables dans le domaine des libertés individuelles, de la justice sociale et du droit universel. Ses thèses furent par ailleurs adoptées, adaptées et développées par les gauches libertaires.

[12] On se souvient, à ce propos, de la réflexion de Mark Twain, qui, dans ses essais anticapitalistes restés trop longtemps ignorés, se voyait dans l'impossibilité de faire la satire de l'un des responsables du massacre des Philippines : « Aucune satire de Funston ne pourrait atteindre la perfection, car Funston lui-même est une caricature vivante. »